المرصد العربي
للعلوم الاجتماعية

Arab Social
Science Monitor

Observatoire Arabe
des Sciences Sociales

L'Univers Académique et les Trajectoires de Carrière des Spécialistes des Sciences Sociales dans le Monde Arabe

2023

Troisième Rapport Arabe sur les Sciences Sociales

Dr. Ahmad Dallal

المرصد العربي للعلوم الاجتماعية
Arab Social Science Monitor
Observatoire Arabe des Sciences Sociales

L'UNIVERS ACADÉMIQUE ET LES TRAJECTOIRES DE CARRIÈRE DES SPÉCIALISTES DES SCIENCES SOCIALES DANS LE MONDE ARABE

Dr. Ahmad Dallal

Troisième Rapport Arabe sur les Sciences Sociales
2023

Publié par le Conseil arabe pour les sciences sociales
Immeuble Alamuddine, 2ème étage
Rue John Kennedy, Ras Beyrouth
Beyrouth, Liban

© 2023

Ce document est disponible sous une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC By 4.0). Cette licence vous permet de copier, distribuer et adapter le matériel gratuitement tant que vous créditez l'œuvre convenablement (y compris l'auteur et le titre, le cas échéant). Pour plus d'informations, veuillez consultez cette page : https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/

Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Conseil arabe pour les sciences sociales aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou leurs autorités, ni quant au trace de leurs frontières ou limites.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et n'expriment ou reflètent pas nécessairement les opinions officielles du Conseil arabe pour les sciences sociales.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements 1

Préface 2

I. Introduction : Effets de la « révolution silencieuse de la connaissance » 4

1. Nouvelles transformations, nouvelles questions 5

Universités et disciplines 5

Tendances en matière de production de connaissances 6

Impact des centres de recherche 11

Participation aux communautés académiques mondiales 12

Perspectives de carrière en dehors de l'université 13

2. Méthodes et outils : enquête du CASS et documents de référence 16

II. Comment les pratiques institutionnelles façonnent-elles la production de connaissances ? 19

1. Rôle des centres de recherche indépendants 20

2. Plans stratégiques des universités et politiques de promotion 21

III. Quelles sont les caractéristiques des spécialistes des sciences sociales dans la région arabe ? 24

1. Caractéristiques démographiques 24

1a. Région et pays de citoyenneté 24

1b. Répartition selon l'âge et le sexe 24

1c. Compétences linguistiques 27

2. Trajectoires éducatives 28

2a. Niveau d'éducation 28

Diplôme le plus élevé obtenu 28

Tendances d'obtention des diplômes 28

Voies d'accès à un diplôme en SSH 30

2b. Domaines d'étude 30

2c. Lieu d'étude 33

Tendances géographiques 33

Déterminants de la mobilité géographique 34
Pays de destination des études à l'étranger 35
Type d'université fréquentée 35
3. Trajectoires de carrière 37
3a. Domaines d'emploi 37
Travailler en dehors des SSH 38
Travailler dans les SSH sans diplôme spécifique au domaine 40
Passer d'un domaine de SSH à un autre 40
3b. Pays d'emploi 40
3c. Institutions d'emploi 41
Déterminants démographiques 42
Passer d'un type d'institution à un autre 45
3d. Rangs du corps professoral universitaire 45
3e. Responsabilités professionnelles 47
Selon le sexe 48
Selon l'âge 48
Selon le niveau d'éducation 49
Selon le pays d'emploi 49
Selon le domaine académique 51
4. Recherche et production de connaissances 54
4a. Qui est impliqué dans la recherche ? 55
4b. Couverture géographique des recherches 57
4c. Volume de publication 57
4d. Voies de publication 59
Revues à comité de lecture 59
Livres et chapitres de livres 63
Publications de centres de recherche 64
Publications gouvernementales 64
Publications d'ONG 64
Revues sans comité de lecture 65
Voies de publication par domaine de recherche 65

Voies de publication en milieu universitaire 69

IV. Récits personnels de la vie universitaire 70

1. Enseignement supérieur dans le monde arabe : transformations individuelles et institutionnelles 70

De l'apprentissage par cœur à la pensée critique 71

Mobilité des chercheurs et évolution des relations avec l'Occident 72

Limites de la liberté académique 73

Rôle du genre dans les carrières universitaires 74

2. Trajectoires de carrière des chercheurs : classe sociale, genre et mobilité 75

Histoires de l'origine académique 76

Défis liés au genre 77

Opportunités d'emploi et obstacles 78

Motifs de mobilité 78

V. Conclusion : Présent et avenir des sciences sociales et humaines dans le monde arabe 80

Bibliographie 85

Annexes 90

Annexe 1 : Méthodologie de l'enquête 91

Annexe 2 : Répartition géographique de l'échantillon de l'enquête et taux de réponse par pays 93

Annexe 3 : Informations personnelles et compétences linguistiques (n = 1 121) 94

Annexe 4 : Études supérieures en SSH 95

Annexe 5 : Emploi en SSH 97

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance envers les personnes et organisations suivantes, qui ont partagé leur temps, leur expertise, leurs conseils, leur soutien et leur inspiration pour la réalisation de ce rapport.

Avant tout, nous remercions l'auteur principal du rapport, le Dr Ahmad Dallal, pour son engagement envers ce projet, alors qu'il dirigeait également l'université de Georgetown au Qatar (2017-2021), puis l'Université américaine du Caire (depuis 2021 jusqu'à présent) et malgré les tensions et les retards résultant de la pandémie et d'autres crises.

Au Comité consultatif pour ses conseils portant sur le processus et le contenu du rapport et sur le projet de l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales (ASSM) dans son ensemble : Ragui Assaad, Munzool Assal, Mohammed Bamyeh, Abdelwahab Ben Hafaideh, Azmi Bishara, Soukeina Bouraoui, George Corm, Ahmad Dallal, Abdelnacer Djabi, Khaled Fahmy, Bassam Haddad, Sari Hanafi, Mokhtar El Harras, Haifa Jamal Al-Lail, Dina El Khawaja, Eileen Kuttab, AbdelKader Latreche, Khaled Louhichi, Nada Murtada-Sabbah, Magued Osman, Hodal El Sadda, Mustapha Kamel Al-Sayyid, Salim Tamari, Soraya Al Torki, Huda Zurayk, et feu Elia Zureik.

Aux auteurs des documents de référence pour avoir partagé leur expertise : Kamal Abou Chedid, Fadi Bardawil, Lea Bou Khater, Cynthia Kreichati et Diane Nauffal.

Pour l'analyse des données de l'enquête et les réflexions de Cyrine Ghannouchi, AbdelKader Latreche et Maia Sieverding.

Aux relecteurs du rapport pour leurs précieuses révisions et leurs commentaires sur plusieurs versions du rapport : Ragui Assaad et Charles Kurzman.

Pour le travail éditorial minutieux de Clare McGranahan.

Enfin, ce rapport n'aurait pas vu le jour sans le soutien généreux de la Carnegie Corporation de New York.

L'équipe de l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales

PRÉFACE

Le Conseil Arabe pour les Sciences Sociales (CASS) a le plaisir de présenter le troisième Rapport arabe sur les sciences sociales (ASSR). Cette série de rapports constitue une publication principale élaborée par le CASS dans le cadre de son projet intitulé Observatoire Arabe des Sciences Sociales (ASSM). L'ASSM s'efforce de comprendre le contexte de la production de connaissances en sciences sociales en documentant et en analysant l'infrastructure et le paysage de la recherche en sciences sociales dans la région arabe. L'ASSM, tout comme le CASS dans son ensemble, utilise une définition large des sciences sociales qui inclut les sciences humaines ainsi que des domaines connexes et interdisciplinaires.

Le terrain de l'enseignement supérieur et de la recherche a changé rapidement dans la région arabe, en particulier depuis les années 1990, et s'est développé dans différentes directions. L'infrastructure et la structure des opportunités relatives aux sciences sociales laissent encore beaucoup à désirer dans la région, mais elles sont suffisamment complexes et variées pour que ni la capacité de recherche existante, ni les principales tendances et caractéristiques des connaissances produites, ni les besoins de la société en matière de sciences sociales ne puissent être saisis par la sagesse conventionnelle qui a longtemps informé les institutions et les programmes de connaissance. Les vagues de troubles, de conflits et de guerres, ainsi que la détérioration de l'économie et de la gouvernance qui caractérisent la région à l'heure actuelle, font qu'il est plus important que jamais de repenser les tendances, les besoins et les priorités en matière de production de connaissances.

Le premier rapport arabe sur les sciences sociales, rédigé par le Dr. Mohammed Bamyeh, s'est appuyé sur la phase pilote de collecte de données par l'ASSM et a présenté un « rapport de cadrage » qui a défini le paysage de l'enquête afin d'acquérir une vaste compréhension des sciences sociales dans la région. L'enquête préliminaire sur les différentes sphères dans lesquelles les sciences sociales dans la région arabe se présentent et sont représentées, à des fins diverses et pour des publics différents, a soulevé d'importantes et de nouvelles questions de recherche.

Le deuxième rapport arabe sur les sciences sociales, rédigé par le Dr Abdullah Hammoudi, s'est penché sur le fond de la recherche et de la rédaction en langue arabe dans plusieurs domaines interdisciplinaires à l'échelle régionale. La manière dont les différents contextes façonnent les thèmes et les préoccupations des spécialistes des sciences sociales de la région a été explorée et le rapport a également montré les façons diverses de développement des disciplines qui changent selon les contextes nationaux.

Le troisième rapport arabe sur les sciences sociales se concentre sur les spécialistes des sciences sociales eux-mêmes et sur les facteurs qui déterminent leurs trajectoires

de carrière, leurs conditions de travail et leur productivité en matière de recherche, principalement au sein de l'institution universitaire. Le troisième rapport se base sur des informations collectées à l'aide de trois instruments : une enquête menée en ligne auprès de spécialistes arabes en SSH ; des entretiens semi-structurés avec un échantillon aléatoire de répondants à l'enquête afin de compléter les données quantitatives ; et six documents de référence fournissant des informations qualitatives qui aident à contextualiser les données de l'enquête.

La finalisation du rapport a accusé des retards considérables en raison de la pandémie de Covid-19 et d'autres crises dans la région. Ainsi, l'enquête sur laquelle se base le rapport a été réalisée au printemps 2019 et les documents de référence ont été rédigés en 2019 également. Toutefois, les tendances et les caractéristiques identifiées restent valables et ouvrent d'importantes questions et pistes de recherche. Les résultats montrent également que la jeune génération de spécialistes des sciences sociales étudie et travaille dans des conditions bien différentes de celles des générations précédentes et que l'avenir des sciences sociales dans la région sera assez différent de son passé.

Ces trois rapports pavent la voie à des programmes de recherche nouveaux et ambitieux qui alimenteront le travail de l'ASSM et, espérons-le, inciteront d'autres chercheurs et institutions de recherche à s'intéresser à des recherches et enquêtes similaires. Les efforts de documentation de l'ASSM nous ont confrontés à l'incroyable pénurie de données publiques dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la politique scientifique et de la capacité de recherche dans la région. Le troisième rapport arabe sur les sciences sociales s'appuie sur les informations actualisées de quatre bases de données développées par l'ASSM et portant sur les universités, les centres de recherche universitaires, les centres de recherche non-universitaires et les revues périodiques (https://dataverse.theacss.org/dataverse/assm). En outre, l'établissement du Dataverse du CASS (https://dataverse.theacss.org/) en tant que référentiel public de données en 2019 comble une lacune importante dans la région. Le CASS aspire à de futures collaborations avec des efforts similaires et plaidera également en faveur de la mise en place de meilleures structures et processus de collecte et de partage des données dans les différents pays de la région.

Le Rapport et la Série dans son ensemble espèrent susciter l'intérêt des organisations nationales et internationales pertinentes en matière de politique de recherche et de développement, des directions d'universités ainsi que des communautés scientifiques et académiques, par le biais de centres et des associations. Beaucoup de travail est nécessaire à différents niveaux et à travers de différentes institutions pour améliorer l'état et le statut des sciences sociales dans la région. Ce rapport représente une contribution à cette aspiration continue.

Seteney Shami
Directrice générale
CASS, Beyrouth

I. Introduction : Effets de la « révolution silencieuse de la connaissance »

Ce rapport décrit les trajectoires de formation et de carrière des spécialistes des sciences sociales et humaines (SSH) dans le monde arabe, au sein de l'académie et en dehors, ainsi que les facteurs qui favorisent ou limitent leurs carrières et la production de connaissances. Le premier rapport arabe sur les sciences sociales (Bamyeh 2015) fait état d'une augmentation rapide du nombre d'universités dans la région au cours des trois dernières décennies et affirme qu'une « révolution silencieuse de la connaissance a pris forme dans le monde arabe au cours des deux ou trois dernières décennies, même si nous savons encore peu de choses sur son contenu réel » (Bamyeh 2016). Mais l'ampleur et le contenu de cette vague de « connaissances » ne constituent pas les seuls aspects du paysage des connaissances en SSH qui méritent d'être explorés de manière plus approfondie.

S'il est imaginable que l'augmentation du nombre d'universités et les bouleversements sociétaux actuels dans le monde arabe aient contribué à accroître l'intérêt pour le déploiement des connaissances en SSH en tant qu'outil pour comprendre et même guider la transformation de la société, les changements dans l'enseignement supérieur sont orientés vers les diplômes professionnels (comme la médecine, l'ingénierie et le commerce) par opposition aux domaines critiques des SSH. L'instabilité politique et le manque d'un minimum de sécurité d'emploi compromettent également la capacité des spécialistes des SSH à poursuivre des programmes de recherche indépendants. En outre, des études récentes ont montré que, par rapport à d'autres pays du monde, le volume global de la recherche scientifique, le nombre moyen de publications par chercheur et le nombre moyen de publications par million d'habitants restent très faibles (voir, par exemple, Mrad, Hanafi et Arvanitis 2013, 4 ; Hanafi et Arvanitis 2016, 89-97). Ces tendances soulèvent des questions auxquelles seules des réponses empiriques peuvent être apportées.

Le troisième rapport arabe sur les sciences sociales examine le déroulement des carrières des spécialistes en SSH dans la sphère académique et principalement au sein de l'institution universitaire. Le troisième rapport vise à identifier les caractéristiques individuelles, institutionnelles et professionnelles des spécialistes arabes en SSH, y compris leurs profils biographiques (âge, sexe et citoyenneté), leur formation (domaines d'études, niveau et année d'obtention des diplômes, et lieu d'études), leur emploi (y compris le titre du poste, le type et le lieu de l'établissement employeur, les fonctions professionnelles, et les critères de recrutement et de promotion), et leurs profils de recherche (domaines, thèmes et portée géographique de la recherche ; quantité, qualité, voies de publication des résultats de la recherche ; et critères d'évaluation). Le troisième

rapport vise donc à mettre en lumière les opportunités, les motivations, les incitations et les obstacles que les spécialistes des SSH rencontrent au cours de leur carrière.

1. Nouvelles transformations, nouvelles questions

Mais pourquoi ces informations sont-elles utiles ? La réponse est simple : elles nous permettent de mieux comprendre les trajectoires de carrière des spécialistes des SSH, les perspectives de réussite professionnelle, et les obstacles qu'ils rencontrent pour y parvenir. Cela est important pour évaluer de manière réaliste le type et la qualité de la production universitaire en SSH dans le monde arabe, ainsi que pour planifier et préconiser les changements et les réformes nécessaires dans le système d'enseignement supérieur.

Universités et disciplines

Tel que susmentionné, et selon les bases de données de l'ASSM, le nombre d'universités du monde arabe proposant des diplômes en SSH a augmenté constamment au cours des dernières décennies. Sur un total de 1 377 universités, 46% proposent des programmes en SSH. Au total, 636 universités[1] offrent actuellement de tels diplômes ; parmi elles, 43 universités, soit environ une sur 15, ont été établies avant 1960. Toutefois, un pourcentage plus faible de nouvelles universités accorde des diplômes en SSH. En effet, si 70% des universités établies avant 1960 délivrent aujourd'hui des diplômes en SSH, cette proportion a progressivement diminué au fil du temps atteignant 61% et 54% pour celles établies avant 1980 et 2000 respectivement et 46% parmi celles présentes en 2021[2]. Il est donc notable qu'aujourd'hui, les universités arabes les plus anciennes sont plus susceptibles de délivrer des diplômes en SSH que celles qui ont été établies plus récemment (ASSM 2021a).

En ce qui concerne les disciplines, les plus offertes dans les universités sont la littérature (par 26% des universités), l'économie (23%), les médias (21%), les sciences politiques (17%), les sciences de l'éducation et l'histoire (16% chacune), la psychologie (15%), et la sociologie (13%) ; au bas de l'échelle se trouvent l'anthropologie, la démographie et les études de genre (2 à 4%) (ASSM 2021a). Bien qu'une seule université puisse offrir plusieurs spécialisations en SSH, nous ne connaissons pas le nombre de diplômés de ces programmes. Il est néanmoins remarquable que ce que l'on pourrait appeler sciences sociales professionnelles (c'est-à-dire les disciplines qui dotent les étudiants de compétences nécessaires pour poursuivre des carrières particulières, en grande partie non universitaires), comme l'économie, les médias et la psychologie, figurent parmi les domaines d'études les plus disponibles en SSH.

[1] Les dates d'établissement sont celles des universités et non des programmes de SSH.

[2] Sur 1 377 universités incluses dans la base de données des universités 2021 du CASS, les dates d'établissement sont disponibles pour 1 302 universités.

Des preuves anecdotiques suggèrent également que les exigences d'admission pour les sciences humaines sont moins élevées que celles pour les sciences sociales.

Ainsi, les effets de l'augmentation spectaculaire du nombre d'universités arabes ont varié selon les disciplines et les domaines, avec une corrélation évidente entre les types de domaines nouvellement introduits et les opportunités d'emploi professionnel.

De par le monde, les SSH sont peu soutenues par rapport aux sciences exactes et appliquées. De nombreuses universités ne proposent pas de diplômes en SSH, ou n'exigent même pas un niveau de formation générale dans le cadre de leurs diplômes professionnels. De plus en plus, la valeur d'une formation universitaire est mesurée en termes de revenus potentiellement générés par un diplôme, plutôt qu'en termes de valeur intellectuelle des connaissances acquises. Bien que cette dévaluation intellectuelle ait un effet négatif sur toutes les formes d'enseignement universitaire et de production de connaissances, les SSH sont les plus touchées en raison de la difficulté d'illustrer, en termes tangibles, l'utilité et le gain matériel direct apporté par un diplôme en SSH. De plus, malgré le manque de données précises, il existe suffisamment de signes pour suggérer que cette tendance à la monétisation du savoir est plus marquée dans le monde arabe. En outre, de nombreuses universités du monde arabe ne peuvent être qualifiées d'universités de recherche, même si elles prétendent souvent l'être. Il convient de noter d'emblée qu'aucune des universités du monde arabe ne figure parmi les 100 premières universités dans les systèmes de classement mondiaux établis.[3]

Outre ces tendances générales, les programmes universitaires dans le monde arabe tendent à se concentrer exclusivement soit sur les sciences et les diplômes professionnels d'une part, soit sur les SSH d'autre part, avec peu de mélange entre les deux. Les étudiants qui poursuivent des études en sciences ou en ingénierie ne reçoivent presque pas de formation générale, voire aucune formation, en SSH (voir, par exemple, Guessoum 2018, 175-85). Par ailleurs, les étudiants sont souvent orientés dès le début de leurs études vers une filière scientifique ou une filière non scientifique (littéraire). Par conséquent, ils sont mis très tôt sur la voie de choisir une « profession » et ne sont pas formés à la relier à des questions culturelles et sociales. S'inscrivant dans la même logique, les étudiants en SSH manquent souvent de connaissances de base et de familiarité avec les sciences et la technologie.

Tendances en matière de production de connaissances

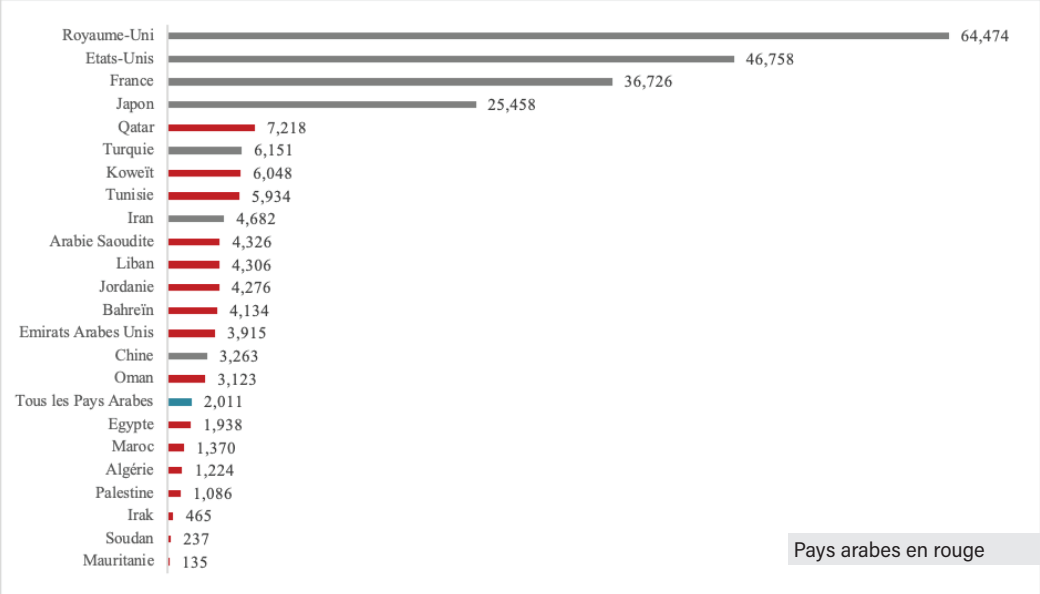
Ce qui s'applique à l'enseignement supérieur s'étend à la production de connaissances. Outre l'augmentation du nombre d'universités et des centres de recherche, le monde

[3] Voir, par exemple, le classement mondial des universités QS (https://www.topuniversities.com/qs-world-university-rankings?qs_qp=topnav) ou le classement mondial des universités de Times Higher Education (https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings).

arabe a également connu, depuis 1960, une augmentation du nombre de revues scientifiques, qui a été multiplié par quatre en 1980 et par cinquante en 2021 (ASSM 2021d). Pourtant, le rapport arabe sur le développement humain 2003 : Construire une société du savoir dresse un tableau sombre de la production de connaissances dans la région (PNUD 2003) ; le rapport couvre tous les domaines du savoir, mais la situation des SSH reste la plus sombre. Il souligne l'absence au moment de sa rédaction de données précises et complètes sur la production de connaissances dans le monde arabe. Aujourd'hui, la collecte de données reste insuffisante. Indépendamment de la précision des statistiques disponibles, il existe cependant de nombreux indicateurs de la faiblesse relative des SSH, à la fois en termes de volume global de publications dans ce domaine et, plus important encore, de nombre de publications par professeur d'université. En d'autres termes, si la production et la diffusion de la recherche en SSH diminuent au niveau mondial (voir, par exemple, Brinkley 2009), cette tendance est amplifiée dans le monde arabe.

Une étude récente compare les données de publication de 2016 pour 16 pays arabes dans la base de données Scopus, la plus grande base de données mondiale de publications dans les revues à comité de lecture, aux données d'autres pays (Bouri et Maalouf 2018). Le nombre moyen de publications pour l'ensemble des pays arabes par million d'habitants est de 2 011, contre 6 151 pour la Turquie, 4 682 pour l'Iran, 64 474 pour le Royaume-Uni, 46 758 pour les États-Unis, 36 726 pour la France, 25 458 pour le Japon et 3 263 pour la Chine (figure 1).

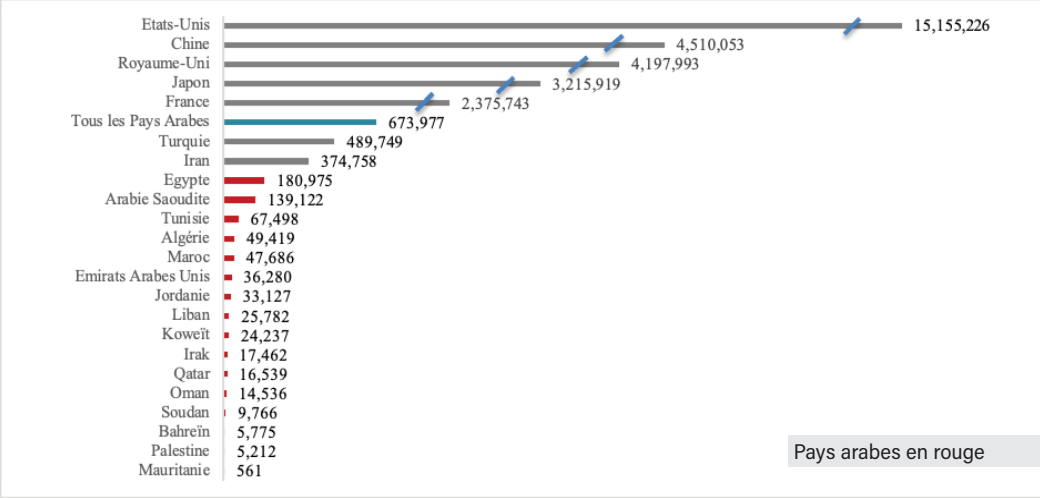
Figure 1 : Nombre de publications académiques dans la base de données Scopus par million d'habitants en 2016 dans certains pays arabes et non arabes



Source : Bouri et Maalouf 2018, 70–72.

Concernant le nombre total d'articles publiés par pays, 673 977 articles ont été publiés dans l'ensemble des 16 pays arabes. Ces chiffres sont à comparer aux 489 749 articles publiés en Turquie, 374 758 en Iran, 15 155 226 aux États-Unis, 4 510 053 en Chine, 4 197 993 au Royaume-Uni, 3 215 919 au Japon et 2 375 743 en France.

Figure 2 : Nombre de publications académiques dans la base de données Scopus en 2016 dans certains pays arabes et non arabes



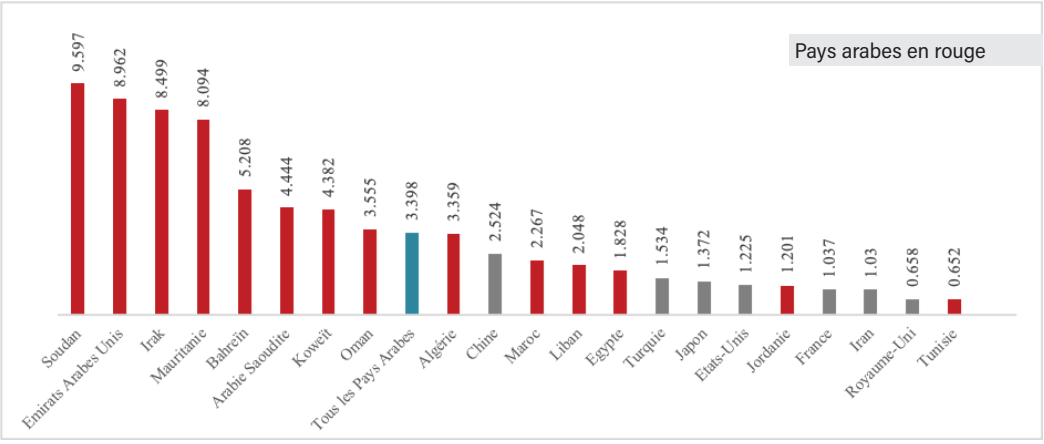
Source : Bouri et Maalouf 2018, 70–72.

De même, environ 6 000 livres sont publiés chaque année dans le monde arabe, contre 102 000 aux États-Unis. Le nombre total de livres traduits en arabe dans l'ensemble du monde arabe est égal au nombre de livres traduits en Grèce uniquement (Hanafi et Arvanitis 2013, 32).

Pour placer les figures 1 et 2 dans leur contexte, le monde arabe représente environ 5% de la population mondiale, mais ne contribue qu'à 1.3% des publications académiques mondiales et à 0.1% des brevets enregistrés dans le monde (Muslim World Science Initiative 2015).

Si l'on examine le rapport entre le produit intérieur brut (PIB) et la production universitaire dans Scopus (figure 3), la moyenne pour l'ensemble des 16 pays arabes est de 3.398 et est bien plus élevée (reflétant donc une productivité moindre) que les chiffres des autres pays non arabes inclus dans l'étude. Néanmoins l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie surpassent certains pays non arabes (Bouri et Maalouf 2018, 71). Les dépenses intérieures brutes afférentes aux travaux de recherche et développement (R&D) sont un indicateur important de l'engagement d'un pays à soutenir la recherche scientifique. La part du PIB consacrée à la R&D dans l'enseignement supérieur dans les pays arabes varie entre 0.2% et 0.4%, alors qu'elle se situe entre 4% et 6% dans les pays industrialisés (Bouri et Maalouf 2018, 72).

Figure 3 : Rapport entre PIB (millions de dollars) et nombre total de publications académiques dans la base de données Scopus pour 2016 dans certains pays arabes et non arabes



Source : Bouri et Maalouf 2018, 71.

Les figures 1, 2 et 3 reflètent les faibles niveaux de recherche et de production scientifiques par rapport à d'autres pays non arabes de la région et du monde. Certes, les tendances générales indiquent une augmentation significative des publications entre 2006 et 2015 par rapport à la décennie précédente (1996-2005). Plus précisément, le Qatar a multiplié ses publications au cours de cette période par un facteur de 7.7, comparable à celui de l'Iran (7.6), tandis que la plupart des autres pays arabes ont progressé d'un facteur de 2 à 3. Le volume total des publications dans le monde arabe a augmenté à des taux différents selon les pays, enregistrant la plus forte hausse en Tunisie et dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Dans l'ensemble, le taux de croissance dans les pays arabes entre 1995 et 2015 a été supérieur à la moyenne mondiale. Cependant, la part des publications dans les pays arabes par rapport aux publications mondiales est restée à peu près la même. Le volume global des publications, ainsi que le nombre moyen de publications par million d'habitants, sont restés très faibles (2 011 pour les pays arabes, contre 6 151 pour la Turquie) (Hanafi et Arvanitis 2015, 101).

Une autre façon d'évaluer la productivité de la recherche consiste à examiner le nombre de publications par chercheur. En 2007, le nombre total de publications scientifiques dans le monde arabe était d'environ 15 000, dont environ 5 000 dans le domaine des SSH. Le nombre d'articles publiés annuellement pour 100 chercheurs varie de 2 (dans quatre pays arabes) à environ 100 au Koweït. Le nombre total de professeurs d'université employés et titulaires d'un doctorat, dans tous les domaines scientifiques, était d'environ 180 000, auquel s'ajoutent 30 000 autres chercheurs à temps plein dans des centres spécialisés possédant un tel diplôme. Le nombre total de chercheurs était donc estimé à 210 000 et ils produisaient en moyenne 5 000 articles académiques par an dans le domaine des SSH. Ainsi, 24 articles académiques ont été publiés pour 1 000 professeurs d'université et chercheurs à temps plein (soit 2.4 pour 100) (Hanafi 2012).

Certes, le volume total d'articles ne dépend pas uniquement de la productivité des chercheurs, mais il est également lié aux considérations du secteur de l'édition. En effet, de nombreux éditeurs sont réticents à publier des travaux de recherche académique étant donné la petite taille du marché pour ce type de travaux. Une fois encore, si ces défis reflètent les mêmes tendances mondiales, les problèmes de productivité et de diffusion de la recherche en SSH sont amplifiés dans le monde arabe.

Comment l'augmentation du nombre d'universités et l'accroissement de la recherche en SSH qui en découle ont-ils affecté les carrières académiques et la productivité en matière de recherche ? Ou, plus précisément, existe-t-il une corrélation entre cette augmentation, d'une part, et la production de recherche en SSH, d'autre part, à la fois en termes de volume et, dans la mesure de ce qui peut être déduit d'indicateurs externes, de qualité ?

Dans ce contexte, la question perpétuelle de la relation entre la recherche et la société revêt une importance capitale : la pertinence sociale, voire l'activisme social, doit-elle être un facteur d'évaluation de la qualité de recherche en SSH ? Et si oui, comment mesurer cette pertinence ? L'un des rôles clés des universités, au-delà de la production de connaissances, est de cultiver une culture de recherche et une rigueur intellectuelle au sein des sociétés. Les universités arabes (anciennes et nouvelles) peuvent-elles jouer ce rôle, non seulement en produisant des recherches qui répondent aux besoins sociaux et aux agendas locaux et internationaux, mais aussi en modélisant des valeurs telles que la méritocratie et la citoyenneté éclairée et responsable ? Ici aussi, l'augmentation du nombre d'universités et de départements de SSH n'est pas un indicateur automatique de l'impact social de ces domaines, ni la preuve d'un impact qualitatif durable des SSH, même si les régimes d'interprétation des données empiriques semblent logiques.

Dans ce rapport, nous tentons d'éclairer notre réflexion sur ces questions persistantes, principalement en examinant certains des contextes structurels des carrières en SSH.

Les facteurs qui permettent ou facilitent une expansion significative de la recherche influente en SSH peuvent inclure les éléments suivants : le degré d'aptitude des carrières universitaires à offrir des récompenses appropriées ainsi qu'un statut social et une mobilité ; le niveau de liberté académique et de liberté d'expression ; l'existence d'une société civile forte qui apprécie, promeut, bénéficie et tient compte des résultats de la recherche en sciences sociales ; l'intérêt que porte l'État aux résultats de la recherche en SSH et la mesure dans laquelle cette recherche informe les politiques et la prise de décision étatiques ; le niveau d'intérêt politique et académique international pour les développements locaux dans un pays donné ; et, en relation, la force des liens de la communauté du savoir nationale/régionale avec les SSH globales.

Impact des centres de recherche

Toute discussion sur l'impact sociétal de la recherche en SSH doit tenir compte du rôle des centres de recherche en plus de celui des universités traditionnelles. Le Liban et la Palestine abritent le plus grand nombre de centres de recherche en SSH (universitaires et non universitaires) par rapport à leur population (environ 12 par million), suivis de l'Algérie (8.8 par million), du Qatar (6.2 par million) et de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie (environ 5 par million chacun). La majorité d'entre eux ont été établis relativement récemment : près des trois quarts après 2000 et un peu moins de la moitié (43 %) après 2010 (ASSM 2021b ; ASSM 2021c). Ces centres publient également près d'un quart des revues à comité de lecture dans le domaine des SSH dans le monde arabe. Les revues publiées par les universités (soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre de recherche universitaire) (1 225 revues) représentent 70% de toutes les revues à comité de lecture dans le domaine des SSH publiées dans le monde arabe en 2021 (ASSM 2021d).[4]

Comment expliquer alors la différence entre le volume de publications provenant des universités et celui provenant des centres de recherche ? Plus précisément, cette différence est-elle due aux différentes incitations offertes par les universités et les centres de recherche ? Plus généralement, les sources de financement des centres de recherche influencent-elles leurs programmes de recherche spécifiques et les questions qu'ils explorent ? Et si tel est le cas, assistons-nous ici à plus d'activisme civique mais à moins de recherche libre et indépendante ? Une fois de plus, si ce rapport ne peut apporter de réponses complètes, il tente de faire la lumière sur ces questions.

Si les programmes de recherche sont influencés par les sources de financement des centres de recherche, ils sont sans aucun doute également tributaires des politiques de l'État qui jouent un rôle décisif dans l'expansion et l'orientation des établissements publics d'enseignement supérieur dans le monde arabe. Par conséquent, le revers de cette tâche consiste à évaluer dans quelle mesure la recherche en SSH influence l'élaboration des politiques, la pertinence et l'impact global des SSH sur la société, et si la recherche produite dans les centres de recherche est plus influente que celle produite dans les universités ou vice-versa. Dans ce rapport, nous tentons d'évaluer, bien que de manière préliminaire, les effets des politiques, des interventions et même de la richesse étatiques sur les SSH. Nous essayons également de comparer le rôle des établissements d'enseignement supérieur privés traditionnels et nouveaux par rapport aux établissements publics.

Les travaux d'Arvanitis et Hanafi indiquent clairement que la dépendance initiale des établissements universitaires et des centres de recherche arabes à l'égard du soutien

[4] Calculs de l'auteur à partir des bases de données de l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales (https://dataverse.theacss.org/dataverse/assm).

de l'État a compromis leur autonomie. Les recherches produites par ces institutions ont souvent servi à valider les programmes nationaux existants plutôt qu'à fournir des preuves indépendantes pour éclairer de nouveaux (Hanafi et Arvanitis 2015 ; Arvanitis, Waast, et Al-Husban 2010). Actuellement, une grande partie de la recherche en sciences sociales répond aux exigences d'organisations non universitaires (souvent internationales) à la recherche d'informations qui les aideront à comprendre ou même à influencer certains phénomènes sociaux. D'autre part, les perspectives de la recherche en SSH servant l'intérêt des institutions sont limitées, et il semble y avoir moins d'intérêt pour les questions théoriques et méthodologiques - un intérêt qui est essentiel pour assurer la position des SSH arabes au sein des communautés académiques mondiales. En fait, une grande partie de la recherche en sciences sociales dans le monde arabe semble aujourd'hui répondre aux demandes de l'État, comme dans le cas du Maroc et de l'Algérie, ou des organisations internationales, comme dans le cas de la Jordanie et du Liban (Arvanitis, Waast et Al-Husban 2010, 72 ; Hanafi 2010, 115).

Participation aux communautés académiques mondiales

L'intégration intellectuelle des SSH arabes dans les communautés académiques internationales dépend de la capacité des chercheurs en SSH de la région arabe à intégrer systématiquement et avec compétence les discussions théoriques de ces domaines dans les discours académiques correspondants dans le monde arabe, et à contribuer de manière significative au répertoire international de ces domaines d'étude. Ce type d'intégration n'est pas examiné dans le présent rapport. Néanmoins, bien qu'il n'existe pas de statistiques solides sur l'intégration structurelle exprimée sous des formes telles que le financement externe et l'échange académique entre les pays arabes et occidentaux, la preuve existe que les projets de recherche conjoints à l'échelle locale, régionale et mondiale sont rares (voir, par exemple, Hanafi et Arvanitis 2013, 39) et, par extension, que la diffusion des résultats de la recherche arabe en SSH au sein des réseaux académiques locaux et mondiaux est peu importante.

En outre, l'intérêt accru des agences occidentales pour les sciences sociales dans le monde arabe - et l'augmentation des financements qui en résulte - ne s'accompagne pas d'un soutien comparable de la part des gouvernements et des institutions publiques arabes. Cela indique que la recherche en SSH dépend de plus en plus des financements étrangers et qu'elle est marginalisée localement en raison du manque de soutien de l'État. Dans cette optique, plutôt que de saper l'autonomie intellectuelle, le soutien de l'État protège l'indépendance de la recherche en SSH d'une dépendance excessive à l'égard des agendas des organisations internationales. Ainsi, ces domaines doivent toujours être conscients de la relation potentiellement problématique entre la sphère politique et les sciences sociales, que cette influence restrictive soit motivée par les intérêts particuliers de l'État ou par les biais politiques et les intérêts des bailleurs de fonds internationaux.

Ce qui précède donne également à penser qu'il existe une tension entre le rôle des universités au service de leurs sociétés et leur besoin de rester compétitives au niveau mondial, de répondre aux normes académiques internationales de leurs domaines et disciplines respectifs et d'enrichir les communautés académiques mondiales. Cette situation soulève à son tour la question de savoir comment mesurer les contributions de la recherche arabe aux SSH mondiales, et dans quelle mesure les spécialistes arabes en SSH sont intégrés dans les réseaux académiques et professionnels mondiaux, tant sur le plan organisationnel qu'académique. En parlant d'autonomie, il convient de se demander si les communautés professionnelles, académiques et les organisations collectives de chercheurs sont suffisamment fortes pour s'autoréguler et déterminer les types de recherche menés par les spécialistes des SSH, ou pour fixer des normes de qualité de la recherche dans leurs domaines respectifs.

Il existe une tension entre le rôle des universités au service de leurs sociétés et leur besoin de rester compétitives au niveau mondial.

Il existe d'autres modèles qui combinent le soutien de l'État et l'autonomie, mais on ne voit pas très bien la mesure dans laquelle ces modèles peuvent être reproduits. Dans le Golfe, la volonté de l'État de construire des sociétés du savoir se traduit souvent par des investissements importants dans des établissements autonomes pour l'étude des sciences exactes, de la culture, des sciences humaines et, dans une moindre mesure, des sciences sociales. Les résultats et la viabilité à long terme de certaines expériences audacieuses de création d'établissements d'enseignement supérieur varieront en fonction des choix effectués par les différents pays. Mais quels que soient les résultats, ces expériences sont fortement subventionnées et sont hors de portée de la grande majorité des pays arabes (PNUD et MBRF 2009 ; Schlumberger 2010).

Perspectives de carrière en dehors de l'université

Une évaluation adéquate du statut social des spécialistes des SSH, et par extension de l'attrait d'un diplôme en SSH, dépend de la piste professionnelle qu'ils sont susceptibles d'occuper après l'obtention de leur diplôme. En outre, le rôle social et l'impact des SSH sont précipités par une grande variété d'activités non-académiques. En règle générale, les personnes travaillant dans les universités sont titulaires d'un master ou doctorat, tandis que les autres diplômés sont susceptibles de poursuivre un large éventail de carrières.

Les possibilités d'emploi pour les personnes ayant une formation en SSH varient en fonction du niveau de diplôme et de l'expérience professionnelle. De nombreux postes sont de niveau débutant et ne nécessitent pas de diplôme supérieur, mais requièrent souvent une certification, un enseignement complémentaire ou une formation en cours d'emploi. D'autres postes nécessitent un master ou un doctorat et l'acquisition

de compétences plus spécialisées liées à la profession choisie. Outre les emplois académiques, les titulaires d'un doctorat travaillent souvent dans la recherche, la rédaction, la publication (académique, éducative ou non académique), le service public, la consultation, le conseil, les postes administratifs non professoraux dans l'enseignement supérieur et occupent bien d'autres fonctions. En outre, les entreprises, les gouvernements, les groupes de réflexion et les organisations à but non lucratif font appel à divers consultants pour effectuer des analyses détaillées du secteur, se comparer à des organisations semblables ou concevoir des initiatives stratégiques.

Les possibilités de carrière pour les titulaires d'un diplôme en SSH comprennent les postes suivants : écrivain, auteur, rédacteur indépendant, rédacteur technique, correcteur, traducteur de publications, éditeur de livres/magazines, conservateur de musée, technicien de musée, professeur d'université, enseignant des écoles primaires et complémentaires, enseignant du secondaire, consultant en éducation, conseiller en éducation, administrateur scolaire, éducateur spécialisé, conseiller académique, responsable des services de carrière, éditeur, spécialiste des relations publiques, responsable de la communication et du développement, bibliothécaire, archiviste, bibliographe, critique d'art, artiste, musicien, chanteur, photographe, producteur et réalisateur, agent de voyage/guide touristique, animateur, organisateur de réunions/congrès/événements, galeriste, archéologue, journaliste de presse écrite ou de médias, reporter, spécialiste des médias, interprète/traducteur, assistant de recherche, chercheur, historien chercheur, enquêteur et sociologue, analyste, diplomate, agent du service extérieur, spécialiste des questions gouvernementales, analyste politique, attaché d'ambassade, analyste financier, banquier, spécialiste du marketing et des ventes, analyste d'études de marché, consultant en gestion, entrepreneur, administrateur public, gestionnaire, directeur général, responsable des ressources humaines, spécialiste des relations publiques, commerce international, développement international (les domaines du développement international peuvent inclure l'aide étrangère, la gouvernance, les secours en cas de catastrophe, l'autonomisation économique et la microfinance, l'aide humanitaire, l'égalité des genres, l'éducation, l'impact sur l'environnement, les soins de santé, les infrastructures, la paix et la résolution des conflits, et la réduction de la pauvreté) organisateur communautaire, politicien à base populaire, assistant social, travailleur des services sociaux et communautaires, consultant en organisation à but non lucratif, rédacteur de demande de bourse, collecteur de fonds, évaluateur de programmes, développeur de programmes, conseiller, et travailleur indépendant et en freelance (voir Ward 2012)[5].

[5] Pour une liste des carrières fréquemment poursuivies par les personnes diplômées en sciences sociales, voir Ward 2012. Dans le contexte américain, les données de l'enquête communautaire (Community Survey) du Bureau américain des statistiques du travail (US Bureau of Labor Statistics) sont basées sur des enquêtes annuelles détaillées menées auprès de 3 000 000 de personnes.

De plus amples recherches sont nécessaires pour explorer davantage ces aspects du paysage des SSH. Cependant, le fait de se concentrer sur le contexte académique permettra de mettre en lumière la dynamique sociale des domaines des SSH qui façonne les trajectoires de carrière universitaires et non universitaires, ainsi que l'impact social en général. Au minimum, l'expansion des programmes universitaires en SSH indique une augmentation du nombre de diplômés titulaires d'un baccalauréat dans ces domaines. De nombreux rapports émanant de plusieurs pays arabes sur l'augmentation du taux de chômage parmi les universitaires titulaires d'un doctorat, en particulier dans le domaine des SSH[6], montrent que les personnes n'ayant qu'une licence ont plus de chances d'être employées, tandis que les titulaires d'un master ou d'un doctorat ont des possibilités d'emploi limitées en général et encore plus réduites en dehors du monde académique.

Comme le notent Assaad et O'Leary (2016),

> Il est bien reconnu que le chômage dans la région MENA (Moyen-Orient Afrique du Nord) constitue essentiellement un phénomène d'insertion dans le marché du travail qui touche principalement les jeunes nouveaux arrivants. Les diplômés qui aspirent à un emploi dans le secteur formel, principalement disponible dans le secteur public, ont tendance à rester au chômage pendant un certain temps, à la recherche d'un tel emploi ou en faisant la queue pour l'obtenir. Contrairement aux économies des pays avancés où les taux de chômage sont les plus élevés parmi les personnes non qualifiées, la tendance est inversée dans la région MENA, les taux de chômage étant les plus élevés parmi les diplômés de l'université, ce qui reflète leur plus grande attente d'obtenir un emploi dans le secteur formel. L'augmentation rapide du nombre de diplômés au cours des dernières années a exercé une pression croissante sur le taux de chômage, mais la diminution des chances d'obtenir un emploi dans le secteur public a réduit l'incitation qu'auraient les diplômés à faire la queue pour ces emplois, ce qui a contribué à une réduction des taux de chômage.[7]

On ne sait toutefois pas si le fait de chercher un emploi en dehors du milieu académique est une réponse directe aux exigences du marché du travail, et si les professionnels des SSH contribuent à la rationalisation de la gouvernance et de la gestion dans les pays arabes, ou s'ils satisfont simplement à l'exigence nominale d'avoir un diplôme universitaire qualifiant pour un emploi dans le secteur public. En fait, malgré leur dépendance à l'égard de l'État pour les emplois et le soutien à la recherche, les

[6] Les rapports faisant état de protestations de la part des titulaires de doctorats au chômage abondent, par exemple en Égypte, en Jordanie et au Maroc (Latreche 2020).

[7] Pour une discussion complémentaire sur le chômage affectant les diplômés universitaires en sciences sociales, voir Assaad et O'Leary 2016, 6. Leur article affirme que les taux de chômage en Jordanie et en Palestine sont « quelque peu » ou « considérablement plus bas pour les titulaires d'un diplôme de troisième cycle que pour les titulaires d'une licence ».

commentaires de l'échantillon de répondants à l'enquête avec lesquels nous avons mené des entretiens semi-structurés suggèrent que l'État constitue souvent un obstacle à la recherche et que les gouvernements ont tendance à marginaliser les chercheurs en sciences sociales dans le processus de prise de décision. Toutefois, il convient également de noter que certains gouvernements emploient des spécialistes des sciences sociales pour effectuer des recherches qui éclairent et soutiennent la prise de décision officielle.

2. Méthodes et outils : enquête du CASS et documents de référence

Ce rapport vise à fournir quelques pistes de réflexions sur certaines de ces questions, sur la base d'une combinaison de données empiriques et d'un examen qualitatif des contextes institutionnels des carrières en SSH. La partie empirique du troisième rapport arabe sur les sciences sociales est basée sur des informations collectées à l'aide de trois instruments :

1) Une enquête auprès de spécialistes arabes en SSH : Au printemps 2019, le Conseil arabe pour les sciences sociales (CASS) a mené une enquête en ligne auprès de spécialistes arabes en SSH issus d'un large éventail de domaines, y compris les domaines pluridisciplinaires.

L'enquête a tenté de répondre à des questions clés concernant les caractéristiques démographiques des spécialistes arabes en SSH, leur formation universitaire, leur carrière professionnelle et mobilité, ainsi que le volume et la qualité de leur recherche.

Étant donné l'absence d'un cadre d'échantillonnage complet des spécialistes des SSH dans les différents secteurs d'emploi du monde arabe, l'étude s'est appuyée sur un échantillon composé principalement de professionnels travaillant au sein d'universités. L'échantillon final de l'étude sur lequel l'analyse statistique a été effectuée se compose de 1 121 individus (dont les trois quarts sont universitaires)[8].

Il convient de noter que le nombre de titulaires de diplômes avancés en SSH qui ne sont pas affiliés à des universités peut en fait être plus important que ceux qui le sont. Les premiers peuvent même avoir un impact social plus important que les universitaires s'ils occupent des postes où leur formation académique influence leurs pratiques professionnelles. L'évaluation de l'impact - le succès ou la marginalité, ainsi que la pertinence ou la non-pertinence - de la formation universitaire en SSH est beaucoup plus large qu'une focalisation sur les trajectoires de carrière académique. Bien que ce rapport couvre certains aspects des expériences des spécialistes des sciences

[8] Dans ce rapport et sauf indication contraire, les répondants universitaires sont ceux qui travaillent au sein d'universités et de centres de recherche universitaires alors que les répondants non universitaires travaillent dans n'importe quel autre type d'institution.

sociales en dehors des universités, la réalisation d'une enquête complète sur cette population professionnelle est une tâche extrêmement difficile qui dépasse le cadre de ce rapport. Néanmoins, la concentration sur le contexte académique permet de mettre en lumière la dynamique sociale des domaines des SSH qui façonne les trajectoires professionnelles académiques ou non, ainsi que l'impact social de manière plus générale. Au minimum, l'expansion des programmes universitaires en SSH indique un plus grand nombre de diplômés.

2) Trois documents de référence non publiés qui analysent les données de l'enquête : Outre sa propre analyse interne, le CASS a commandé deux documents de référence pour une exploration plus approfondie des données de l'enquête : « Rapport d'analyse des résultats de l'enquête menée par l'Observatoire arabe pour les sciences sociales » ("Taqrir Tahlil Nata'ij Mash al-Marsad al-Arabi lil-Ulum al-Ijtima'iyya") par Abdelkader Latreche (2020) (en arabe) et « Les spécialistes des sciences sociales et les carrières en sciences sociales dans la région arabe : une analyse de l'enquête de 2019 portant sur les caractéristiques des spécialistes des SSH arabes » ("Social Scientists and Social Science Careers in the Arab Region : An Analysis of the Characteristics of Arab Social Scientists and Humanists Survey 2019") par Maia Sieverding (2020). Un troisième document de référence, intitulé « Rapport sur la phase II : entretiens semi-structurés » ("Report on Phase II: Semi-Structured Interviews") par Cyrine Ghannouchi (2020), présente les résultats d'entretiens semi-structurés avec un échantillon aléatoire de répondants à l'enquête.

3) Six documents de référence qui aident à contextualiser et compléter qualitativement les données de l'enquête : Bien que le troisième rapport arabe sur les sciences sociales ne tente pas de fournir une histoire des SSH dans le monde arabe, ni une analyse systématique de l'intégration des SSH arabes dans les communautés scientifiques internationales, les documents suivants ont fourni des informations qui ont aidé à situer les données quantitatives dans des contextes qualitatifs :

- « Politiques de promotion et de recrutement dans les universités clés sélectives de la région arabe » ("Promotion Policies and Recruitment in Selective Key Universities in the Arab Region") par Kamal Abouchedid et Diane Nauffal (2019) passe en revue les divers modèles de recrutement et de promotion dans diverses universités des pays arabes.

- « Mémoires d'intellectuels arabes : Une archive des pratiques intellectuelles » ("Memoirs of Arab Intellectuals: An Archive of Intellectual Practices") par Fadi Bardawil (2019) donne un aperçu des moments qui ont marqué l'histoire des SSH à travers une exploration des biographies d'intellectuels arabes.

- « Mobilité académique transnationale : L'expérience des spécialistes arabes en sciences sociales » ("Transnational Academic Mobility: Experience of Arab Social

Scientists") par Lea Bou Khater (2019) présente un aperçu des profils de carrière d'universitaires arabes « transnationaux » résidant en dehors du monde arabe et dont les recherches dans les domaines des SSH portent sur les pays arabes.

- « Comités de rédaction dans la région arabe » ("Editorial Boards in the Arab Region") par Cynthia Kreichati (2019a) étudie la logistique et la rigueur académique des politiques éditoriales de certaines revues à comité de lecture en SSH.

- « Les sciences sociales dans les ONG et les centres de recherche de la région arabe » ("Social Sciences in NGOs and Research Centers in the Arab Region") par Cynthia Kreichati (2019b) examine la position et le rôle des sciences sociales dans certaines ONG et centres de recherche dans le monde arabe.

- « Stratégies nationales de recherche et plans stratégiques des universités dans la région arabe » ("National Research Strategies and University Strategic Plans in the Arab Region") par Diane Nauffal et Kamal Abouchedid (2019) met en contraste le rôle de la recherche tel qu'il est articulé dans les énoncés de mission et les plans stratégiques des universités privées et publiques avec les mesures réelles instituées pour soutenir et faire avancer la recherche.

Ces documents soulignent le fait que le présent ne vit pas en vase clos. Ainsi, un autre objectif de ce rapport est d'identifier les héritages fondamentaux ainsi que les continuités et les ruptures institutionnelles dans l'histoire des SSH académiques. Les documents de référence mettent également en lumière la façon dont les spécialistes des SSH conçoivent leur propre carrière et la façon dont ils sont perçus par la société, ainsi que l'évolution de ces perceptions au fil du temps. Les documents mettent en exergue les structures et les politiques historiques et institutionnelles qui ont façonné les carrières des spécialistes des SSH dans le monde arabe et qui ont permis ou entravé leur capacité à mener des recherches.

II. Comment les pratiques institutionnelles façonnent-elles la production de connaissances ?

Une multitude de facteurs, allant de la répression politique à l'insuffisance du financement de la recherche, entravent la production de connaissances dans les disciplines des SSH dans la région arabe. Les documents de référence permettent de mieux comprendre le paysage institutionnel actuel.

Dans un aperçu des énoncés de mission et des plans stratégiques de 13 universités au Liban, en Palestine, en Égypte, au Qatar, en Tunisie, au Maroc et en Jordanie, Abouchedid et Nauffal (2019) constatent que ces institutions ont présenté la recherche, y compris la recherche en SSH, comme une priorité clé et un bien public essentiel. De même, dans leur étude des politiques de promotion dans les mêmes 13 institutions, Abouchedid et Nauffal (2019) notent qu'avec quelques « différences subtiles », une grande valeur a généralement été accordée à la recherche en tant que moteur d'embauche et d'avancement.

Tableau 1 : Universités sélectionnées pour l'étude

Pays	Université	Année d'établissement
Établies avant 1960 - Universités anciennes		
Egypte	Université Al-Azhar	972
Egypte	Université du Caire	1908
Liban	Université Américaine de Beyrouth	1866
Liban	Université Libanaise	1951
Maroc	Université Mohammed V	1957
Établies entre 1960 et 1998 - Universités florissantes		
Jordanie	Université de Jordanie	1962
Jordanie	Université Al-Ahliyya d'Amman	1990
Maroc	Université Al-Akhawayn	1995
Palestine	Université de Birzeit	1972
Palestine	Université Al Najah	1977
Qatar	Université du Qatar	1977
Tunisie	Université de Tunis	1960
Établies après 1998 - Universités émergentes		
Qatar	Institut de Doha	2014

Source : Abouchedid et Nauffal 2019.

Les universités arabes ne représentent pas les seuls moteurs de la production et de la diffusion des connaissances en sciences sociales dans la région. Les organisations non gouvernementales (ONG), les centres de recherche indépendants et les agences de l'ONU constituent également une partie importante de l'écosystème de la recherche. Comme l'écrit Kreichati (2019b) dans son étude sur les ONG et les centres de recherche, une part importante de la recherche en sciences sociales est produite ou publiée par des centres de recherche indépendants, dont la plupart sont situés en dehors des universités. Elle plaide également en faveur de l'absence de limite clairement établie entre les chercheurs en sciences sociales qui travaillent au sein des universités et ceux qui travaillent en dehors de celles-ci. Au contraire, les chercheurs en sciences sociales de la région arabe se déplacent souvent entre les universités, les ONG et les centres de recherche, occupant parfois tous les espaces à la fois. En outre, l'étude de Kreichati (2019a) sur les comités de rédaction des revues de sciences sociales dans la région souligne l'importance des centres de recherche en tant que centres clés de l'activité intellectuelle et de débat.

1. Rôle des centres de recherche indépendants

Si les universités arabes jouent certainement un rôle important dans l'élaboration et la définition des disciplines des sciences sociales dans la région, les centres de recherche continuent de produire une quantité importante de connaissances en sciences sociales. Une étude affirme que plus de 80% de la recherche en sciences sociales dans la région est produite en dehors des universités, dans des centres de recherche ou des agences de conseil (Hanafi et Arvanitis 2016). Ainsi, une part importante des connaissances en sciences sociales est produite et diffusée en dehors des enceintes des campus universitaires.

Les plus anciens centres de recherche en sciences sociales de la région ont été fondés dans les années 1960 et 1970. Il s'agit notamment de l'Institut des études palestiniennes (IPS, 1963) et du Centre d'études de l'Unité arabe (CAUS, 1975), qui ont tous deux publié des revues de sciences sociales influentes. Tous deux ont été établis avec des objectifs explicitement politiques : L'IPS a été fondé dans le but d'accompagner la lutte nationale palestinienne pour la libération, tandis que le CAUS a cherché à encourager le nationalisme arabe, bien que l'institution se soit depuis éloignée de cet objectif. Kreichati (2019b) identifie une deuxième génération de centres de recherche arabes en sciences sociales qui a émergé au début des années 2000, à l'époque des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis, une période marquée par une recrudescence du financement des ONG dans la région. Une troisième phase a débuté avec les soulèvements arabes de 2011, qui ont donné naissance à des institutions telles que le Centre arabe de recherche et d'études politiques (ACRPS, 2010). Bien que certaines institutions, comme le CAUS, se soient éloignées de leurs missions initiales, les transformations sociopolitiques ont joué un rôle clé dans la formation de tous ces centres de recherche.

Ces centres de recherche indépendants publient un certain nombre d'importantes revues de sciences sociales en langue arabe. Kreichati (2019b) note que si les processus d'évaluation par comités de lecture des revues sont bien développés dans les textes, ils ne sont pas toujours rigoureusement appliqués dans la réalité. Parmi les défis auxquels les revues sont confrontées figurent le manque d'intérêt et de temps des évaluateurs et leurs petites équipes.

En examinant les raisons pour lesquelles les chercheurs choisissent de travailler dans des centres de recherche, des ONG et des agences internationales, Kreichati (2019b) indique que plus de prestige, de meilleurs salaires et une plus grande stabilité en travaillant pour des centres de recherche et des agences internationales constituent des facteurs contributifs, tout en décrivant également le travail comme étant plus répétitif. Ces conclusions sont basées sur des entretiens d'histoire de vie que Kreichati a menés avec huit spécialistes des sciences sociales travaillant dans des centres de recherche. Elle souligne toutefois qu'il n'y a pas de distinction stricte entre les chercheurs qui travaillent dans les universités et ceux qui travaillent dans les centres de recherche et les ONG. Comme nous l'avons mentionné, de nombreux chercheurs travaillent dans les deux milieux, les professeurs d'université acceptant parfois un travail supplémentaire dans les centres de recherche pour améliorer leurs revenus.

Pourtant, si les centres de recherche indépendants produisent une grande partie des connaissances en sciences sociales dans la région, relativement peu de titulaires de doctorat y travaillent à plein temps. De plus, selon Kreichati, la plupart d'entre eux sont diplômés d'institutions européennes ou nord-américaines. Parmi les chercheurs interrogés par Kreichati, un seul était diplômé d'une institution arabe. « Dans les circonstances actuelles, il est encore beaucoup plus difficile pour les titulaires de doctorats du monde arabe de décrocher des opportunités d'emploi similaires dans des centres de recherche réputés », écrit-elle (Kreichati 2019b, 20).

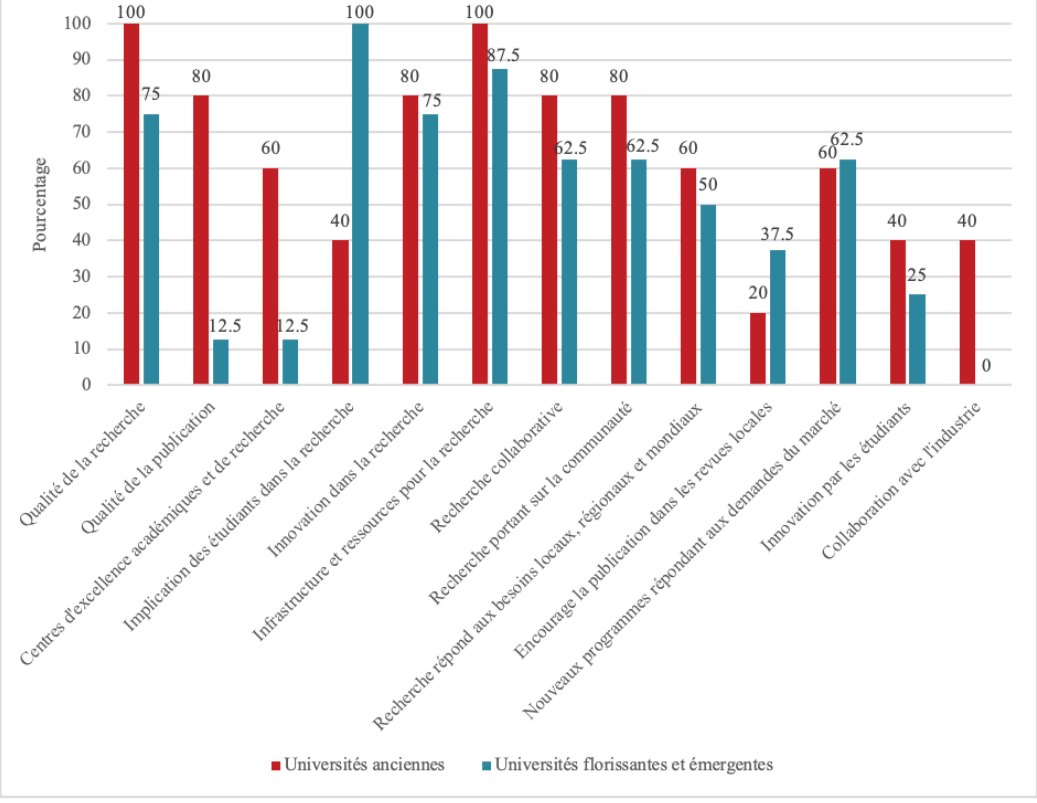
2. Plans stratégiques des universités et politiques de promotion

Bien qu'un certain nombre d'universités récemment établis n'aient pas de programmes en SSH, la plupart des universités examinées par Nauffal et Abouchedid (2019) mentionnent l'importance de la recherche, en plus de l'importance du service de l'université à la société, dans leurs énoncés de mission ou leurs plans stratégiques. Les plans stratégiques accessibles au public de presque toutes les 13 universités sélectionnées soulignent l'importance de la qualité de la recherche et de l'innovation. Toutefois, les auteurs notent également l'écart entre les déclarations générales et les énoncés de mission, d'une part, et l'allocation de ressources et d'infrastructures adéquates, les modèles de bonne gouvernance et les libertés académiques, d'autre part. Cela peut expliquer le niveau plus élevé de publications dans les centres de recherche, et suggérer que si les universités sont les principaux sites de production de connaissances en sciences sociales, elles ne fournissent pas toujours un soutien adéquat à la recherche.

Selon Abouchedid et Nauffal, cette orientation se reflète non seulement dans les énoncés de mission et les stratégies, mais aussi dans l'existence de centres de recherche dans ces universités et dans l'importance qu'elles accordent au renforcement de l'infrastructure de recherche existante. Il est significatif que cet accent soit plus prononcé dans les anciennes universités établies avant 1960.

Par ailleurs, les universités qu'Abouchedid et Nauffal qualifient de « florissantes » et « émergentes » (celles établies entre 1960 et 1998 et après 1998, respectivement) se concentrent sur l'innovation en matière de recherche et l'implication des étudiants dans la recherche en tant qu'initiatives stratégiques. Presque toutes les universités soulignent l'importance de relier la recherche à la communauté et de promouvoir les collaborations entre les départements et avec d'autres institutions. Seules deux universités ont mis l'accent sur les collaborations avec l'industrie

Figure 4 : Initiatives stratégiques dans les plans stratégiques nationaux et institutionnels des 13 universités étudiées par type d'université (%)



Source : Nauffal et Abouchedid 2019.

Au niveau individuel, les chercheurs valorisent la recherche non seulement en raison de sa valeur intrinsèque pour la société, mais aussi en raison du rôle que les indicateurs bibliométriques jouent de plus en plus dans les possibilités offertes aux scientifiques

de remporter des concours pour l'obtention de bourses de recherche, d'être promus ou titularisés, ou d'obtenir de meilleurs postes. Nauffal et Abouchedid affirment que l'importance accordée à la recherche en tant que critère de recrutement et de promotion s'accroit « en raison de la compétitivité mondiale engendrée par l'émergence des politiques néolibérales, qui ont imposé de nombreux défis à l'enseignement supérieur » (Nauffal et Abouchedid 2019, 4).

Bien qu'Abouchedid et Nauffal aient constaté des modèles et des procédures de promotion et de recrutement très différents d'un pays et d'une institution à l'autre, « l'accent est remis sur la recherche publiée dans des revues internationales pour la promotion », une constatation qui, selon eux, correspond aux tendances mondiales (Abouchedid et Nauffal, 2019, p. 23). Ils notent également que la demande aux professeurs de publier dans des revues en langue étrangère de renommée internationale, principalement en anglais ou en français, affecte considérablement la production de recherche en SSH en langue arabe au niveau local (voir également Hanafi et Arvanitis 2014). Il est plus rare que les universités reconnaissent l'importance de la recherche et des publications locales et internationales (Hanafi 2011), comme c'est le cas de l'université de Birzeit à Ramallah, en Palestine. En effet, les politiques de promotion de la plupart des universités accordent une valeur nettement plus élevée aux publications dans des revues internationales et en langue étrangère. Selon les auteurs (ainsi que Hanafi et Arvanitis 2016), cette tendance à publier à l'échelle mondiale a notamment pour effet de réduire la pertinence locale des travaux académiques. Cependant, s'il est clair que la publication dans des langues autres que l'arabe réduit le lectorat local et, par extension, la probabilité que les publications en SSH déclenchent un débat public, influencent l'élaboration des politiques ou aient un impact social, il est toujours possible de publier dans des langues étrangères pour satisfaire les normes internationales de la recherche tout en répondant aux besoins sociaux locaux. En outre, comme le montre l'enquête, la plupart des spécialistes des SSH maîtrisent au moins une langue étrangère.

Cependant, comme le notent Abouchedid et Nauffal (2019), la plupart des revues arabes n'ont pas de reconnaissance internationale et ne sont pas indexées dans les bases de données conventionnelles (voir également Abouchedid et Bou Zeid 2019). En outre, de nombreuses revues sont hébergées dans des facultés universitaires, avec un doyen de faculté agissant en tant que rédacteur en chef et des professeurs affiliés à la faculté agissant en tant qu'auteurs contributeurs. En d'autres termes, le processus de publication est autoréférentiel et l'absence de politiques claires en matière de conflits d'intérêts soulève des questions quant à la crédibilité du processus d'évaluation.

III. Quelles sont les caractéristiques des spécialistes des sciences sociales dans la région arabe ?

Cette section présente un aperçu des caractéristiques et des trajectoires de carrière des spécialistes des SSH, à partir des résultats de l'enquête menée par le CASS en 2019. La méthodologie de l'enquête et les statistiques descriptives de l'ensemble des données se trouvent dans les annexes.

1. Caractéristiques démographiques

1a. Région et pays de citoyenneté

En termes de nationalité, les Algériens constituent la plus grande part de l'échantillon (35%), suivis par les Marocains (16%), les Égyptiens (12%), les Palestiniens (7%), les Irakiens (6%) et les Jordaniens (5%), avec une représentation très limitée des pays du Golfe arabe (4% au total). Aux fins de l'analyse, la classification régionale adoptée pour le pays de citoyenneté et d'emploi est la suivante :

- La région du Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Mauritanie ;

- La région Égypte/Soudan : Égypte, Soudan, Djibouti et Somalie (aucun répondant des Comores) ;

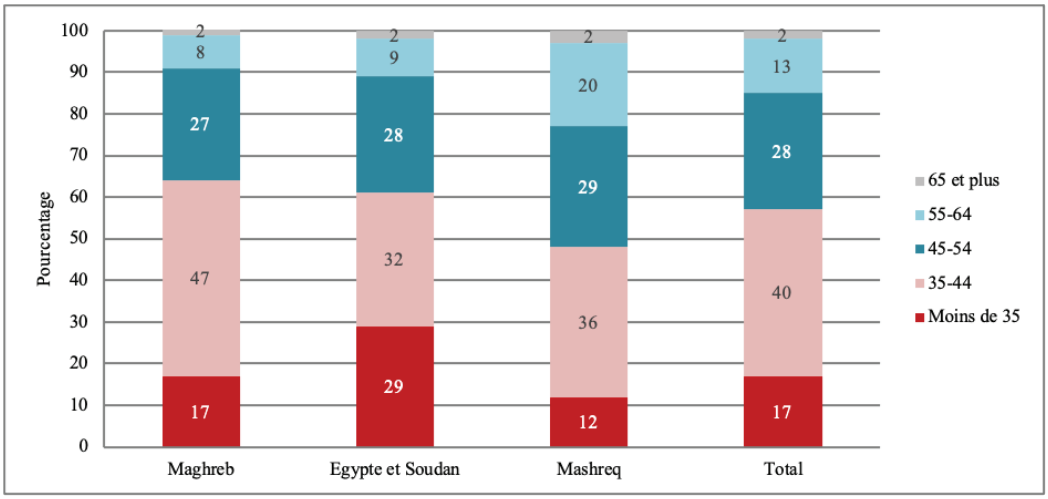
- La région du Mashreq : Irak, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman et Yémen.

Le plus grand nombre de répondants est donc originaire du Maghreb, soit environ 57% de l'échantillon total (636 sur 1 121), contre 177 répondants (16%) de la région Egypte/Soudan et 305 (27%) du Machreq.

1b. Répartition selon l'âge et le sexe

Tout en gardant à l'esprit que les données de l'enquête ne sont pas représentatives et doivent être interprétées avec prudence, les résultats suggèrent de possibles changements générationnels et sexospécifiques parmi les spécialistes des SSH dans la région arabe. La répartition des répondants montre un profil relativement jeune avec 17% d'âgés de moins de 35 ans, 40% entre 35 et 44 ans, 28% entre 45 et 54 ans, 13% entre 55 et 64 ans et seulement 2% de 65 ans et plus. Les répondants du Machreq sont un peu plus âgés que la moyenne, la moitié d'entre eux ayant plus de 45 ans. En revanche, près de 60% de ceux des régions du Maghreb et de l'Égypte/Soudan ont moins de 45 ans.

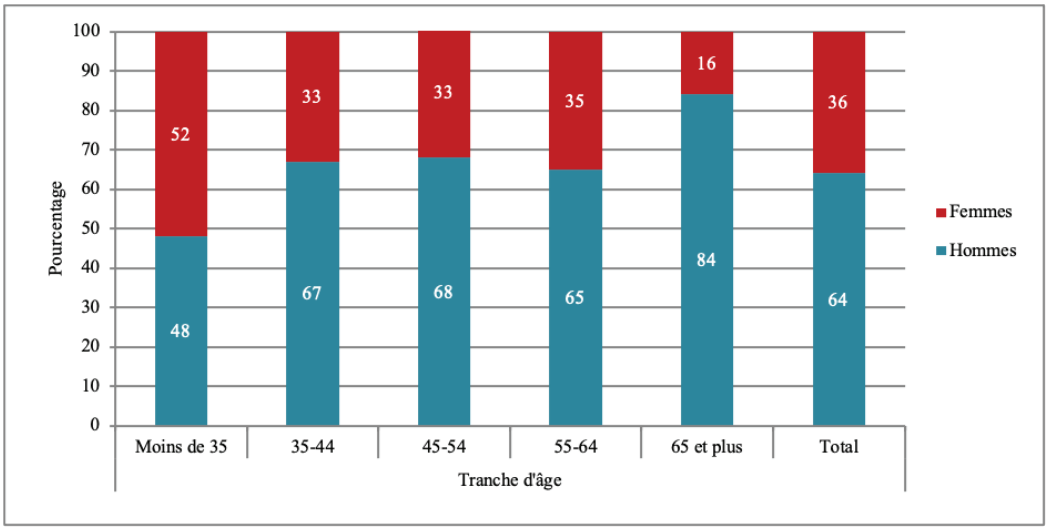
Figure 5 : Répartition par âge des répondants selon la région d'emploi



Source : Sieverding 2020.

Il est intéressant de noter que la répartition par sexe des répondants varie significativement avec l'âge et suggère une féminisation progressive des SSH dans la région. Les hommes représentent environ deux tiers (65%) de l'échantillon et leur pourcentage augmente avec les tranches d'âge, tandis qu'il diminue pour les femmes. Alors que plus de la moitié (52%) des répondants âgés de moins de 35 ans sont des femmes, ce pourcentage tombe à environ un tiers de la cohorte âgée de 35 à 64 ans et à seulement 16% des personnes âgées de 65 ans et plus. En d'autres termes, le rapport hommes/femmes est divisé par plus de cinq entre les âgés de moins de 35 ans (1 à 0.9) et ceux de 65 ans et plus (1 à 5).

Figure 6 : Répartition par sexe des répondants selon l'âge



Source : Sieverding 2020.

Ces tendances peuvent être interprétées de plusieurs manières (figures 5 et 6). L'une des possibilités est qu'avec l'augmentation de l'enseignement universitaire pour les deux sexes, les hommes sont plus susceptibles d'obtenir des diplômes professionnels, alors que ces diplômes ne sont peut-être pas aussi accessibles aux femmes. Il se pourrait également que les jeunes femmes ne soient pas confrontées aux mêmes pressions financières que les jeunes hommes et qu'elles disposent donc d'une plus grande marge de manœuvre pour choisir des filières universitaires qui ne débouchent pas sur des emplois mieux rémunérés. Cela montre que l'intérêt des jeunes hommes pour les SSH diminue, alors que celui des femmes augmente.

Quelles que soient les raisons, si l'échantillon de répondants est représentatif de l'ensemble de la population des spécialistes des SSH, la part des femmes dans ces domaines semble augmenter.[9] Cela pourrait suggérer une évolution progressive vers la parité hommes-femmes dans ces domaines. Si les tendances actuelles se poursuivent dans la même direction, il est concevable qu'il y ait prochainement plus de femmes que d'hommes dans les domaines des SSH.

C'est dans la région du Maghreb que la féminisation des sciences sociales est la plus rapide (16% des personnes âgées de 55 à 64 ans sont des femmes, contre plus de la moitié pour les personnes âgées de moins de 35 ans), suivie par la région Égypte/Soudan, où la tendance est perceptible mais progressive (un peu moins de 30% des personnes âgées de 55 à 64 ans sont des femmes, 43% pour les tranches d'âge de 45 à 54 ans et de 35 à 44 ans, et 53% pour la catégorie de moins de 35 ans). Cela suggère que la parité entre les sexes est plus probable dans certains pays que dans d'autres. Ces divergences pourraient être dues à la disponibilité limitée des opportunités et non à un choix.

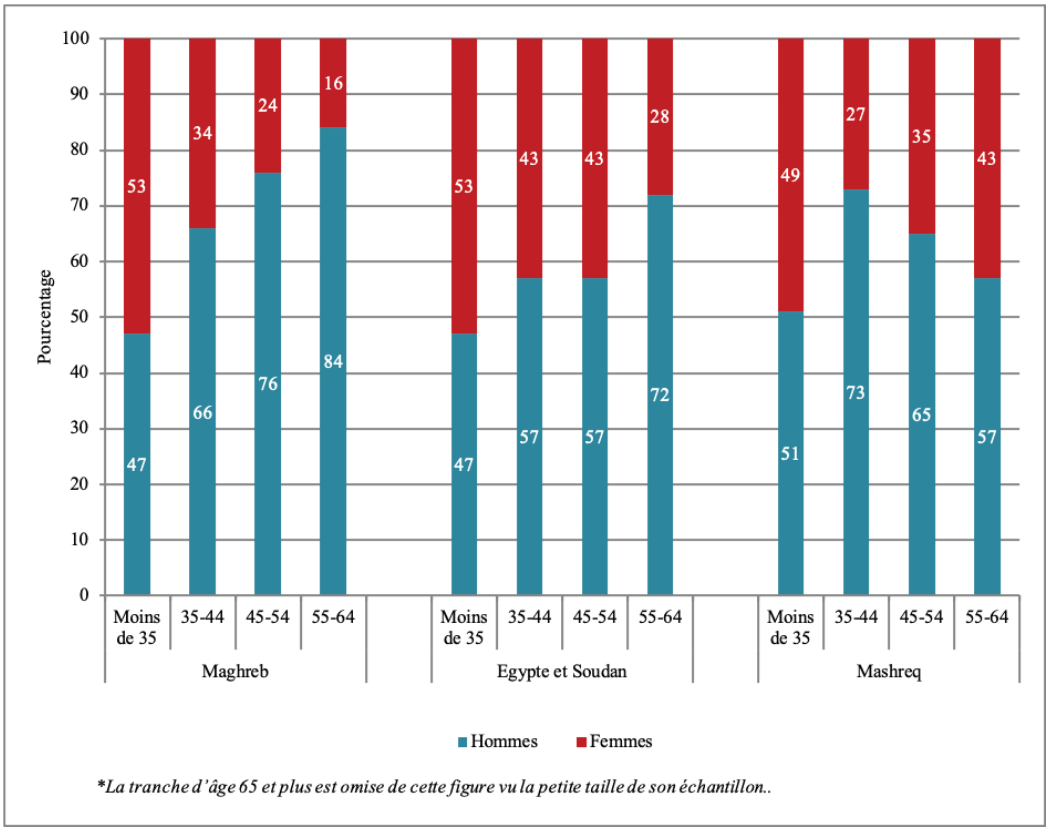
L'échantillon de l'enquête lui-même ne fournit pas de réponses concluantes à ces questions, mais certaines recherches suggèrent que les disciplines des SSH ne sont pas le premier choix des étudiants universitaires dans le monde arabe.[10]

---

[9] Sieverding (2020) parle d'une « tendance à la féminisation » parmi les spécialistes des sciences sociales, « les femmes constituant des parts de plus en plus grandes des tranches d'âge les plus jeunes et, ainsi que des diplômés récents en sciences sociales à tous les niveaux ». Cette tendance, note-t-elle, est « particulièrement prononcée au Maghreb, où le pourcentage de femmes parmi les répondants les plus âgés était le plus bas ». Elle ajoute que « la tendance à la féminisation observée dans les résultats de l'enquête est globalement en accord avec les données de l'UNESCO (2020) qui montrent que la part des femmes parmi les diplômés de l'enseignement supérieur en sciences sociales, journalisme et information se situe entre 60 % et 77 % dans la plupart des pays de la région pour lesquels les données étaient disponibles. Les seuls pays à avoir une plus faible proportion de femmes parmi les diplômés en sciences sociales étaient l'Égypte (41 %), le Maroc (56 %) et l'Arabie saoudite (55 %) ». Latrèche (2020) plaide également en faveur de la féminisation des professions académiques dans divers sciences sociales.

[10] Voir également Assaad et O'Leary 2016.

Figure 7 : Répartition par sexe des répondants selon l'âge et la région d'emploi *



Source : Sieverding 2020.

1c. Compétences linguistiques

Un petit nombre de répondants (3%) ne maîtrisent pas l'arabe. D'autre part, environ un quart ne maîtrisent que l'arabe. Notablement, une plus grande proportion de femmes (76%) que d'hommes (69%) maîtrisent au moins une deuxième langue, et l'écart est encore plus grand pour l'anglais (49% contre 40%). Dans l'ensemble, la maîtrise de l'anglais est légèrement supérieure à celle du français, même si la majorité des répondants sont originaires du Maghreb, où le français est la deuxième langue dominante dans l'enseignement supérieur. Sur l'ensemble des répondants à l'enquête, 70% maîtrisent l'anglais ou le français avec un faible pourcentage pour les autres langues. Les spécialistes universitaires en SSH sont nettement plus nombreux (77%) à maîtriser une deuxième langue en plus de l'arabe que leurs homologues non universitaires (48%). Ces chiffres peuvent notamment suggérer que les femmes interrogées, qui sont en moyenne plus jeunes que les hommes, se concentrent davantage sur l'acquisition de compétences linguistiques, peut-être pour améliorer leurs chances de progresser dans leur carrière et pour surmonter les biais professionnels structurels et les inégalités.

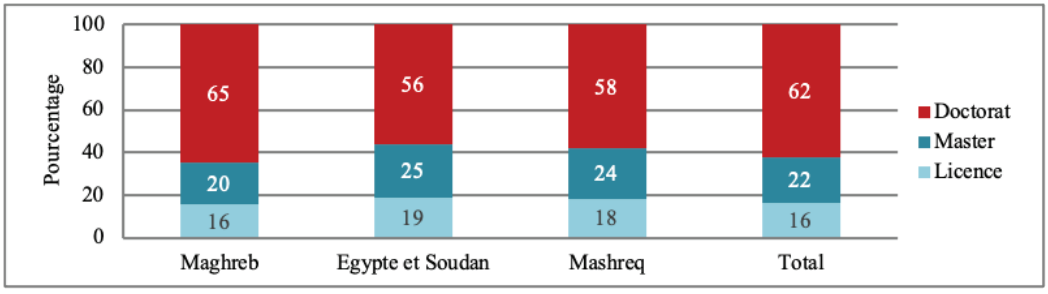
2. Trajectoires éducatives

2a. Niveau d'éducation

Diplôme le plus élevé obtenu

62% de tous les répondants à l'enquête sont titulaires d'un doctorat dans un domaine des SSH, 22% n'ont qu'un master et moins d'un cinquième sont des licenciés. Les pourcentages de chercheurs en SSH titulaires d'un doctorat sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes (65% contre 55%) et au Maghreb que dans les régions du Machreq et de l'Égypte/Soudan, comme le montre la figure 8.

Figure 8 : Plus haut diplôme obtenu en SSH par région de citoyenneté



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Les répondants âgés de 45 ans et plus comprennent la plus grande proportion de titulaires d'un doctorat (76% contre 61% dans la catégorie 35-44 ans et 26% pour les moins de 35 ans). Il convient de noter que seul un cinquième des personnes âgées de 35 ans et moins ont un doctorat, alors que deux cinquièmes des personnes de ce groupe d'âge sont inscrites à des programmes doctoraux et travaillent en même temps, ce qui « suggère que de nombreux spécialistes des sciences sociales de la région combinent des études de doctorat et un emploi. Cela peut être dû à l'absence ou à l'insuffisance de financement pour des études doctorales exclusives. Le double emploi et les études doctorales peuvent également expliquer pourquoi 13% des âgés de 35-44 ans poursuivent toujours un doctorat » (Sieverding 2020).

Tendances d'obtention des diplômes

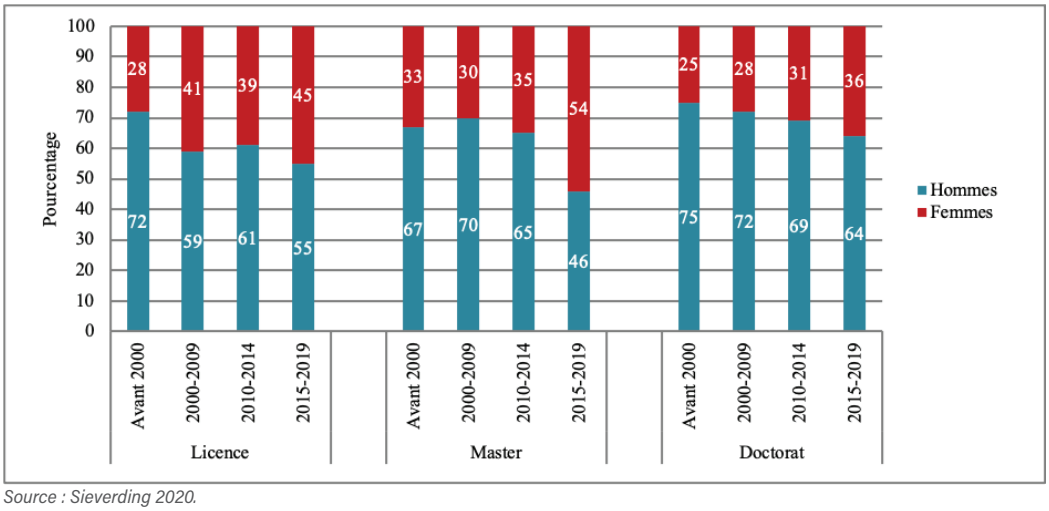
85% des répondants ont obtenu leur diplôme le plus élevé en SSH après l'année 2000. Le nombre de personnes obtenant chaque année une licence a augmenté régulièrement jusqu'en 2005 et semble avoir diminué rapidement depuis. Il est intéressant de noter que le nombre de personnes titulaires d'un master a diminué au cours des dix dernières années, même si la baisse n'a pas été aussi marquée, leur nombre restant nettement supérieur à celui des titulaires d'une licence. En revanche, le nombre de personnes obtenant un doctorat a augmenté.

Le nombre plus faible de répondants n'ayant obtenu qu'une licence en SSH au cours des 15 dernières années, et la part croissante de ceux qui ont poursuivit des études doctorales, pourraient être dus au fait que la majorité des répondants travaillaient dans des universités (ou des emplois sécurisés comparables qui ne peuvent être obtenus avec une licence ou même un master), qui recrutent de plus en plus de personnes ayant des diplômes plus élevés. Ces chiffres correspondent également au nombre croissant d'universités locales qui proposent des doctorats, ce qui facilite l'accès à ces diplômes. Toutefois, les données peuvent aussi suggérer que l'entrée dans les domaines des SSH est en baisse, peut-être en raison de l'absence de perspectives de carrière suffisantes. Une fois encore, si cette tendance est représentative de l'ensemble du domaine et si elle se poursuit, le nombre de spécialistes des SSH diminuera progressivement, mais le pourcentage de titulaires d'un doctorat au sein de cette cohorte augmentera.

Conformément à la tendance évoquée précédemment, les données indiquent également une présence croissante des femmes parmi les titulaires de diplômes à tous les niveaux (en tenant compte de tous les diplômes en SSH, et pas seulement des plus élevés), mais avec une croissance légèrement plus lente au niveau du doctorat.

> De moins d'un tiers des titulaires d'une licence en SSH avant 2000, la proportion de femmes augmente entre 2000 et 2019 pour atteindre 39 à 45%. La proportion de femmes parmi les répondants ayant obtenu un master fluctue entre 30 et 35% avant 2014 et arrive à 54% entre 2015 et 2019. En même temps, la part de femmes parmi les détenteurs d'un doctorat augmente plus lentement, passant d'un quart avant 2000 (bien que la taille des échantillons de femmes titulaires d'un doctorat soit très faible pour cette période et doive être interprétée avec prudence), à 36% en 2015-2019. (Sieverding 2020)

Figure 9 : Répartition par sexe des diplômes obtenus selon l'année et le niveau du diplôme



Source : Sieverding 2020.

Voies d'accès à un diplôme en SSH

La grande majorité des répondants ont initié leurs études universitaires en SSH au niveau de la licence. Seulement 6% d'entre eux se sont inscrits pour la première fois à un programme de SSH au niveau du master et moins de 1% au niveau du doctorat. Le choix de poursuivre des études au niveau de la licence est nécessairement moins délibéré que le choix plus mûr de poursuivre des études supérieures au niveau du master ou du doctorat. Cependant, quelle que soit la motivation initiale de poursuivre une formation universitaire en SSH, l'entrée précoce dans ces domaines semble être un facteur primordial dans la poursuite de diplômes plus avancés dans ce champ.

Parmi les titulaires d'un doctorat en SSH, 83% ont poursuivi leurs études dans le même domaine aux trois niveaux de l'enseignement supérieur (licence, master et doctorat). Il convient de noter que de nombreuses universités publiques nationales découragent les changements de spécialité et n'admettent pas d'étudiants en master ou en doctorat issus d'autres spécialités. Une petite proportion d'étudiants, 8% et 7%, ont changé de domaine (en SSH) au niveau du master et du doctorat, respectivement. 6% ont quitté les SSH au niveau du master, contre 2% au niveau du doctorat. De même, plus de 40% de ceux qui ont obtenu leur licence en SSH et se sont spécialisées en dehors du domaine au niveau du master y sont retournées pour leur doctorat. Les changements de domaines de spécialisation peuvent être attribués au désir d'obtenir un diplôme plus professionnel, au choix d'un nombre limité de programmes d'études supérieures qui sont facilement accessibles au répondant, ou au désir d'essayer une combinaison de domaines de spécialisation en SSH par curiosité intellectuelle ou simplement dans l'espoir de répondre aux demandes du marché.

2b. Domaines d'étude

Dans l'ensemble, le plus grand pourcentage de répondants (27%) a obtenu son diplôme de SSH le plus élevé en sociologie, suivi par les sciences politiques (15%), puis l'économie et la psychologie (10% chacune). La part des domaines tels que la littérature, l'histoire et la géographie est d'environ 6-7% pour chacun. Les répondants masculins se sont plus spécialisés que les répondants féminins dans des domaines tels que la philosophie, la géographie, l'histoire, les sciences politiques, l'économie et les études religieuses, contrairement aux études de genre, archéologie, littérature, psychologie, démographie, études du développement et anthropologie. À première vue, il semble qu'il y ait une large répartition des intérêts entre les domaines et les profils démographiques de l'échantillon interrogé. Bien que la sociologie et les domaines connexes (anthropologie, démographie, études de genre, géographie et psychologie) soient les plus répandus dans les différentes catégories d'âge, les jeunes universitaires ont été plus susceptibles d'étudier l'économie, les sciences politiques et les domaines connexes (études du développement et études régionales) que leurs collègues plus âgés. Ces derniers domaines ont été également plus répandus parmi les répondants

de la région Egypte/Soudan et du Maghreb. Cela montre un plus grand intérêt porté par les jeunes générations pour les sciences sociales professionnelles ou pratiques. Les réponses à l'enquête suggèrent également un intérêt beaucoup plus grand pour les disciplines traditionnelles et bien définies des SSH que pour les domaines d'études interdisciplinaires. Il semble également y avoir une corrélation entre la popularité d'une discipline et le maintien de l'intérêt qui lui est accordé, comme nous l'avons déjà indiqué, à tous les niveaux de diplôme (licence, master et doctorat).

Tableau 2 : Domaines d'études par âge

		Discipline du plus haut diplôme en SSH (%)			
		Sociologie et domaines connexes	**Économie, sciences politiques et domaines connexes**	**Sciences humaines**	**TOTAL**
Âge	**Moins de 35**	48	30	22	100
	35-44	47	31	22	100
	45-54	50	26	24	100
	55 et plus	55	21	24	100

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Par ailleurs, la part des diplômes en sciences humaines (archéologie, études culturelles, histoire, littérature, philosophie et études religieuses) est nettement inférieure à celle des domaines des sciences sociales[11] parmi les doctorats par rapport aux licences. A en croire certaines observations faites sur le terrain, la spécialisation en sciences humaines constitue le dernier recours et le moins attrayant pour les étudiants qui n'ont pas de bons résultats scolaires leur permettant de poursuivre des diplômes professionnels. Dans leur exploration du statut des sciences humaines dans l'enseignement supérieur et le marché du travail en Égypte, Assaad et Abdalla (2018) décrivent la spécialisation en sciences humaines comme l'option « par défaut » pour les étudiants qui ont simplement besoin d'un diplôme pour obtenir un emploi dans l'administration publique. Une autre raison pourrait être le manque de ressources financières pour poursuivre des études plus coûteuses ; il est de notoriété publique que les diplômes professionnels tels que la médecine, l'ingénierie et le commerce sont les plus compétitifs, les plus difficiles à obtenir et les plus chers (pour des preuves supplémentaires, voir Assaad et Abdalla 2018, 49-71). Il se peut également que les titulaires d'un diplôme supérieur en sciences humaines aient moins de possibilités de carrière - comme un emploi à l'université - que leurs homologues en sciences sociales. Une autre possibilité est que les étudiants en sciences humaines soient

[11] Les « sciences sociales » désignent ici la sociologie, l'économie, les sciences politiques et les domaines connexes, mentionnés dans le paragraphe précédent.

moins qualifiés pour obtenir des diplômes supérieurs dans leur domaine (Carnevale, Cheah et Hanson 2015, 11)[12]. Enfin, la valeur économique anticipée d'une spécialisation universitaire est sans aucun doute un facteur de choix pour les étudiants.

On part généralement du principe que les chances d'obtenir une carrière financièrement gratifiante sont plus élevées pour les diplômés universitaires titulaires d'un diplôme professionnel. Aux États-Unis, les diplômés en SSH âgés de 25 à 59 ans sont moins rémunérés que le diplômé universitaire moyen, et les salaires moyens des diplômés en SSH se situent presque au bas de l'échelle des salaires (Carnevale, Cheah et Hanson 2015, 9). Les diplômés en STIM, en santé et en commerce sont les mieux payés, dans cet ordre. Les conclusions d'Assaad et Abdalla (2018) pour l'Égypte sont similaires ; en effet, les diplômés en sciences humaines sont généralement moins rémunérés que les diplômés d'autres domaines, qu'ils soient théoriques ou pratiques, dans les secteurs public et privé (jusqu'à 14% et 21% de moins, respectivement). L'enquête ne fournit aucun indicateur permettant de confirmer cette tendance, mais les entretiens semi-structurés de suivi avec un échantillon de répondants à l'enquête, ainsi que les documents de référence, suggèrent que la situation est plus prononcée dans le monde arabe qu'aux États-Unis, et donnent quelques indications sur les raisons qui poussent à choisir une spécialisation en SSH. Il est assez certain que la valeur économique d'un diplôme ne peut pas être la principale motivation pour choisir une spécialisation en SSH.

Lors de l'évaluation des parcours de formation universitaire des spécialistes des SSH, il est utile de regarder au-delà du nombre d'étudiants qui obtiennent un diplôme en SSH. En particulier, l'exposition aux SSH ne se fait pas exclusivement par le biais d'une spécialisation dans ces domaines, mais peut également se faire par le biais de cours répondant aux exigences du programme d'études de base. A titre d'exemple, il n'est pas inhabituel dans certaines universités d'avoir un petit nombre d'étudiants se spécialisant en SSH, mais un nombre beaucoup plus important d'étudiants suivant des cours obligatoires ou des cours facultatifs dans ces domaines. Cela est important car la nécessité d'avoir suffisamment de professeurs pour couvrir ces cours se traduiraient par un plus grand nombre de carrières universitaires dans les SSH. Cependant, un tronc d'enseignement général obligatoire sans la possibilité d'obtenir un diplôme signifie également que certains domaines ne sont pas reproduits en diplômant un nombre

[12] Une étude de 2015 basée sur l'analyse du Bureau de recensement des États-Unis répartit la part des diplômés de l'enseignement supérieur âgés de 25 à 59 ans en sept grands sous-groupes. Le plus grand nombre de diplômes délivrés concerne le commerce (26.1%), suivi par les STIM (19.6%), l'éducation et les services (14.5%), l'art, les sciences humaines et les arts libéraux (13.4%), les diplômes axés sur la carrière (11.9%), la santé (7.5%) et, enfin, les sciences sociales (6.9%). Les données disponibles pour le monde arabe ne permettent pas de comparer le nombre de titulaires de diplômes universitaires dans les différents domaines, mais d'après l'enquête, la part des spécialistes des sciences sociales est environ quatre fois supérieure à celle des spécialistes des sciences humaines. Cela n'est pas en accord avec la situation aux Etats-Unis, où la part des diplômés en sciences humaines est deux fois supérieure à celle des diplômés en sciences sociales. Il convient également de noter que la probabilité de poursuivre un doctorat en sciences humaines est nettement plus faible qu'en sciences sociales.

suffisant d'étudiants ayant des carrières prometteuses dans ces domaines. En outre, nous savons que de nombreuses universités arabes n'exigent pas de tronc commun d'enseignement général et ont tendance à dispenser un enseignement spécialisé séparé. Bien que nous ne disposions pas d'informations spécifiques, il est plus probable que ce soit le cas dans les universités qui suivent le modèle d'enseignement supérieur spécialisé européen (en particulier français).

2c. Lieu d'étude

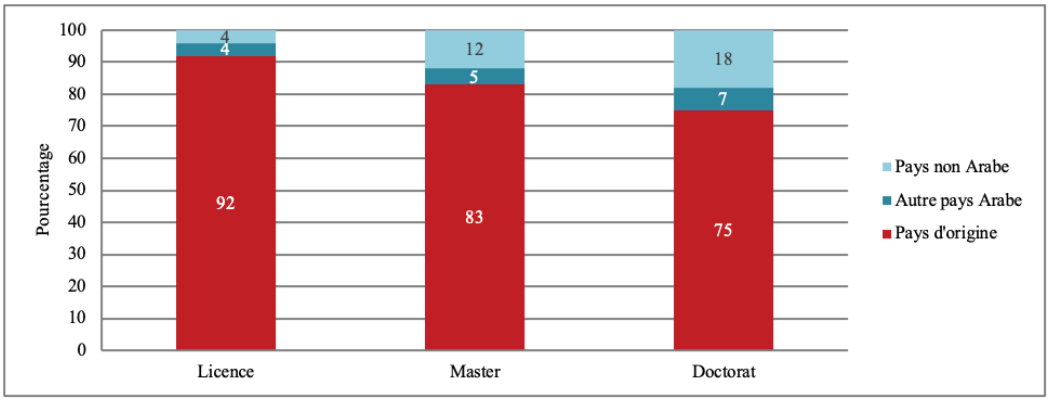
Tendances géographiques

Environ un quart des répondants ont obtenu un diplôme en SSH en dehors de leur pays d'origine. Seuls 8% de tous les répondants ont obtenu leur licence en dehors de leur pays d'origine (une légère majorité dans un pays non arabe). Quantitativement, le plus grand nombre de ceux ayant étudié en dehors de leur pays d'origine se sont spécialisés en sciences politiques, suivies de la géographie, de l'économie et de la sociologie. La majorité de ceux qui ont obtenu une licence en géographie en dehors de leur pays d'origine ont étudié dans un autre pays arabe, tandis que la majorité de ceux qui se sont spécialisés dans les trois autres domaines cités en dehors de leur pays d'origine ont opté pour des pays non arabes.

Au niveau du master, moins d'un cinquième des répondants ont obtenu leur diplôme en dehors de leur pays d'origine. Plus des deux tiers d'entre eux ont étudié dans des pays non arabes, la plupart en sociologie, économie et sciences politiques.

Au niveau du doctorat, un quart des répondants ont poursuivi leurs études en dehors de leur pays d'origine : 7% dans un autre pays arabe et 18% dans un pays non arabe. Le plus grand nombre d'étudiants ayant obtenu leur doctorat dans un pays non arabe s'est spécialisé en sociologie, sciences politiques ou économie.

Figure 10 : Lieu d'études en SSH par niveau de diplôme



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

L'une des principales conclusions est que la majorité des diplômes à tous les niveaux, y compris le doctorat, sont obtenus soit dans le pays d'origine de l'étudiant, soit dans un autre pays arabe. Il est donc peu probable que les étudiants en SSH se rendent en dehors de la région pour poursuivre leurs études. Historiquement, de nombreux pays arabes ont mis en place des programmes de bourses parrainés par l'État pour les étudiants poursuivant des études supérieures. Il est probable que l'intérêt pour les études à l'étranger, en particulier au niveau de la licence, ait diminué avec la création de nombreuses nouvelles universités arabes et l'ouverture de plusieurs campus d'universités occidentales dans le monde arabe (en particulier dans le Golfe). Toutefois, les données de l'enquête ne permettent pas de savoir si les besoins éducatifs des étudiants en SSH sont satisfaits dans le monde arabe ou si la plupart des étudiants n'ont tout simplement pas les moyens de voyager et d'étudier en dehors de leur pays d'origine. Quoi qu'il en soit, on peut conclure que la plupart des spécialistes des SSH résidant dans la région arabe sont susceptibles d'opérer au sein de réseaux scientifiques locaux ou régionaux et sont moins intégrés dans des réseaux scientifiques internationaux.

La plupart des spécialistes des SSH résidant dans la région arabe sont susceptibles d'opérer au sein de réseaux scientifiques locaux ou régionaux et moins intégrés dans des réseaux scientifiques internationaux.

Déterminants de la mobilité géographique

Les résultats de l'enquête ont également mis en évidence des corrélations significatives entre certains autres facteurs et la probabilité d'étudier en dehors du pays d'origine. En effet, les répondants les plus jeunes ont surtout étudié dans leur pays d'origine, ce qui peut également être lié à l'augmentation du nombre d'universités locales qui proposent des diplômes supérieurs en SSH. D'autre part, contrairement aux niveaux de la licence et du master, où le genre n'est pas un facteur, les hommes ont été plus susceptibles que les femmes d'étudier à l'étranger au niveau du doctorat. Des variations régionales ont également été observées : les répondants du Maghreb ont moins étudié en dehors de leur pays d'origine à tous les niveaux de diplôme, en particulier en Algérie, qui compte le plus grand nombre de répondants à l'enquête et le plus grand nombre d'universités du monde arabe proposant des doctorats en SSH (ASSM 2021a) ; toutefois, lorsqu'ils l'ont fait, ils ont plus souvent opté pour des pays non arabes que leurs homologues d'autres régions arabes (en particulier le Machreq). Enfin et surtout, étudier dans un pays non arabe a été plus fréquent pour les étudiants en économie, en sciences politiques et dans des domaines connexes (études du développement et études régionales) que pour ceux du domaine sociologique traditionnel (anthropologie, démographie, études de genre, géographie, psychologie et sociologie) et qui sont restés en grande partie dans le monde arabe. Cette tendance s'observe à tous les niveaux de diplôme.

Pays de destination des études à l'étranger

Dans le monde arabe, 57% de ceux qui ont obtenu une licence en SSH en dehors de leur pays d'origine se sont rendus dans le Golfe arabe (principalement en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Qatar), mais cette proportion tombe à moins de 15% (la grande majorité d'entre eux au Qatar) au niveau du master et à 0% au niveau du doctorat. L'Égypte a été la destination de choix de 40% de ceux qui sont restés dans la région pour leurs études de master et de doctorat, suivie de la Jordanie, de l'Irak, du Soudan et de la Tunisie.

En dehors du monde arabe, l'Europe a enregistré la plus grande proportion d'études en SSH dans un pays non arabe à tous les niveaux de diplômes, la France et le Royaume-Uni représentant environ deux tiers des cas, suivis par les États-Unis et l'Asie, bien que les études dans les pays asiatiques aient chuté de plus de la moitié au-delà de la licence.

Type d'université fréquentée

Selon les bases de données du CASS (ASSM 2021a), 51% des universités de la région arabe proposant des diplômes en SSH sont privées et les 49% restantes sont publiques. La plupart, sinon la totalité, des universités proposant des diplômes en SSH sont publiques dans certains pays, comme l'Algérie (100% d'universités publiques), la Libye (94%) et l'Arabie saoudite (81%). Dans d'autres pays, la grande majorité des universités proposant des diplômes en SSH sont privées : 97 % au Liban, 93% aux Émirats arabes unis et environ 75% au Koweït, au Yémen et au Qatar. Cependant, 84% des universités de la région arabe offrant des programmes de doctorat en SSH sont publiques.

Tableau 3 : Plus haut diplôme offert en SSH par type d'université

	Plus haut diplôme offert en SSH					
	Licence		Master		Doctorat	
	#	%	#	%	#	%
Université privée	179	**83**	101	**68**	38	16
Université publique	38	17	48	32	201	**84**
Total	**217**	**100**	**149**	**100**	**239**	**100**

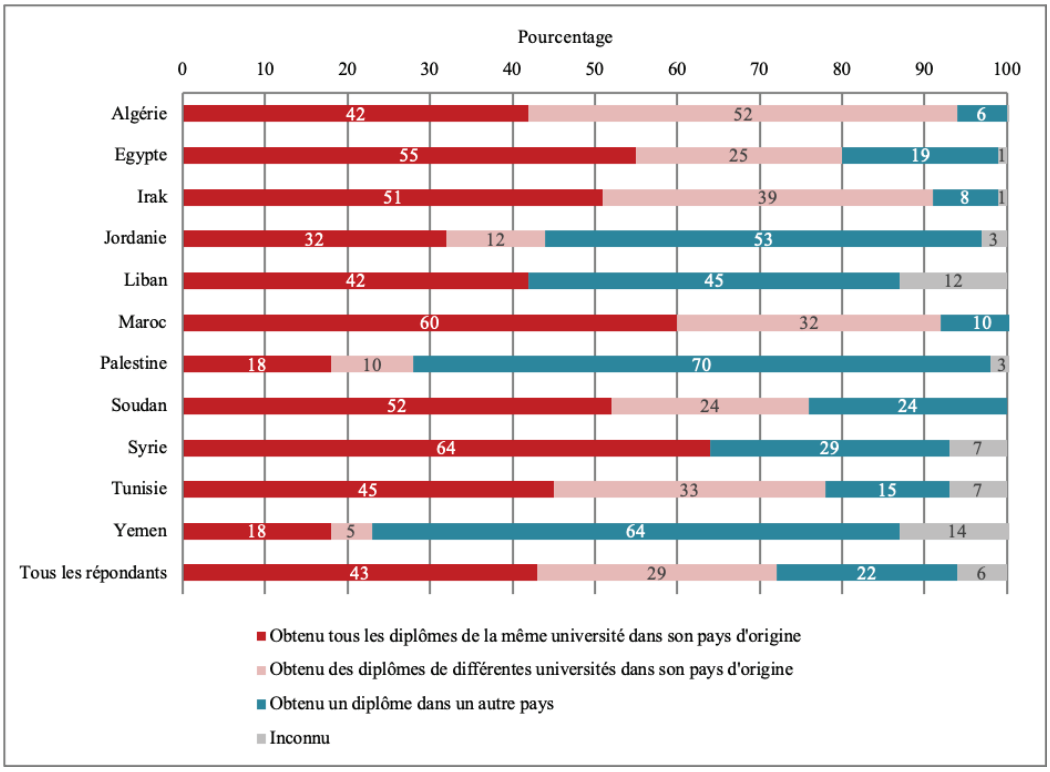
Source : Bases de données de l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales (dataverse.theacss.org).

Dans l'enquête, la grande majorité des répondants ont obtenu leur diplôme en SSH d'universités publiques (95% des licences et des masters et 97% des doctorats). La quasi-totalité des licences et des masters en Algérie, au Maroc, en Irak et en Tunisie ont

été délivrés par des universités publiques, et la quasi-totalité des doctorats en Algérie, au Maroc, en Égypte, en Irak et en Tunisie par des universités publiques. Comme on pouvait s'y attendre, avec un nombre élevé d'universités publiques proposant des diplômes en SSH et le plus grand nombre de répondants à l'enquête, l'Algérie a la plus grande proportion de répondants ayant étudié dans des universités publiques. Par rapport aux répondants du Maghreb, dont 100% ont obtenu leur diplôme dans une université publique, 93% de tous les répondants d'Égypte ont obtenu leur diplôme dans une université publique, et un pourcentage non négligeable de répondants du Liban, d'Oman et de Palestine ont obtenu certains de leurs diplômes dans une université privée. Étant donné la prédominance des établissements du secteur public aux niveaux supérieurs de la formation universitaire en SSH, il serait intéressant d'évaluer l'influence proportionnelle des établissements d'enseignement supérieur publics et privés et d'examiner si et pourquoi certains établissements exercent une influence disproportionnée, quel que soit le nombre de leurs diplômés.

Une autre observation majeure est que 60% des répondants ayant obtenu plusieurs diplômes en SSH (licence, master et/ou doctorat) dans leur pays d'origine ont fréquenté la même université, tandis que 40% en ont fréquenté plus d'une.

Figure 11 : Universités fréquentées pour des études en SSH par nationalité



Source : Latreche 2020.

Par conséquent, les étudiants en SSH des pays arabes semblent avoir tendance à obtenir plusieurs diplômes dans leur pays d'origine (et souvent dans la même université) ; cela peut s'expliquer par le fait que tous leurs besoins éducatifs sont satisfaits localement ou par le manque de moyens pour voyager dans l'objectif d'enrichir leur bagage éducatif. Certainement, les étudiants peuvent changer d'université lorsque le programme d'études supérieures désiré n'est pas disponible dans l'établissement où ils ont obtenu leur premier diplôme. Les étudiants peuvent également passer d'une nouvelle université provinciale à une ancienne université offrant des programmes plus solides, mieux établis et plus spécialisés. Dans certains cas, le principal mouvement entre les diplômes se fait vers des universités situées en dehors du pays d'origine. Cependant, les motivations d'un tel mouvement ne sont pas toujours exclusivement académiques ; le choix peut également être motivé par l'instabilité politique ou économique dans le pays d'origine, et peut être un tremplin vers l'immigration.

Apparemment, la préférence pour rester dans le même pays ou dans la même université se reflète également dans l'emploi au sein de la région arabe, comme nous le verrons dans la partie suivante de ce rapport.

3. Trajectoires de carrière

3a. Domaines d'emploi

Plus des trois quarts des répondants travaillaient dans le domaine des SSH au moment de l'enquête. Ce pourcentage varie modérément selon les groupes d'âge, mais il est nettement plus élevé chez ceux employés au sein d'universités et de centres de recherche universitaires par rapport à ceux travaillant dans d'autres institutions (87% contre 56%).

De plus, 59% des répondants ont signalé que leurs trois derniers emplois (un maximum de trois emplois signalés)[13] étaient tous dans le domaine des SSH, 22% ont rapporté un mélange d'emplois liés et non liés aux SSH, alors qu'aucun des trois derniers emplois n'était lié aux SSH pour seulement 19% d'entre eux.

[13] Lorsqu'on a demandé aux personnes interrogées d'indiquer leurs trois derniers emplois principaux, la moitié n'en ont indiqué qu'un seul, plus d'un tiers en ont indiqué deux et 13% en ont indiqué trois. Il n'est pas clair si les répondants ont déclaré un « emploi » en tant que titre de poste ou en tant qu'institution, mais vu la durée moyenne relativement longue des emplois déclarés (12 ans), il semble qu'il s'agisse de la deuxième possibilité, et donc que les promotions au sein d'une même institution n'ont pas été considérées comme des postes différents par les répondants et n'ont pas été déclarées séparément. Le fait que certains répondants ont considéré l'ensemble de leur emploi dans une institution (indépendamment des différents rangs occupés) comme un seul poste pourrait expliquer les proportions limitées de ceux ayant déclaré deux et trois emplois.

Parmi ceux travaillant dans un domaine des SSH au moment de l'enquête, 12% le faisaient dans un domaine différent de celui de leur plus haut diplôme en SSH. Les chiffres ci-dessus suggèrent un bon niveau de continuité entre la formation universitaire et l'emploi.

Travailler en dehors des SSH

Environ la moitié des répondants qui ne travaillaient pas dans un domaine lié aux SSH au moment de l'enquête le faisaient dans le domaine de l'éducation, à la fois dans les universités et en dehors (écoles publiques et ministères de l'éducation dans ce cas), suivi par les domaines de l'administration, des médias et de la communication. Les emplois en linguistique, droit et gestion d'entreprise sont davantage signalés à l'intérieur des universités, tandis que les emplois dans les domaines de l'administration, des médias et de la communication sont plus fréquents en dehors du cadre universitaire.

En termes d'effectif, le plus grand nombre de répondants à l'enquête occupant des postes non liés aux SSH ont obtenu leur diplôme le plus élevé en sociologie, suivi de la psychologie, des sciences politiques et de la géographie. Les répondants employés dans des établissements universitaires ont été le plus souvent diplômés en psychologie, littérature ou économie, contrairement aux sciences politiques et à la géographie.

Toutefois, la probabilité de travailler dans un domaine autre que les SSH, mesurée en pourcentage de répondants diplômés dans un domaine donné de SSH, est la plus élevée parmi les répondants ayant obtenu leur plus haut diplôme en SSH dans les domaines suivants : études culturelles, études religieuses, psychologie, littérature, études du développement, suivis par les sciences politiques, études de genre, géographie, études régionales, sociologie, philosophie ainsi que la démographie. Les répondants ayant le moins travaillé en dehors de leur domaine d'études supérieures sont les archéologues et les anthropologues, suivis par les historiens et les économistes.

Dans l'ensemble, ces chiffres sont faibles et aucun résultat concluant ne peut en être tiré. Cependant, on peut supposer que l'enseignement est une destination naturelle pour de nombreux titulaires de diplômes en SSH. Certains des autres domaines non liés aux SSH, tels que les médias et les communications, sont également des destinations logiques. Une autre estimation raisonnable est que, avec des variations entre les différents pays arabes, certains domaines des sciences humaines sont moins reconnus que d'autres. Ainsi, les possibilités d'emploi pour les diplômés de domaines tels que les études culturelles sont moindres par rapport à d'autres domaines mieux établis.

Tableau 4 : Emploi hors des SSH par domaine d'études

Discipline du plus haut diplôme en SSH	Nombre de répondants ayant leur plus haut diplôme en SSH dans le domaine	Pourcentage de répondants ne travaillant pas dans le domaine des SSH
Anthropologie	39	8
Archéologie	29	7
Démographie	18	17
Économie	108	13
Études culturelles	21	57
Études du développement	21	24
Études de genre	15	20
Études régionales	10	20
Études religieuses	11	36
Géographie	64	20
Histoire	63	10
Littérature	80	26
Philosophie	43	19
Psychologie	106	28
Sciences politiques	161	21
Sociologie	291	20

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Tableau 5 : Domaines d'emploi et d'études des répondants ne travaillant pas dans le domaine des SSH

	Domaine d'emploi	%	Domaine d'études	%
Répondants universitaires	Éducation	52	Sociologie	20
	Langues / linguistique	12	Psychologie	18
	Administration	9	Littérature	16
	Droit	6	Sciences politiques	12
	Médias / communication	6	Économie	10
	Gestion d'affaires	5	Autre	24
	Autre	10		
Répondants non universitaires	Éducation	42	Sociologie	34
	Administration	23	Sciences politiques	19
	Médias / communication	10	Psychologie	10
	Autre	15	Géographie	10
			Autre	27

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Travailler dans les SSH sans diplôme spécifique au domaine

Moins de 10% des répondants ont déclaré travailler dans un domaine des SSH pour lequel ils n'avaient pas de diplôme, plus fréquemment chez les femmes que chez les hommes. Les pourcentages les plus élevés (bien que les effectifs soient limités) sont observés chez ceux ayant obtenu leur diplôme le plus élevé en SSH en anthropologie ou en études du développement (31% dans les deux cas).

Cependant, la destination la plus populaire pour un emploi en SSH en dehors du domaine de spécialisation a également été les études de développement, ce qui suggère un décalage entre la formation académique et les opportunités d'emploi dans ce domaine particulier. Les répondants ayant travaillé le moins en dehors de leur domaine de formation universitaire sont ceux ayant obtenu leur diplôme le plus élevé en psychologie, en philosophie, en histoire, en économie, en archéologie et en sciences politiques. Une fois encore, les chiffres sont faibles et ne permettent pas de tirer des conclusions définitives. Cependant, étant donné que la plupart des personnes interrogées étaient employées au sein d'universités, les résultats suggèrent prévisiblement peu de mobilité entre les disciplines au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Passer d'un domaine de SSH à un autre

Seuls 8% des répondants ont travaillé dans différents domaines des SSH au cours de leurs trois derniers emplois (jusqu'à trois signalés). Le changement le plus fréquent s'est fait entre les études du développement et l'économie, ce qui est logique étant donné l'affinité de ces deux domaines. Toutefois, le nombre total de tels changements reste faible, ce qui suggère que les parcours professionnels en SSH, du moins dans les universités, suivent des trajectoires rigides.

3b. Pays d'emploi

La majorité des répondants (95%) travaillant dans le domaine des SSH au moment de l'enquête étaient employés dans leur pays d'origine et 5% dans un autre pays arabe. Ce pourcentage augmente avec l'âge et est plus élevé pour les hommes que pour les femmes (6 % contre 3 %), ainsi que pour ceux qui ne sont pas affiliés à une université par rapport à leurs homologues universitaires (9% contre 4%). Un nombre légèrement plus élevé de répondants (9%) ont travaillé à l'extérieur de leur pays d'origine pour au moins un de leurs trois derniers emplois liés aux SSH (jusqu'à trois emplois signalés) : 6% dans un autre pays arabe et 2% dans un pays non arabe. Il est intéressant de noter que les femmes ont plus travaillé auparavant en SSH dans un pays non arabe que les hommes (2,4% contre 1,5%). En ce qui concerne le lieu de travail en dehors du pays d'origine, 85% de ceux ayant opté pour un autre pays arabe se sont employés dans les pays du Conseil de coopération du golfe, en particulier en Arabie saoudite, suivie

par le Qatar et les Emirats arabes unis. D'autre part, les États-Unis ont été la principale destination de ceux ayant travaillé auparavant dans les SSH en dehors de la région arabe (45%), suivis par l'Europe (40%).

Les chiffres présentés dans le paragraphe précédent sont trop faibles pour tirer des conclusions définitives, mais ils suggèrent que les opportunités accordées aux spécialistes des SSH dans la région arabe sont largement liées au pays d'origine et que les efforts visant à améliorer les opportunités de carrière doivent être déployés à l'échelle nationale.

En outre, les longues périodes que les personnes interrogées ont passées au même poste (12 ans en moyenne) suggèrent une faible mobilité professionnelle et, par extension, qu'il n'existe pas beaucoup d'alternatives plus attrayantes pour les spécialistes des SSH, que ce soit dans ou en dehors du monde universitaire. Un examen plus approfondi est nécessaire pour mieux évaluer la sécurité de l'emploi universitaire.

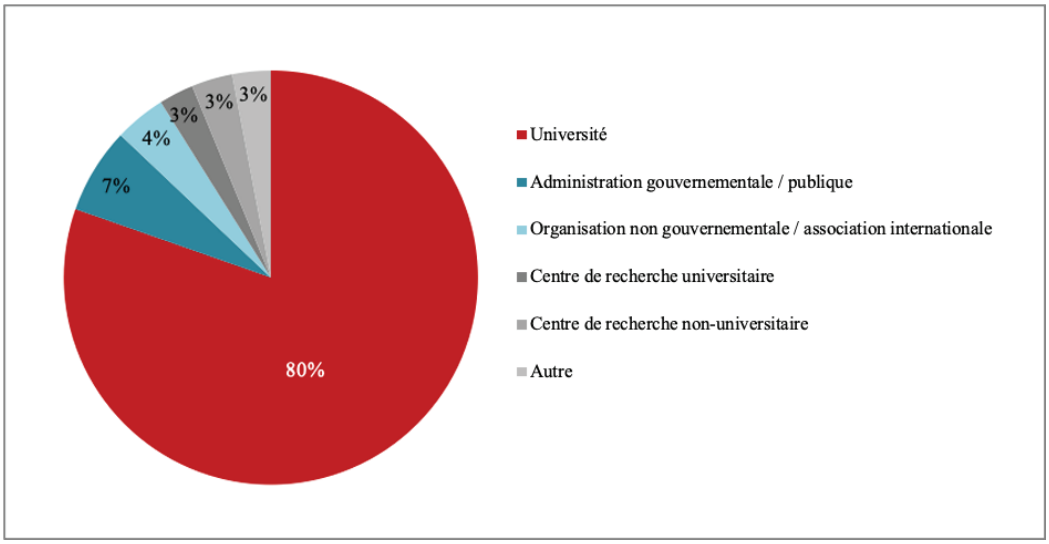
Les opportunités accordées aux spécialistes des SSH dans la région arabe sont largement liées au pays d'origine et que les efforts visant à améliorer les opportunités de carrière doivent être déployés à l'échelle nationale.

3c. Institutions d'emploi

Parmi les répondants travaillant dans le domaine des SSH au moment de l'enquête, 83% étaient employés dans un cadre universitaire (80% dans des universités et 3% dans des centres de recherche universitaires), 7% dans des administrations gouvernementales et publiques, et 3% dans des centres de recherche non universitaires. Un très petit nombre de personnes ont déclaré travailler dans des ONG nationales, régionales et internationales, ainsi que dans des organisations internationales (1% pour chacun de ces cas). Bien que 83% de toutes les personnes interrogées aient travaillé dans des institutions gouvernementales et publiques (y compris les universités publiques) contre seulement 17% dans des institutions privées (y compris les universités privées et les ONG), la part de l'emploi au sein du gouvernement et de l'administration publique semble relativement faible. Si ce chiffre est représentatif, il suggère que la formation en SSH ne permet pas suffisamment d'informer ou de rationaliser la gouvernance et les politiques[14].

[14] Si, comme l'affirme Latreche (2020), le secteur public (y compris les universités et centres de recherche gouvernementaux) constitue la destination naturelle des spécialistes des sciences sociales, il est alors raisonnable de mesurer le succès des sciences sociales à l'aune de la réussite des projets gouvernementaux. Si tel est le cas, l'échec de l'État est dans une certaine mesure une réflexion de l'échec des sciences sociales en matière de rationalisation et d'orientation des politiques étatiques.

Figure 12 : Etablissements d'emploi des répondants travaillant dans le domaine des SSH



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Déterminants démographiques

Les résultats de l'enquête révèlent plusieurs déterminants de la répartition des établissements employant les spécialistes des SSH.

Si l'on examine les établissements employeurs en SSH en fonction de l'âge des personnes interrogées, celles qui travaillent dans les universités sont généralement plus âgées que celles employées dans d'autres secteurs. 88% des répondants de la catégorie d'âge 45-64 ans ont un emploi d'enseignant dans une université, de même que 80% des répondants de la tranche d'âge 35-44 ans. En revanche, seuls 71% des répondants agés de 65 ans et plus et 61% de ceux qui ont moins de 35 ans sont universitaires. Par ailleurs, le pourcentage de personnes travaillant dans des centres de recherche ne dépasse pas 5% dans toutes les catégories d'âge et est le plus élevé chez ceux qui sont agés de moins de 35 ans et de 65 ans et plus (5%). De plus, l'emploi dans le secteur public est le plus élevé chez les moins de 35 ans et diminue régulièrement avec l'âge (jusqu'à 64 ans). Ces chiffres suggèrent que la plupart des répondants à l'enquête préfèrent travailler dans les institutions universitaires, mais la part des postes universitaires est plus faible pour les jeunes spécialistes des SSH et augmente avec l'âge et l'expérience. Ainsi, l'emploi au sein du gouvernement ou des centres de recherche semble être la deuxième meilleure option pour les personnes interrogées pendant qu'elles essaient d'obtenir un poste d'enseignement universitaire.

Tableau 6 : Etablissement d'emploi des répondants travaillant dans le domaine des SSH par âge

		Etablissement d'emploi (%)					
		Université	Centre de recherche universitaire	Centre de recherche non universitaire	Administration gouvernementale / publique	Autre	Total
Âge	Moins de 35	61	5	4	15	15	100
	35-44	80	3	3	8	6	100
	45-54	88	2	3	4	3	100
	55-64	88	1	2	1	8	100
	65 et plus	71	5	5	5	14	100

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

En ce qui concerne les établissements employeurs par niveau d'études supérieures, 88% des répondants titulaires d'un doctorat et travaillant dans des domaines liés aux SSH sont employés au sein d'universités (contre seulement 4% dans des centres de recherche, qu'ils soient universitaires ou non)[15], tandis que des pourcentages plus élevés de ceux ayant uniquement un master travaillent dans des centres de recherche non universitaires (7% contre 2 à 3% pour les titulaires d'une licence et d'un doctorat). En dehors du monde universitaire et de la recherche, seulement 1% des titulaires d'un doctorat en SSH sont employés par des ONG, contre 7% et 8% de ceux dont le diplôme le plus élevé est une licence ou un master. Cela suggère qu'un poste d'enseignant universitaire peut être préférable à un travail dans des centres de recherche ou d'autres environnements pour les titulaires d'un doctorat par rapport aux titulaires de diplômes moins avancés.

Tableau 7 : Etablissement d'emploi des répondants travaillant dans le domaine des SSH par niveau d'études

		Etablissement d'emploi (%)					
		Université	Centre de recherche universitaire	Centre de recherche non universitaire	ONG / organisation internationale	Autre	Total
Plus haut diplôme en SSH	Licence	72	3	3	7	15	100
	Master	54	3	7	8	28	100
	Doctorat	88	2	2	1	7	100

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

[15] Dans la section « Trajectoires de carrière » et sauf indication contraire, la désignation « centres de recherche » inclue ceux affiliés aux universités et ceux qui ne le sont pas.

D'autre part, 68% des répondants ayant obtenu au moins un diplôme en SSH en dehors du monde arabe et travaillant dans ce domaine au moment de l'enquête sont employés au sein d'universités, contre 82% de ceux qui ont obtenu tous leurs diplômes dans leur pays d'origine et 86% de ceux ayant obtenu au moins un dans un autre pays arabe. Parmi ceux ayant obtenu au moins un diplôme en dehors du monde arabe, 9% travaillent dans des centres de recherche, 6% dans des ONG et 7% au sein de l'administration publique. En comparaison, parmi ceux qui ont reçu au moins un diplôme d'un autre pays arabe, 11% travaillent dans des centres de recherche, 2% dans l'administration publique, et aucun dans une ONG. Quant à ceux qui n'ont obtenu leur(s) diplôme(s) que de leur pays d'origine, ils sont 5% à travailler dans des centres de recherche, 1% dans des ONG et 7% au sein de l'administration publique. Ces chiffres suggèrent que les universités nationales sont plus susceptibles d'embaucher des diplômés d'autres universités arabes ou d'universités nationales que des diplômés ayant au moins un diplôme d'une université non arabe. D'autre part, les diplômés ayant reçu au moins un diplôme d'un autre pays arabe ou d'un pays non arabe sont plus susceptibles de travailler dans des centres de recherche. En outre, les personnes ayant au moins un diplôme d'un pays non arabe sont également plus susceptibles de travailler dans des ONG et d'occuper des postes au sein de l'administration publique. Ainsi, compte tenu de la conclusion précédente selon laquelle l'emploi universitaire constitue la forme d'emploi la plus attrayante, les spécialistes des SSH, titulaires d'un diplôme obtenu en dehors du monde arabe, semblent être défavorisés, mais ils occupent une place importante dans les centres de recherche et les ONG.

Les tendances d'emploi varient aussi selon les pays. Parmi ceux dont les cohortes de répondants sont statistiquement significatives, l'Algérie affiche le pourcentage le plus élevé d'emplois en SSH dans les universités (94%), suivie de l'Irak (92%), de la Tunisie (83%), de l'Arabie saoudite (83%), du Soudan (80%), de la Jordanie (79%), de la Palestine (78%), du Maroc (68%), du Liban (68%) et de l'Égypte (58%). Cela implique évidemment que ces pays offrent des possibilités d'emploi universitaire dans cet ordre. Toutefois, cela pourrait également suggérer que les pays présentant les pourcentages les plus bas offrent des possibilités d'emploi alternatives viables. En effet, 15% des répondants d'Égypte sont employés dans des centres de recherche, ce qui est nettement plus élevé que la moyenne de 6% pour l'ensemble du monde arabe, et 13% dans des ONG. En outre, un pourcentage élevé de répondants travaillant dans des domaines liés aux SSH au sein de l'administration publique est observé au Maroc (16%) et en Égypte (12%).

Les possibilités d'emploi en SSH dans les universités diffèrent aussi en fonction du domaine. Sur une moyenne totale de 80% d'emplois universitaires dans tous les domaines, seuls 20% des titulaires d'un diplôme en études du développement sont employés au sein d'universités, suivis par 41% en études de genre et 44% en études religieuses. En revanche, 88% des sociologues, psychologues et anthropologues sont employés dans des universités, avec des pourcentages supérieurs à la moyenne pour la géographie, démographie, littérature et histoire.

Passer d'un type d'institution à un autre

Dans l'ensemble, les répondants les moins susceptibles d'avoir eu des expériences professionnelles dans différents types d'institutions au cours de leurs trois derniers emplois (sur un maximum de trois emplois signalés) sont ceux dont le dernier emploi était au sein d'universités et d'administrations publiques[16]. En effet, 37% et 22% de ceux travaillant dans des universités et des administrations publiques au moment de l'enquête, respectivement, ont travaillé auparavant dans un autre type d'institution (principalement dans des administrations/écoles publiques pour les universitaires et dans des universités pour les fonctionnaires). Inversement, la probabilité est nettement plus élevée pour les personnes employées dernièrement dans des centres de recherche (59%, provenant principalement d'ONG/universités) et des ONG (40%, provenant principalement d'universités et de centres de recherche). Des mouvements entre différents types d'ONG sont également observés. Étant donné que les répondants ont passé en moyenne 12 ans dans leur emploi actuel et que la majorité d'entre eux ont obtenu leur diplôme après l'an 2000, on peut supposer que les spécialistes des SSH ont tendance à travailler dans les universités et les administrations gouvernementales au début de leur carrière professionnelle et/ou à considérer que les opportunités ailleurs sont rares après l'obtention du diplôme.

Il est important de noter que les observations ci-dessus ont été répliquées lors de l'analyse de tous les emplois signalés quel que soit le domaine de travail, ainsi que lors de l'analyse exclusive des emplois liés aux SSH. Toutefois, les chiffres de mobilité sont deux à trois fois moins élevés dans le deuxième cas (15% pour les universités, 7% pour les administrations gouvernementales, 33% pour les centres de recherche et 27% pour les ONG) ; cela montre que les transitions entre institutions s'accompagnent souvent d'un passage d'un domaine des SSH (dans les universités principalement, comme le souligne le paragraphe « Domaine d'emploi ») à un domaine non lié aux SSH (en dehors des universités) ou vice versa.

Il convient également de noter que 15% des répondants sont employés simultanément dans deux établissements différents (ce pourcentage étant légèrement inférieur dans l'échantillon des répondants universitaires, à savoir 12%).

3d. Rangs du corps professoral universitaire

En termes de titre académique, un quart des répondants universitaires sont des professeurs titulaires, 14% des professeurs associés, environ un tiers des professeurs assistants / adjoints / maîtres de conférence et un autre tiers des chargés de cours / de

[16] Il est probable que les répondants travaillant dans des écoles publiques aient souvent sélectionné en réponse au questionnaire l'administration gouvernementale / publique en tant que leur établissement d'emploi (près de la moitié des répondants non universitaires travaillant dans les administrations gouvernementales ont indiqué l'éducation comme domaine d'emploi).

formation / d'enseignement (tableau 8). Cela correspond à une tendance internationale dans les établissements d'enseignement supérieur, où environ 30% du corps professoral sont des conférenciers ou membres auxiliaires. Malgré certaines incohérences, il est possible de tirer quelques conclusions générales. 70% des répondants ont indiqué occuper des postes professionnels de base dans les universités (professeur titulaire, professeur associé, professeurs assistant / adjoint / maître de conférence), tandis que 30% des enseignants universitaires n'occupent pas de postes professionnels de base. Le faible pourcentage de professeurs associés est préoccupant. Les professeurs associés sont des membres productifs des universités qui maintiennent généralement un programme de recherche actif, bénéficient d'une relative sécurité de l'emploi et jouent un rôle essentiel dans les services administratifs de l'université.

Tableau 8 : Titre académique des répondants universitaires

		Tous les répondants universitaires		Répondants universitaires occupant actuellement un poste en sciences sociales	
		#	%	#	%
Rang professoral	**Professeur titulaire**	189	25	170	26
	Professeur associé	105	14	96	15
	Professeur assistant/adjoint/ maître de conférence	237	32	190	29
	Chargé de cours/de formation/d'enseignement	216	29	198	30
	Total	747	100	654	100

Source : Sieverding 2020.

Les femmes (constituant près d'un tiers de l'échantillon universitaire) ont 30% de chances en moins d'avoir occupé un poste de haut niveau en comparaison avec les hommes. Il existe un déséquilibre manifeste entre les genres dans le domaine des SSH universitaires, ce qui se traduit, entre autres, par un nombre d'emplois inférieur et des taux d'emploi à temps partiel plus élevés pour les femmes[17]. Les répondants titulaires d'un doctorat et ceux qui ont obtenu leur diplôme le plus élevé avant 2000 sont plus susceptibles d'occuper des postes de haut niveau que ceux qui sont moins diplômés et ceux qui ont obtenu leur diplôme après 2010, respectivement. Par ailleurs, 12% des répondants universitaires ont un deuxième emploi, mais les réponses ne sont pas suffisantes pour tirer des conclusions généralisables. Néanmoins, on peut supposer

[17] Les femmes ont des taux de transition plus faibles vers des postes universitaires professoraux après les études supérieures, des taux de promotion/titularisation plus faibles et des durées plus longues avant la promotion que les hommes (Ginther et Kahn 2004 ; Wolfinger et al. 2008 ; Misra et al. 2012).

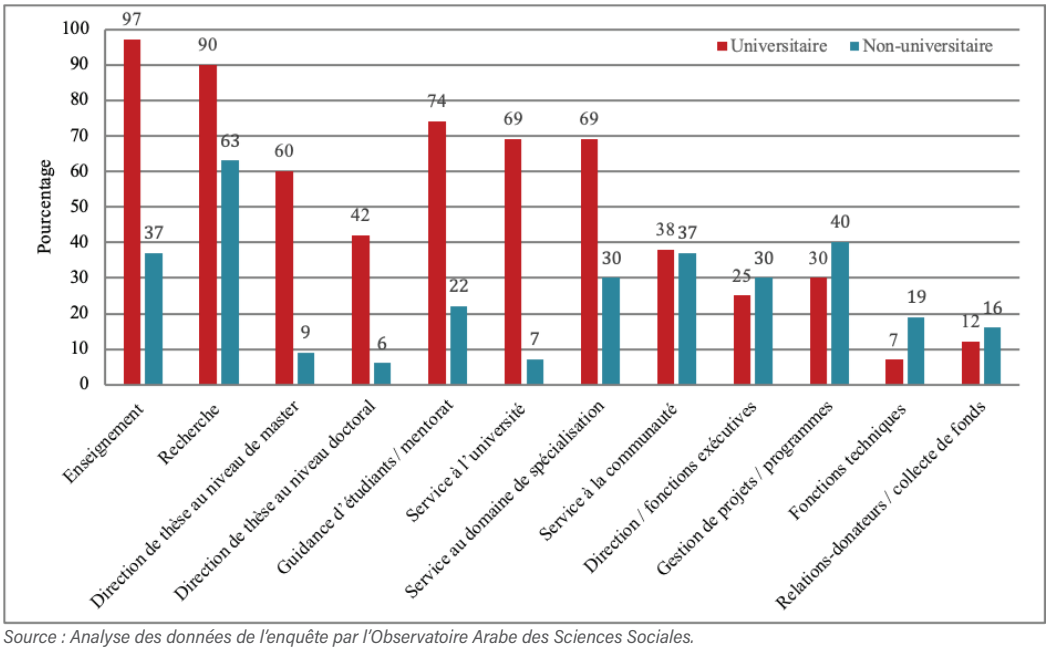
que le fait d'avoir un deuxième emploi empêche les étudiants et les universitaires de consacrer toute leur énergie à l'enseignement et à la recherche.

Plus généralement, étant donné que l'échantillon de l'enquête se concentre sur les spécialistes des SSH travaillant au sein d'universités, et que la majorité des répondants universitaires sont des enseignants, leur rang est une mesure de la réussite professionnelle et, en fait, de la sécurité de l'emploi. Il va sans dire que la deuxième mesure du succès des spécialistes des SSH est la productivité de la recherche et la production de connaissances, réflétée principalement par le volume et la qualité des publications.

3e. Responsabilités professionnelles

Presque tous les répondants employés en SSH au sein d'universités ou centres de recherche universitaires (97%) ont signalé des responsabilités professionnelles comprenant l'enseignement, et 90% ont mentionné la recherche. Les répondants en dehors des universités ont relaté des proportions beaucoup plus faibles d'enseignement (37%) et de recherche (63%). Des taux élevés de participation à des activités de guidance d'étudiants / mentorat (74%), de service à l'université (69%), de service au domaine de spécialité (69%), de direction de thèse au niveau de master (60%) et de doctorat (42%), et de service à la communauté (38%) ont été notés chez les répondants universitaires. En comparaison, les répondants non affiliés aux universités ont plus souvent assumé la gestion de projets, les fonctions techniques et la collecte de fonds.

Figure 13 : Responsabilités d'emploi des répondants universitaires et non universitaires travaillant dans le domaine des SSH



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Cela dit, les résultats montrent que de multiples facteurs semblent avoir une influence sur la nature des responsabilités d'emploi des spécialistes des SSH en poste au sein des établissements universitaires.

Selon le sexe

Les taux d'enseignement universitaire, de recherche et de guidance / mentorat d'étudiants sont comparables pour les hommes et les femmes, mais les hommes sont plus susceptibles d'occuper des postes exécutifs et de supervision, de servir en tant que directeurs ou chefs de département, et d'être impliqués dans des fonctions de service qui s'accompagnent d'une autorité et d'une influence accrues.

En outre, le pourcentage de répondants à l'enquête ayant fourni des services à leur domaine de spécialisation ainsi qu'à la communauté est plus élevé chez les hommes. De plus, un pourcentage plus faible de femmes est impliqué dans la direction des thèses de master (54% de femmes, 63% d'hommes) ou de doctorat (37% de femmes, 46% d'hommes).

Selon l'âge

Les proportions de répondants impliqués dans certaines fonctions varient avec l'âge. Alors que les proportions d'engagés dans l'enseignement et la recherche sont comparable pour toutes les tranches d'âge, et que la prévalence de la recherche atteint un léger pic pour les répondants âgés de 45 à 54 ans avec 92% par rapport à la moyenne générale de 90%, la proportion de répondants offrant des services de mentorat aux étudiants est légèrement plus élevée pour les moins de 35 ans (79%) et diminue à 76% pour les 35-44 ans, 73% pour les 45-54 ans, et 66% pour les 55 ans et plus. Ainsi, les jeunes membres du corps professoral devraient être protégés des tâches administratives au fur et à mesure qu'ils construisent leur carrière, plutôt que d'avoir à assumer des tâches exigeantes qui ne contribuent pas de manière significative à leur avancement professionnel.

La différence entre les tranches d'âge en ce qui concerne l'encadrement des thèses de master et de doctorat est d'autant plus importante (mais également attendue). En effet, la proportion de répondants de moins de 35 ans ayant dirigé des thèses de master est de 26% et elle tombe à 10% pour les thèses de doctorat. Pour la catégorie 35-44 ans, cette proportion passe à 59% pour l'encadrement des thèses de master et à 40% pour les thèses de doctorat. Le pourcentage augmente régulièrement pour les deux tranches d'âge suivantes, atteignant 70% chez les plus de 55 ans pour les thèses de master et 55% pour les doctorats. De même, la proportion de répondants engagés dans le service à l'université, à leur domaine de spécialisation et à la communauté augmente progressivement avec l'âge, passant de 54% à 76%, de 55% à 77% et de 35% à 51% dans chacun de ces domaines de service respectifs.

Selon le niveau d'éducation

Les tâches universitaires dépendent également du niveau d'études supérieures, mais avec des résultats inattendus. Les seuls domaines de services académiques qui semblent suivre un modèle logique sont le mentorat d'étudiants et la direction des thèses de master et de doctorat. Les répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ont une part plus faible de mentorat (67%) que ceux ayant un master (73%) ou un doctorat (75%). Le chiffre des licenciés parait un peu élevé, car il est difficile d'imaginer comment ils pourraient être impliqués dans le mentorat d'autres étudiants au même niveau d'études, à moins que nous entendions par mentorat une sorte de soutien par les pairs[18]. Les répondants n'ayant qu'un master ont une proportion beaucoup plus faible de direction de thèse de master (24%) que ceux ayant un doctorat (74%). En ce qui concerne la direction des thèses de doctorat, les répondants dont le diplôme le plus élevé est un master ne dirigent effectivement pas de thèse de doctorat, tandis que 55% des titulaires de doctorat encadrent des thèses de doctorat.

Par ailleurs, la part d'enseignement est comparable chez les répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ou un doctorat (97% et 98%, respectivement), mais est plus faible chez ceux n'ayant qu'un master (91%). La même tendance se répète pour la recherche (89% pour la licence, 91% pour le doctorat et 85% pour le master), le service à l'université (69% pour la licence, 72% pour le doctorat et 49% pour le master), le service à la profession (64% pour la licence, 75% pour le doctorat et 42% pour le master) et le service à la communauté (36% pour la licence, 40% pour le doctorat et 26% pour le master). Ces résultats sont surprenants et nécessitent une explication. En particulier, on ne comprend pas pourquoi les répondants dont le diplôme le plus élevé est un master, qui sont nettement plus qualifiés que les licenciés, feraient moins d'enseignement, de recherche et de services à l'université et à la profession. Outre une tendance plausible à la sur-déclaration de la part de ces derniers, et étant donné que plus de 60 % de ceux n'ayant qu'un master sont inscrits à des études de doctorat au moment de l'enquête (contre un cinquième des titulaires d'une licence qui font des études de master), il se pourrait aussi que les diplômés de master qui poursuivent des études de doctorat ne sont peut-être pas enclins à consacrer beaucoup d'efforts à d'autres tâches.

Selon le pays d'emploi

La prévalence des responsabilités d'emploi en SSH change aussi d'un pays à l'autre, ce qui pourrait expliquer certaines des anomalies mentionnées dans les paragraphes

[18] Il est surprenant de constater que les répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ont également déclaré avoir dirigé des thèses de master et même de doctorat (10% et 5%, respectivement). Ces chiffres doivent résulter d'une erreur de compréhension de la question de l'enquête. Les réponses des répondants dont le diplôme le plus élevé est un master ou un doctorat sont plus raisonnables.

ci-dessus. La grande majorité des répondants universitaires (97%) titulaires d'un diplôme en SSH assument des fonctions d'enseignement. Seul le Liban se situe nettement en dessous de la moyenne, avec 92%. Les différences entre les pays en matière de recherche sont plus importantes. La participation moyenne à la recherche pour l'ensemble des pays arabes est de 90%. Les pays au-dessus de cette moyenne sont l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie. Les pays en dessous de la moyenne sont l'Irak (84%), la Palestine (79%), le Liban (77%) et l'Arabie saoudite (71%)[19].

D'autre part, le pourcentage moyen d'implication dans le mentorat d'étudiant est de 74%. Les répondants de l'Algérie, de l'Égypte, de la Palestine et de l'Arabie saoudite se distinguent par des chiffres supérieurs à la moyenne, tandis que les chiffres de la Jordanie (71%), de l'Irak (70%), du Maroc (68%), du Soudan (63%), de la Tunisie (56%) et du Liban (54%) sont inférieurs à la moyenne. Les variations sont encore plus prononcées pour la direction des thèses de master et de doctorat. Pour l'encadrement des thèses de master, la moyenne générale est de 60%. Les pourcentages sont supérieurs à la moyenne pour l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Les pays ayant des chiffres inférieurs à la moyenne sont l'Algérie (57%), le Soudan (50%), l'Arabie saoudite (48%), le Liban (46%) et la Palestine (43%). Pour la direction des thèses de doctorat, la moyenne est de 42%, et seuls l'Algérie, l'Égypte et le Maroc affichent des chiffres supérieurs à la moyenne, tandis que les pays suivants enregistrent des chiffres inférieurs à la moyenne : Irak (37%), Liban (31%), Soudan (23%), Tunisie (23%), Jordanie (23%), Arabie saoudite (14%) et Palestine (7%). Le chiffre très bas pour la Palestine est peut-être dû aux conditions difficiles des établissements d'enseignement supérieur sous l'occupation.

Les pays arabes affichent également des chiffres différents pour les services rendus au-delà des fonctions immédiates d'enseignement et de recherche. Pour les services à l'université, la moyenne est de 69%. L'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et le Soudan enregistrent des chiffres supérieurs à la moyenne, tandis que des chiffres inférieurs à la moyenne sont notés pour l'Irak (68%), la Palestine (68%), le Maroc (56%), la Tunisie (56%) et le Liban (54%). Les services rendus au domaine/à la profession diffèrent également d'un pays à l'autre, avec une moyenne de 70%. L'Algérie, la Jordanie, le Liban, le Maroc et le Soudan se situent au-dessus de la moyenne contrairement à l'Égypte (69%), l'Irak (68%), la Tunisie (59%), la Palestine (55%) et l'Arabie saoudite (52%). Enfin, en ce qui concerne les services à la communauté, la moyenne est de 38% ; l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et le Soudan affichent des chiffres au-dessus de la moyenne, tandis que seules l'Arabie saoudite, l'Algérie et la Tunisie sont en dessous de la moyenne, avec respectivement 33%, 22% et 21%.

[19] Seuls les pays comptant plus de 20 répondants ont été inclus dans cette analyse ; les pays qui ne sont pas référencés ici comptaient tous moins de 20 répondants.

Il est intéressant de noter que l'Algérie est proche de la moyenne dans un cas, mais qu'elle se situe toujours au-dessus de la moyenne dans les autres cas, alors que le Liban se situe toujours en dessous de la moyenne. Les seuls chiffres égaux ou supérieurs à la moyenne pour le Liban sont les services rendus au domaine (77%) et à la communauté (39%). Il se peut qu'avec un grand nombre d'universités privées par rapport à la taille de la population, les universités libanaises puissent se permettre d'embaucher des spécialistes des SSH sans leur demander autant de tâches d'enseignement ou de recherche. Il est également intéressant de noter que les répondants libanais ont la part la plus faible de services à l'université, en plus des réponses inférieures à la moyenne pour les fonctions d'enseignement et de recherche au sein de l'université, mais qu'ils avaient une perception exagérée de leurs services rendus à la profession ou à la communauté. Ces résultats suggèrent notamment qu'à quelques exceptions près, il n'est pas possible d'estimer que l'enseignement universitaire privé est de meilleure qualité que l'enseignement universitaire public.

Selon le domaine académique

Le domaine d'études représente une autre variable qui influe sur les fonctions exercées dans les universités et les centres de recherche universitaires. La proportion globale de répondants universitaires qui enseignent est de 97%, dans le domaine des SSH contre 90% pour la recherche, 74% pour l'encadrement des étudiants 60% et 42% pour la direction des thèses de master et de doctorat, et 69%, 69% et 38% pour les services à l'université, à la profession et à la communauté respectivement. Si l'on creuse dans les disciplines individuelles, certaines de ces fonctions sont soumises à des facteurs structurels que l'on ne peut que présumer à partir de témoignages, mais qui ne peuvent être validés empiriquement à partir des données qui sont disponibles. Par exemple, il est logique que les proportions de direction de thèses au niveau doctoral soient plus basses lorsqu'il n'y a pas autant de programmes de doctorat offerts dans un domaine particulier. Effectivement, le petit nombre de répondants à l'enquête dans certains domaines et disciplines suggère que ces domaines ne sont peut-être pas fortement représentés dans les universités et, dans tous les cas, les petits nombres réduisent notre capacité à tirer des conclusions statistiquement valables pour ces domaines.

Compte tenu de ce qui précède, nous pouvons diviser en trois groupes les domaines de SSH signalés par les répondants universitaires. Le premier comprend les quatre domaines pour lesquels nous disposons du plus grand nombre de répondants (par ordre décroissant de prévalence) : la sociologie, les sciences politiques, l'économie et la psychologie. On peut supposer que ces disciplines sont les plus représentées dans les universités, si ce n'est en termes de nombre de départements et de programmes, du moins en termes de nombre de répondants diplômés ou travaillant dans ces domaines. Sur le nombre total de répondants à l'enquête, les pourcentages

d'universitaires sont de 92% pour la sociologie, 89% pour la psychologie, 83% pour les sciences politiques et 78% pour l'économie (tableau 9). Comme il s'agit du domaine le plus standard et le plus traditionnel des sciences sociales, la forte proportion de sociologues travaillant dans des universités est prévisible. D'autre part, l'économie constitue la discipline la plus récemment ajoutée aux programmes offerts par les universités mais la proportion élevée d'emplois universitaires dans ce domaine est fonction de sa popularité, qui à son tour ressort de la position qu'il occupe à la frontière entre les sciences sociales et les professions libérales. Ces quatre domaines enregistrent des tâches d'enseignement proches de la moyenne (95-100% par rapport à une moyenne de 97%) et des activités de recherche supérieures à la moyenne (91-96% par rapport à une moyenne de 90%), ainsi que des proportions proches ou supérieures à la moyenne d'encadrement d'étudiants, de direction de thèses de master et de doctorat, et de services offerts à l'université, à la profession et à la communauté.

Le deuxième groupe comprend les disciplines traditionnelles qui constituent la base des SSH universitaires et pour lesquelles le nombre de répondants n'est pas aussi élevé que pour les quatre premiers, mais suffisant pour être statistiquement instructif. Ce groupe comprend les domaines suivants (par ordre de prévalence) : littérature, histoire, géographie, philosophie, anthropologie et archéologie. Les pourcentages d'universitaires sont les plus élevés pour l'anthropologie (92%), la géographie (87%), la littérature (86%) et l'histoire (84%), suivis par la philosophie (79%) et l'archéologie (74%). Quatre de ces domaines (archéologie, géographie, histoire et philosophie) enregistrent des tâches d'enseignement proches/supérieures à la moyenne générale (96-100%), mais seules la philosophie et la géographie affichent des activités de recherche proches/supérieures à la moyenne (97% et 90% respectivement, par rapport à la moyenne de 90%). Les proportions de chercheurs parmi les répondants des autres domaines est de 86% pour l'anthropologie, 83% pour la littérature, 80% pour l'archéologie et 77% pour l'histoire. Les chiffres de l'enseignement et de la recherche pour la plupart de ces domaines sont proches de la moyenne, ce qui est logique pour les domaines et disciplines qui ont l'avantage d'être traditionnels et bien établis dans le monde universitaire, mais aussi pour les domaines qui offrent moins de possibilités d'emploi en dehors des universités. Les deux seules anomalies observées sont les proportions de répondants universitaires impliqués dans la recherche en philosophie et en histoire. Avec 97%, la part de la philosophie dans la recherche est bien supérieure à la moyenne de 90%. Cela peut s'expliquer par le fait que ce domaine a peu d'applications pratiques en dehors de la recherche universitaire. D'autre part, il est quelque peu surprenant que la proportion d'historiens universitaires indiquant des activités de recherche soit inférieure à la moyenne (77% contre 90%). Cela peut suggérer que de nombreuses universités emploient des historiens pour assurer des fonctions d'enseignement de base, mais n'offrent pas autant d'opportunités de recherche et de formation de niveau avancé.

Dans les deux groupes de domaines susmentionnés, il existe une corrélation directe entre la recherche et la direction de thèses en master et surtout en doctorat. La plupart des répondants travaillant dans les domaines affichant des activités de recherche supérieures à la moyenne se sont également démarqués par un taux de direction de thèses supérieur à la moyenne. De même, la majorité des répondants dans les domaines où les activités de recherche sont inférieures à la moyenne font également état d'un taux d'encadrement de thèses inférieur à la moyenne. A titre d'exemple, dans les deux groupes de domaines susmentionnés (statistiquement significatifs), la philosophie enregistre le taux le plus élevé d'activités de recherche (97% contre 90% en moyenne) ainsi que d'encadrement de thèses de doctorat (57% contre 42% en moyenne). D'autre part, l'histoire affiche le taux le plus faible d'activité de recherche (77% par rapport à une moyenne de 90%) et d'encadrement de thèses de master et de doctorat (43% et 21%, respectivement, par rapport à des moyennes de 60% et 42%).

En outre, bien que les proportions de personnes interrogées ayant assuré des services de guidance et mentorat d'étudiant soient proches ou supérieures à la moyenne pour la plupart des domaines susmentionnés, la proportion est la plus faible dans le domaine de l'histoire (60%, par rapport à une moyenne de 74%), tout comme pour le service à l'université (62%, par rapport à une moyenne de 69%) et le service à la profession (55%, par rapport à une moyenne de 69%). La proportion d'historiens universitaires ayant rendu des services à la communauté est également faible (28%, par rapport à une moyenne de 38%), bien que les proportions soient plus basses pour les domaines de l'archéologie (25%), de la philosophie (23%) et de la littérature (17%). Les chiffres ci-dessus montrent que, par rapport à d'autres disciplines traditionnelles des SSH, les historiens des universités arabes sont davantage des enseignants et moins des chercheurs, et qu'ils s'investissent le moins dans la reproduction académique et professionnelle de leur domaine. Cela soulève également la question suivante : qui écrit les histoires nationales et régionales ? Plus généralement, les historiens arabes sont-ils engagés dans l'écriture d'histoires globales du point de vue du monde arabe ?

Le troisième groupe de domaines comprend des disciplines des SSH qui tendent à être des ajouts plus récents aux programmes académiques offerts par les établissments universitaires (et qui, par conséquent, n'y sont pas aussi largement représentées) et pour lesquelles nous avons le plus petit nombre de répondants à l'enquête : démographie, études de genre, études culturelles, études du développement, études régionales et études religieuses. Les petits nombres (10-21 répondants dans l'ensemble, seulement 4-13 employés au sein d'universités dans chaque domaine) limitent considérablement les conclusions que nous pouvons tirer sur ces champs d'études multidisciplinaires relativement nouveaux (à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des universités).

Tableau 9 : Responsabilités d'emploi des répondants universitaires travaillant dans le domaine des SSH

	Répondants universitaires		Pourcentage de répondants universitaires exerçant chaque responsabilité d'emploi							
Domaine d'emploi	**Nombre**	**Pourcentage parmi les répondants employés dans le domaine**	**Enseignement**	**Recherche**	**Guidance d'étudiants / mentorat**	**Direction de thèse au niveau de master**	**Direction de thèse au niveau doctoral**	**Service à l'université**	**Service à la profession**	**Service à la communauté**
Tous les domaines des SSH	712	83	97	90	74	60	42	69	69	38
Groupe 1										
Sociologie	207	92	95	91	74	64	49	69	72	36
Science politique	105	83	99	90	77	56	38	66	69	35
Économie	76	78	97	96	75	61	45	68	68	42
Psychologie	68	89	100	93	74	59	51	76	79	49
Groupe 2										
Littérature	53	91	94	83	83	60	28	66	64	17
Histoire	47	84	100	77	60	43	21	62	55	28
Géographie	41	89	98	90	76	66	39	78	68	61
Philosophie	30	79	97	97	67	57	57	73	73	23
Anthropologie	22	92	95	86	77	59	32	68	59	45
Archéologie	20	74	100	80	75	60	40	80	80	25
Groupe 3										
Démographie	13	93	92	92	77	62	54	62	77	46
Études de genre	8	47	88	88	50	38	25	50	50	63
Études culturelles	7	78	100	100	57	71	29	57	57	43
Études du développement	7	28	100	71	29	71	43	71	43	71
Études régionales	4	80	100	100	75	50	25	75	50	25
Études religieuses	4	44	100	100	100	50	0	100	100	25

Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de l'enquête.

4. Recherche et production de connaissances

L'augmentation considérable du nombre d'universités arabes au cours des deux dernières décennies a eu des effets différents selon les domaines, ceux nouvellement introduits offrant vraisemblablement de nouvelles opportunités d'emploi. Mais quel est l'effet de l'augmentation du nombre d'universités et de la recherche en SSH qui en découle sur les carrières universitaires et la productivité de la recherche ? Pour mieux cerner la question, existe-t-il une corrélation entre la forte augmentation du nombre d'universités et de départements de SSH et la production de recherche en SSH, en

termes de volume et - dans la mesure où cela peut être déduit d'indicateurs externes - de qualité ? Nous explorerons certaines de ces questions dans les sections qualitatives du rapport, mais voyons d'abord ce que nous pouvons apprendre de l'enquête.

4a. Qui est impliqué dans la recherche ?

Sur l'ensemble des répondants, 93% ont participé à des travaux de recherche au cours des dix dernières années. Ce pourcentage tombe à 86% pour les recherches en SSH exclusivement dont 7% dans des domaines différents de ceux de leurs diplômes.

Les proportions régionales les plus élevées en matière d'engagement dans la recherche en SSH au cours des dix dernières années sont enregistrées dans la région Égypte/ Soudan (91%), suivie par le Maghreb, où la proportion est égale à la moyenne (86%), puis par le Machreq, avec 83%. La plupart des pays ayant fourni plus de 50 réponses ont affiché des proportions de recherche proches ou supérieures à la moyenne : l'Irak à 96%, la Tunisie à 94%, l'Egypte à 93%, la Palestine à 91%, le Soudan à 90%, l'Algérie et le Maroc à 85% chacun, et la Jordanie à 83%. La plupart des pays ayant un plus petit nombre de répondants ont enregistré des proportions moindres. Par exemple, sur les 33 répondants du Liban, 58% ont mené des recherches dans un domaine des SSH ; et sur les 22 répondants du Yémen, 64% ont mené de telles recherches (tableau 10).

Tableau 10 : Implication dans la recherche en SSH par pays de citoyenneté

	Implication dans la recherche en SSH au cours des 10 dernières années		
	#	%	*Parmi*
Algérie	272	85	*320*
Arabie saoudite	7	64	*11*
Bahreïn	1	100	*1*
Egypte	123	93	*132*
Emirats arabes unis	1	100	*1*
Irak	66	96	*69*
Jordanie	50	83	*60*
Koweit	2	67	*3*
Liban	19	58	*33*
Libye	6	75	*8*
Maroc	146	85	*171*
Mauritanie	1	50	*2*
Oman	1	100	*1*
Palestine	74	91	*81*
Somalie	0	0	*3*
Soudan	35	90	*39*
Syrie	11	85	*13*
Tunisie	51	94	*54*
Yémen	14	64	*22*

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Le pourcentage de répondants impliqués dans la recherche en SSH au cours des dix dernières années augmente quelque peu avec l'âge : 83% pour les âgés de moins de 35 ans, 85% pour les 35-44 ans, 88% pour les 45-64 ans et 87% pour les 65 ans et plus. Les hommes ont un pourcentage plus élevé (88%) par rapport aux femmes (81%).

De plus, les activités de recherche en SSH sont, comme on pouvait s'y attendre, plus fréquentes chez les répondants titulaires d'un doctorat en SSH (92%), contre 77% chez ceux qui détiennent un master uniquement et 75% chez ceux dont le diplôme le plus élevé est une licence. Une explication plausible de cette tendance pourrait être la proportion plus élevée d'emplois en dehors des universités et des centres de recherche chez les titulaires d'un master, d'autant plus que certains masters visent à améliorer les possibilités d'emploi (ce que l'on appelle souvent un master professionnel) et ne sont pas nécessairement axés sur la recherche.

D'autre part, un pourcentage plus élevé de répondants employés au sein d'universités (89%), y compris dans des centres de recherche universitaires, sont impliqués dans la recherche en SSH, par rapport à ceux qui ne sont pas affiliés à des universités (76%). Bien que leur nombre ne soit pas élevé relativement à celui des spécialistes des SSH employés au sein d'universités, les répondants travaillant dans des établissements de recherche non universitaires affichent le pourcentage le plus élevé d'implication dans la recherche au cours des dix dernières années (94%), contre 73% pour ceux des centres de recherche universitaires. Après les universités, le deuxième plus grand groupe de répondants est celui des fonctionnaires du gouvernement ou de l'administration publique, dont 73% effectuent des recherches en SSH. Ce pourcentage est plus faible pour le nombre beaucoup plus petit de spécialistes des SSH employés par une agence ou une organisation internationale (63%). Les pourcentages de répondants travaillant pour des ONG nationales ou internationales et déclarant participer à la recherche sont respectivement de 83% et 84%, ce qui est beaucoup plus élevé que chez ceux travaillant pour des ONG régionales (64%). Ainsi, les pourcentages les plus élevés d'implication dans la recherche sont chez les spécialistes des SSH employés dans des centres de recherche non universitaires, suivis par les universitaires.

Il semble également y avoir une certaine corrélation entre le pays d'obtention du diplôme en SSH et la probabilité d'implication dans la recherche en SSH. Le pourcentage moyen pour ceux qui ont effectué toutes leurs études supérieures dans leur pays d'origine est de 85%, suivi par 89% pour ceux ayant obtenu au moins un diplôme dans un pays non arabe. Le pourcentage le plus élevé est observé chez les personnes ayant obtenu au moins un diplôme dans un pays arabe autre que leur pays d'origine (92%). Cela montre que l'obtention d'un diplôme dans un autre pays arabe expose les répondants à des avenues régionales accessibles pour mener des recherches et les publier. Toutefois, il est difficile de tirer des conclusions solides sur la base de ces seuls chiffres.

4b. Couverture géographique des recherches

Des proportions comparables d'hommes (68%) et de femmes (64%) effectuent des recherches axées sur le plan national, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, sur leur propre pays de citoyenneté (94%). Les proportions de recherches couvrant le monde entier sont également comparables (36% pour les hommes et 35% pour les femmes). Toutefois, des proportions différentes sont enregistrées pour les hommes et les femmes dont les recherches sont régionales (56% et 41% respectivement).

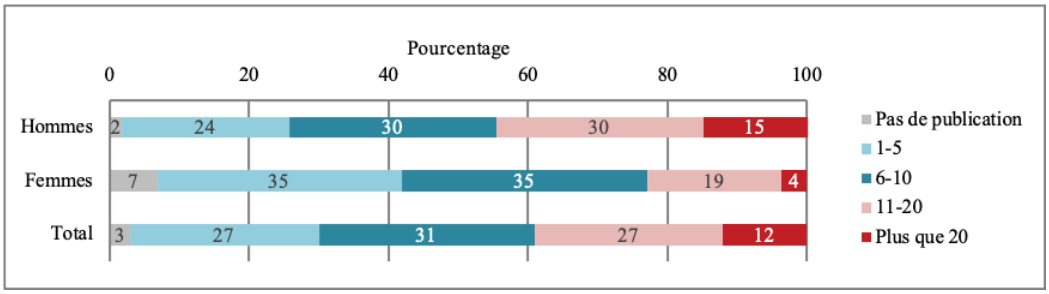
Parmi les répondants impliqués dans des recherches à portée régionale, 60% couvrent l'Afrique du Nord et 17% l'Asie occidentale. En ce qui concerne les pays étudiés dans ces recherches, ceux d'Afrique du Nord sont les plus couverts (Maroc dans 46% des cas, Tunisie 45%, Algérie 45%, Egypte 43%), suivis par la Jordanie (26%), l'Arabie saoudite (22%), la Palestine (21%), la Syrie (20%), le Liban (20%), l'Irak (20%), la Libye (19%), les Emirats arabes unis (15%), le Qatar (14%), le Soudan (14%), la Mauritanie (14%), le Koweït (13%), le Yémen (11%), le Sultanat d'Oman (11%), le Bahreïn (9%), la Somalie (5%), le Djibouti (2%) et les Comores (2%). Les femmes sont deux à quatre fois moins susceptibles que les hommes de mener des recherches sur les pays du Golfe arabe, la Libye et la Mauritanie, mais plus inclinées à étudier le Liban, la Palestine et la Syrie.

Parmi les répondants menant des travaux de recherche à l'échelle nationale, environ 6% travaillent sur des pays autres que leur propre pays de citoyenneté. Les chiffres les plus élevés sont enregistrés en Egypte (7 répondants au total, soit 8% des répondants égyptiens), Maroc (6, 6%), Algérie (5, 3%), Irak (5, 11%) et Jordanie (4, 13%). 29% des répondants étudient une autre région que la leur, surtout ceux originaires de Jordanie (23 au total, soit 70% des répondants jordaniens), d'Egypte (21, 31%), de Palestine (20, 54%), du Soudan (16, 73%), d'Irak (9, 29%), du Maroc (8, 9%), du Yémen (5, 56%), et de Tunisie (4, 16%). Ainsi, les spécialistes arabes en SSH mènent principalement des recherches sur des sujets locaux, et il existe une nette pénurie de recherches régionales et internationales. Ceci est probablement dû au manque de ressources ou d'opportunités de collaborations internationales pour soutenir le travail de terrain en dehors des pays d'origine des répondants.

4c. Volume de publication

Sur les 876 répondants impliqués dans la recherche en SSH au cours des dix dernières années, 97% ont publié leurs résultats au moins une fois. Ce chiffre est plus élevé chez les hommes que les femmes (98% contre 93%). Parmi ceux ayant publié leurs résultats, 62% ont 10 publications ou moins, tandis que 38% ont plus de 10. Le volume total des publications a approché les 9 000 publications au cours de cette période. La figure 14 présente une répartition plus détaillée du volume de publications.

Figure 14 : Volume de publication en SSH au cours des 10 dernières années par sexe



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Une approche plus instructive de la mesure de la production de recherche consisterait à évaluer la répartition du volume de publications en fonction de l'âge, du sexe, du pays de citoyenneté, des établissements employeurs, du diplôme le plus élevé obtenu, du lieu d'obtention du diplôme le plus élevé et, ce qui est peut-être le plus important du domaine de recherche.

Le volume de publications varie en fonction de l'âge. Comme on pouvait s'y attendre, la proportion de répondants avec plus de 10 publications au cours des 10 dernières années est la plus faible chez les âgés de moins de 35 ans (17%) et augmente avec l'âge : 33% des 35-44 ans et environ 50% des plus de 45 ans. La proportion de femmes ayant publié plus de 10 fois au cours des 10 dernières années est de 23%, contre 45% pour les hommes. Cela peut s'expliquer par la proportion plus élevée de femmes dans les tranches d'âge inférieures.

Par pays, la proportion de répondants ayant publié plus de 10 fois au cours des 10 dernières années est la plus élevée dans la région Egypte/Soudan (44%), suivie par le Machreq (41%), et le Maghreb (35%). Pour les pays ayant un nombre significatif de répondants, les proportions les plus élevées au-dessus de la moyenne de 38% sont observées en Jordanie (60%), en Irak (54%), au Soudan (54%), au Maroc (42%) et en Égypte (41%). Les pays ayant enregistré des proportions inférieures à la moyenne sont l'Algérie (32%), la Tunisie (31%), la Palestine (22%) et le Liban (21%). Le nombre de répondants des autres pays est trop faible pour permettre des conclusions statistiques fiables.

Parmi les répondants universitaires, 43% ont produit plus de 10 publications au cours des 10 dernières années, contre seulement 24% pour ceux travaillant en dehors des universités. Ces proportions varient également en fonction du niveau de diplôme le plus élevé : 37% pour les répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ont produit plus de 10 publications au cours des 10 dernières années. La proportion tombe à 11% pour les répondants n'ayant qu' un master, et augmente à 44% pour ceux qui détiennent un doctorat. La proportion plus élevée au niveau doctoral est logique, mais l'écart

important entre la proportion de licenciés (37%) et de titulaires d'un master (11%) exige une explication. Il se peut que certains répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence et qui sont employés par des institutions universitaires et de recherche soient plus susceptibles de publier dans des avenues qui n'exigent pas des normes académiques élevées. Il est également possible que ceux dont le diplôme le plus élevé est un master aient opté pour ce diplôme afin d'améliorer leurs opportunités professionnelles. Par ailleurs, si les répondants titulaires d'un master poursuivent leurs études et préparent leur doctorat tout en travaillant pour gagner leur vie, il est très probable qu'ils n'aient pas le temps de s'occuper d'autres tâches que la recherche doctorale. Enfin, il est possible que les répondants titulaires d'un master soient plus familiers avec les exigences courantes de la publication académique et qu'ils soient donc réticents à se précipiter dans la publication sans respecter ces normes. Il est intéressant de noter que, quel que soit le niveau du diplôme le plus élevé obtenu, les répondants ayant obtenu leur diplôme en dehors de la région arabe ont un nombre de publications nettement inférieur à celui de leurs homologues résidant dans la région arabe.

En ce qui concerne les domaines de recherche, la philosophie et les études du développement enregistrent les proportions les plus élevées de chercheurs ayant plus de 10 publications au cours des 10 dernières années (63% et 53%, respectivement). Ce pourcentage est également supérieur à la moyenne pour l'économie et la science politique (45% chacun), proche de la moyenne (38%) pour la géographie, l'histoire et la psychologie, et nettement inférieur pour tous les autres domaines, y compris la sociologie (33%) (tableau 12).

4d. Voies de publication

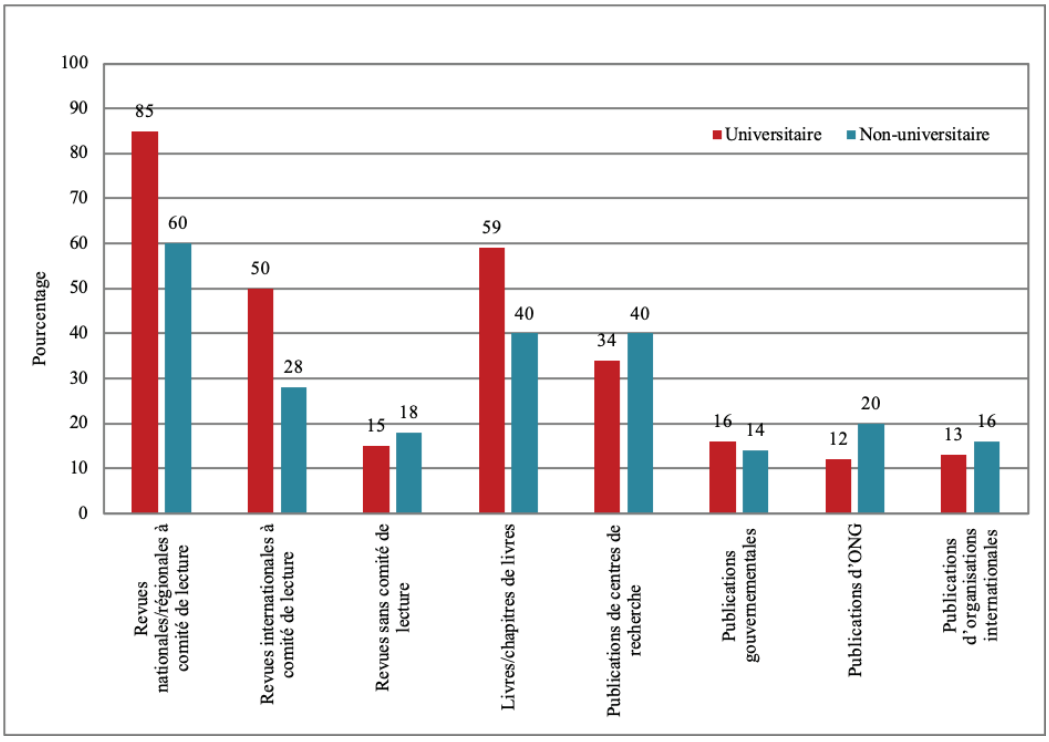
Les répondants à l'enquête ont le plus souvent publié les résultats de leurs recherches en SSH dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture (79% des répondants), des livres (54%), des revues internationales à comité de lecture (44%) et des publications de centres de recherche (36%).

Revues à comité de lecture

La publication dans des revues à comité de lecture est probablement le critère le plus reconnu pour mesurer la qualité de la production de connaissances. Parmi les répondants impliqués dans la recherche en SSH au cours des dix dernières années, 79% ont publié dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture. Les proportions varient en fonction de l'âge : 65% des âgés de moins de 35 ans, 79% des 35-44 ans, 83% des 45-54 ans et 84% des plus de 55 ans. La différence entre les sexes est également évidente, 82% des hommes et 71% des femmes ayant publié dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture. En termes de région, le pourcentage le plus élevé de répondants ayant publié dans ces revues est enregistré au Maghreb (85%), avec une baisse notable à 72% pour ceux de la de la région

Egypte/Soudan et 71% pour ceux du Machreq. En outre, 74% des répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ont publié dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture. Ce pourcentage tombe à 56% pour les répondants n'ayant qu'un master et augmente à nouveau pour atteindre 86% pour les répondants titulaires d'un doctorat. Une fois de plus, il semble que, par rapport aux répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence ou un doctorat, les titulaires de master soient trop occupés à travailler sur leur thèse, ou peut-être même à travailler tout en étudiant, et qu'il leur reste peu de temps pour publier dans des revues à comité de lecture. En outre, la part de publication dans ces revues compétitives est de 85% chez les répondants affiliés à une université, contre 60% pour les non-universitaires. Enfin, la proportion de telles publications est de 78% parmi les répondants dont le principal domaine de recherche est les sciences sociales contre 82% de ceux spécialisés en sciences humaines[20].

Figure 15 : Voies de publication employées par les chercheurs universitaires et non-universitaires en SSH



Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

[20] Dans cette section, les « sciences humaines » font référence aux domaines de l'histoire, de l'archéologie, de la philosophie, de la littérature, des études culturelles et des études religieuses, tandis que tous les autres domaines de publication sont regroupés sous la désignation « sciences sociales » (sociologie, démographie, anthropologie, psychologie, géographie, études de genre, économie, sciences politiques, études du développement et études régionales).

La publication dans les revues internationales à comité de lecture est particulièrement intéressante, car elle montre, entre autres, le respect de normes de publication plus strictes et est également révélatrice du niveau d'intégration au sein des réseaux internationaux de chercheurs. Au total, 390 répondants ont publié dans des revues internationales à comité de lecture, contre 693 répondants pour les nationales ou régionales. Ces deux chiffres sont bien plus élevés que le nombre de répondants ayant publié dans des revues sans comité de lecture (140). Une fois de plus, l'importance de ces chiffres s'est plus confirmée car, bien que la majorité des répondants aient été formés et employés dans leur pays d'origine, près de la moitié d'entre eux considèrent qu'il est utile de publier dans un cadre international.

La proportion de répondants universitaires ayant publié dans des revues internationales à comité de lecture (50%) est beaucoup plus élevée que celle des répondants non affiliés à une université (28%), ce qui indique que le motif de publication au niveau international est lié, en partie, aux exigences ou aux attentes de l'université. En moyenne, 44% de tous les répondants possèdent des publications dans des revues internationales à comité de lecture, dont 32% des âgés de moins de 35 ans, 43% des 35-44 ans, 48% des 45-54 ans et 52% des 55 ans et plus. Les proportions d'hommes et de femmes publiant dans ce genre de revues sont comparables, avec respectivement 45% et 44%.

Au niveau régional, les répondants du Machreq ont le plus publié dans des revues internationales à comité de lecture (48%), suivis par les ceux du Maghreb (45%) et ceux de la région Egypte/Soudan (37%). Il n'est pas clair si cela signifie que les spécialistes des SSH du Maghreb et du Machreq sont davantage intégrés dans des réseaux internationaux ou si ceux de la région Egypte/Soudan disposent d'un plus grand nombre de lieux de publication locaux alternatifs.

En ce qui concerne le diplôme le plus élevé, les répondants ayant un doctorat ont, comme on pouvait s'y attendre, la proportion la plus élevée (52%) de publications dans des revues internationales à comité de lecture, mais comme indiqué précédemment pour la publication en général, cette proportion est plus élevée chez ceux dont le diplôme le plus élevé est une licence (37%) par rapport aux titulaires de master uniquement (22%). Cet écart est particulièrement remarquable car il montre que les répondants titulaires d'une licence sont déjà familiarisés avec les exigences de publication des revues internationales et, pour une raison quelconque, sont plus susceptibles de publier dans ces revues que ceux qui ont un master.

De plus, la proportion de chercheurs en sciences humaines ayant publié dans des revues internationales à comité de lecture (45%) est presque la même que celle des chercheurs en sciences sociales (44%). Au sein des sciences sociales, les chercheurs en sociologie et dans les domaines connexes (anthropologie, démographie, études de genre, géographie et psychologie) ont des proportions plus élevées que ceux

en économie, en sciences politiques et dans les domaines connexes (études du développement et études régionales) (46% contre 41%). Enfin, les répondants ayant obtenu leur diplôme le plus élevé en dehors du monde arabe et ceux qui maîtrisent l'anglais sont nettement plus susceptibles de publier dans des revues internationales à comité de lecture.

Comme le montrent ces résultats, une proportion non négligeable de spécialistes des SSH arabes reconnaissent l'importance particulière de publier dans des revues internationales à comité de lecture, malgré les difficultés relatives liées à la publication au niveau international. Ces défis comprennent, entre autres, la nécessité de se familiariser avec les divers critères éditoriaux des différentes revues internationales, les longues périodes d'attente souvent rencontrées pour publier dans ces revues, et la difficulté de convaincre les revues internationales de publier sur des sujets régionaux spécialisés, souvent considérés comme étant en dehors du courant dominant.

Le nombre total de répondants ayant publié dans des revues à comité de lecture (1 083) est presque huit fois plus élevé que le nombre de ceux ayant publié dans des revues sans comité de lecture (140). Toutefois, si nous ajoutons certaines des autres publications qui ne sont pas susceptibles d'être évaluées par un comité de lecture (livres ou chapitres de livres, revues non évaluées par un comité de lecture, publications gouvernementales et d'ONG), les chiffres cumulés globaux sont comparables. En outre, comme nous le verrons plus loin dans le rapport, la rigueur du processus d'évaluation par un comité de lecture varie selon les lieux et les institutions régionales et, dans certains cas, semble être nominale et entachée de graves défauts.

Contrairement aux proportions enregistrées pour les revues internationales à comité de lecture, la proportion de répondants ayant publié dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture est la plus élevée au Maghreb (85%), puis dans la région Egypte/Soudan (72%), et la plus faible au Machreq (71%). Il convient également de noter que si les proportions de répondants masculins et féminins rapportant des publications dans des revues internationales à comité de lecture sont presque identiques (45% contre 44%), la proportion de publications nationales ou régionales à comité de lecture est plus élevée parmi les hommes (82% contre 71%). Tout aussi significatif est le fait que la proportion de répondants masculins faisant état de publications non évaluées par un comité de lecture (18%) est nettement plus élevée que la proportion de répondantes (11%). Ces chiffres suggèrent qu'une plus grande proportion de chercheuses en SSH visent les voies de publication les plus exigeantes et évitent de publier dans celles qui sont moins révisées, ce qui à son tour indique qu'elles s'imposent des normes académiques plus élevées que leurs homologues masculins, peut-être pour contrer les préjugés sexistes inhérents au marché du travail.

Tableau 11 : Déterminants de publication de recherches en SSH dans les revues à comité de lecture et livres

		Voie de publication (%)		
		Revues nationales/ régionales à comité de lecture	Revues internationales à comité de lecture	Livres/chapitres de livres
Âge	Moins de 35	65	32	37
	35–44	79	43	52
	45–54	83	48	60
	55 et plus	84	52	65
Sexe	Hommes	82	45	55
	Femmes	71	44	52
Nationalité	Maghreb	85	45	59
	Région Egypte/Soudan	72	37	49
	Mashreq	71	48	48
Plus haut diplôme en SSH	Licence	74	37	53
	Master	56	22	38
	Doctorat	86	52	59
Domaine de recherche principal	Sociologie et domaines connexes	80	46	56
	Économie, sciences politiques et domaines connexes	74	41	49
	Sciences humaines	82	45	58
Etablissement d'emploi	Universitaire	60	28	40
	Non-uuniversitaire	85	50	59

Source : Analyse des données de l'enquête par l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales.

Livres et chapitres de livres

La deuxième plus grande catégorie de publications est celle des livres et chapitres de livres. Le nombre de répondants ayant publié dans cette catégorie (477) représente presque la moitié de la somme de ceux qui ont publié dans des revues nationales, régionales et internationales à comité de lecture (1 083). Bien que les pourcentages soient plus faibles, les tendances au sein de chaque catégorie sont similaires à celles des publications dans des revues nationales et régionales à comité de lecture. La proportion de répondants ayant publié des livres et chapitres de livres est la plus élevée au Maghreb (59%), suivie de la région Egypte/Soudan (49%), et du Machreq (48%)

ainsi que légèrement supérieure parmi les hommes (55% contre 52% pour les femmes). En ce qui concerne le facteur âge, la proportion de répondants ayant publié des livres et chapitres de livres est de 37% pour les âgés de moins de 35 ans, et augmente à 52% pour les 35-44 ans, 60% pour les 45-54 ans, et 65% pour les 55 ans et plus. Comme dans les autres cas vus jusqu'à présent, la proportion de répondants dont le diplôme le plus élevé est une licence est de 53% et diminue à 38% pour ceux n'ayant qu'un master, puis augmente à 59% pour les titulaires d'un doctorat. Enfin, la proportion de répondants ayant publié des livres et chapitres de livres dans le domaine des sciences sociales (53%) est légèrement inférieure à celle dans les sciences humaines (58%).

Publications de centres de recherche

Le nombre de répondants ayant des publications de centres de recherche est presque aussi élevé que pour les publications internationales à comité de lecture, mais les tendances au sein de cette catégorie sont différentes. Tout d'abord, la proportion de répondants non universitaires faisant état de publications de centres de recherche (40%) est plus élevée que chez les affiliés à des universités (34%). En outre, et comme on pouvait s'y attendre, la proportion de publications de centres de recherche en sciences sociales (37-40%) est beaucoup plus élevée qu'en sciences humaines (29%). De même, elle est plus élevée parmi les hommes (39% contre 27% chez les femmes). Par contre, la variation en fonction de l'âge est négligeable, les proportions se situant entre 35% et 37% pour toutes les tranches d'âge. D'autre part, contrairement aux autres voies de publications, les différences dans les proportions de publications de centres de recherche en fonction du diplôme sont petites, allant de 35% pour ceux dont le diplôme le plus élevé est une licence à 33% pour ceux ne détenant qu'un master et 37% pour ceux qui ont un doctorat. Au niveau régional, la proportion la plus élevée de répondants ayant des publications de centres de recherche est enregistrée dans la région Egypte/Soudan (40%), suivie par le Maghreb (36%), et le Machreq (33%).

Publications gouvernementales

Il convient de noter que le nombre de répondants faisant état de publications gouvernementales est relativement faible (137), étant donné que, les gouvernements emploient la deuxième plus grande part de répondants à l'enquête après les universités. La proportion de telles publications chez les répondants affiliés à des universités (16%) est légèrement supérieure à celle des répondants non universitaires (14%).

Publications d'ONG

Le nombre de répondants ayant des publications d'ONG (119) est notablement petit. La proportion de telles publications est plus élevée chez les personnes non affiliées à une université (20%) que chez les universitaires (12%). Selon l'âge, elle est la plus élevée chez les répondants âgés de 35 ans et moins (16%), et la plus faible chez ceux de 55

ans et plus (11%). A 15%, cette proportion est aussi plus élevée chez les hommes par rapport aux femmes (11%). Par niveau d'études supérieures, la proportion la plus élevée est observée chez les personnes dont le diplôme le plus élevé est un master. Par rapport aux pourcentages plus faibles dans les autres catégories, il semble que les répondants n'ayant qu'un master soient légèrement plus susceptibles d'être employées par des ONG. En d'autres termes, il semble que les ONG soient plus inclinées à embaucher des personnes titulaires d'un master final. Comme on pouvait s'y attendre, les proportions de publications d'ONG sont plus élevées parmi les chercheurs en sciences sociales (14-15%) à comparer avec leurs collègues en sciences humaines (10%). Cependant, l'observation la plus importante reste qu'une proportion beaucoup plus considérable de répondants du Machreq (19%) a des publications d'ONG que dans la région Egypte/Soudan (12%) ou le Maghreb (11%).

Revues sans comité de lecture

Concernant les répondants ayant publié dans des revues sans comité de lecture, les proportions les plus faibles se situent dans les tranches d'âge 35-44 ans et 45-54 ans (14% et 15%, respectivement) avec des chiffres légèrement plus élevés chez les moins de 35 ans et maximaux chez les 55 ans et plus. Cela suggère que le besoin de publier dans des revues à comité de lecture est moins pressant pour les répondants de plus de 55 ans, qui ont tendance à avoir une plus grande sécurité d'emploi. Comme on pouvait s'y attendre, la proportion de répondants déclarant avoir publié dans des revues sans comité de lecture est plus faible chez les universitaires (15%) que chez les non affiliés à une université (18%). De même, la part de telles publications au Maghreb (18%) est plus élevée qu'au Machreq (15%) et plus faible dans la région Egypte/Soudan (11%). Elle est également plus élevée parmi les chercheurs en sciences humaines (18%) que pour les sciences sociales (15%). Les publications évaluées par un comité de lecture sont notamment importantes pour la promotion. En tant que telle, la tendance à publier dans des revues sans comité de lecture montre que ces publications sont plus susceptibles de compter pour la promotion dans certaines institutions et régions que dans d'autres. Toutefois, une proportion plus élevée de publications dans des revues sans comité de lecture pourrait indiquer un lectorat plus large et non spécialisé en dehors des établissements académiques.

Voies de publication par domaine de recherche

Pour étudier la corrélation entre les voies de publication et les domaines de recherche en SSH, examinons une nouvelle fois ces derniers selon le même groupement utilisé plus haut dans le rapport pour analyser les responsabilités d'emploi dans les universités et repris dans le tableau 12 plus bas dans cette section.

Les deux premiers groupes de domaines, à deux exceptions près, enregistrent des proportions de publication dans des revues nationales et régionales à comité de

lecture comparables ou supérieures à la moyenne. La géographie (92%), philosophie (91%), sciences politiques (88%), psychologie (86%), histoire (86%), démographie (86%) et archéologie (85%) affichent des proportions supérieures à la moyenne. Les deux domaines pour lesquels la publication dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture est inférieure à la moyenne sont l'anthropologie (67%) et l'économie (62%). Toutefois, ces deux domaines compensent ce manque par des proportions plus élevées que la moyenne de publications dans des revues internationales à comité de lecture (58% en économie et 47% en anthropologie, par rapport à la moyenne générale de 44%). Cela pourrait refléter un plus grand intérêt des revues internationales pour la publication d'études produites dans la région dans ces deux domaines particuliers. En général, la publication dans les revues internationales est souvent un défi pour les chercheurs qui travaillent sur des études à portée régionale. Par ailleurs, il se peut qu'il n'y ait pas dans la région suffisamment de revues spécialisées dans ces domaines qui restent relativement nouveaux dans les universités arabes, ce qui les incite davantage à publier dans des revues internationales.

De même, à deux exceptions près, les deux premiers groupes enregistrent également des proportions de publication dans des revues internationales à comité de lecture proches ou supérieures à la moyenne. Par rapport à la moyenne générale de 44% pour l'ensemble des SSH, les proportions par domaine sont les suivantes : archéologie (62%), économie (58%), géographie (55%), psychologie (49%), histoire (47%), anthropologie (47%), sociologie (44%) et littérature (44%). Les proportions plus élevées que la moyenne peuvent s'expliquer par le nombre insuffisant dans la région de revues spécialisées dans certains de ces domaines. Les deux domaines dans lesquels les pourcentages restent inférieurs à la moyenne sont les sciences politiques (33%) ainsi que la philosophie (40%). Le faible pourcentage en sciences politiques est particulièrement surprenant, étant donné l'intérêt disproportionné que porte le monde académique international à la politique du monde arabe. On ne peut que se demander si les préjugés manifestes et la polarisation dans ce domaine font qu'il est plus difficile pour les voix de la région de s'exprimer dans les enceintes académiques internationales.

Dans le troisième groupe de domaines, les chercheurs en démographie se distinguent par des proportions supérieures à la moyenne de publications dans des revues nationales ou régionales ainsi que dans des revues internationales à comité de lecture (86% et 50%, respectivement). Les études régionales affichent une proportion de publication dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture proche de la moyenne (80%), mais beaucoup plus faible pour les internationales (20%). Tous les autres domaines ont des proportions de publication dans les revues nationales ou régionales et internationales à comité de lecture inférieures à la moyenne, ce qui suggère que les normes et les attentes académiques dans ces domaines sont encore en cours de formulation.

Outre les publications dans des revues à comité de lecture, les livres et chapitres de livres constituent la deuxième plus grande catégorie de publications. Là encore, cela est clairement lié au fait que ces deux types de publications ont le plus de poids dans le monde académique. La plupart des domaines affichent des proportions de publication de livres et chapitres de livres proches de la moyenne (54%). La philosophie et les études culturelles enregistrent des proportions nettement supérieures à la moyenne, de 80% et 75% respectivement, peut-être en raison d'un lectorat plus généraliste dans ces domaines. Quant à l'archéologie, l'économie et les études du développement, leurs proportions de telles publications restent inférieures à la moyenne de 31%, 43% et 47%, respectivement, peut-être parce que les spécialistes de ces domaines sont plus enclins à publier dans des revues spécialisées que dans des livres. Pour des raisons probablement similaires, le domaine de la philosophie est marqué par le pourcentage le plus élevé de publications dans des revues sans comité de lecture (29%, par rapport à la moyenne de 16%).

La plupart des domaines de recherche sont proches de la moyenne globale de 36% pour les publications des centres de recherche. Les domaines tels que la littérature et l'archéologie, peu susceptibles d'être couverts par les centres de recherche, affichent des pourcentages inférieurs (15% chacun), mais ceux enregistrant des pourcentages supérieurs à la moyenne sont plus pertinents : études de genre (54%), études religieuses (50%), philosophie (49%) et sciences politiques (48%). L'intérêt des centres de recherche pour trois de ces domaines est compréhensible, mais il n'est pas évident de comprendre l'intérêt des centres de recherche pour un domaine comme la philosophie.

Vu les faibles pourcentages moyens dans les autres catégories de publications, les effectifs de répondants ayant signalé des publications dans ces catégories sont aussi pertinents que les proportions. Le plus grand nombre de répondants ayant fait état de publications gouvernementales est observé en sociologie (33), économie (21), sciences politiques (13), histoire (11), psychologie (10), géographie (9), études du développement (6) et philosophie (6). À l'exception des sciences politiques, tous ces domaines affichent des proportions de publications gouvernementales supérieures ou proches de la moyenne de 16% (économie 27%, histoire 19%, philosophie 17%, géographie 17%, études du développement 16%, sociologie 15%, et psychologie 14%). Ces chiffres reflètent l'éventail des sujets qui intéressent les organisations gouvernementales.

De même, c'est en sociologie (32), économie (18), études du développement (12), psychologie (10), sciences politiques (9), anthropologie (6) et études de genre (6) que l'on trouve le plus grand nombre de répondants ayant fait état de publications d'organisations internationales. À l'exception des sciences politiques, tous ces domaines enregistrent des proportions de publications d'organisations internationales supérieures à la moyenne de 13% (études du développement 32%, études de genre 25%, économie 23%, anthropologie 17%, sociologie 15%, et psychologie 14%). Ces chiffres reflètent l'éventail des sujets qui intéressent les organisations internationales.

Tableau 12 : Publication de recherches en SSH par domaine

Domaine de recherche principal	Nombre de répondants ayant publié au cours des 10 dernières années	Pourcentage de répondants ayant publié plus de 10 fois au cours des 10 dernières années	Pourcentage de répondants ayant publié à travers chaque voie de publication							
			Revues nationales/ régionales à comité de lecture	Revues internationales à comité de lecture	Revues sans comité de lecture	Centre de recherche	Organisation internationale	Gouvernement	ONG ou réseau	Livre / chapitre de livre
Tous les domaines des SSH	875	38	79	44	16	36	13	16	14	54
Groupe 1										
Sociologie	217	33	80	44	13	41	15	15	16	59
Sciences politiques	128	45	88	33	16	48	7	10	13	55
Économie	79	45	62	58	19	29	23	27	18	43
Psychologie	71	38	86	49	13	17	14	14	6	54
Groupe 2										
Histoire	59	40	86	47	15	32	3	19	8	54
Littérature	54	39	78	44	20	15	0	9	4	54
Géographie	53	42	92	55	15	43	8	17	9	51
Anthropologie	36	29	67	47	17	25	17	14	25	53
Philosophie	35	63	91	40	29	49	14	17	9	80
Archéologie	26	28	85	62	12	15	19	12	8	31
Groupe 3										
Études du développement	38	53	55	37	16	34	32	16	21	47
Études culturelles	24	29	71	38	13	29	17	17	21	75
Études de genre	24	13	54	33	13	54	25	13	21	54
Démographie	14	21	86	50	21	43	21	29	14	50
Études religieuses	12	33	67	25	17	50	0	17	33	58
Études régionales	5	0	80	20	20	20	0	40	0	0

Source : Calculs de l'auteur basés sur les données de l'enquête.

Enfin, le pourcentage moyen de répondants ayant fait état de publications d'ONG est de 14%. Les plus grand nombres de répondants ayant des publications dans cette catégorie se voient en sociologie (34), sciences politiques (16), économie (14), anthropologie (9) et études du développement (8). Tous ces domaines affichent des proportions de publications d'ONG égales ou supérieures à la moyenne (anthropologie 25%, études du développement 21%, sociologie 16%, économie 14% et sciences politiques 13%).

Il est évident que les domaines qui intéressent les organisations internationales, les organisations gouvernementales et les ONG se recoupent, mais les divergences sont tout aussi importantes. Il convient de noter que les mêmes centres d'intérêt des publications gouvernementales pour l'histoire ne se retrouvent pas dans les organisations internationales ou les ONG.

Voies de publication en milieu universitaire

Dans l'ensemble, la proportion de publication de résultats de recherches en SSH dans des revues à comité de lecture, tant locales ou régionales qu'internationales, livres et chapitres de livres est beaucoup plus élevée pour les répondants universitaires. La proportion de répondants universitaires publiant dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture est de 85%, contre 60% pour les non universitaires. La proportion de répondants publiant dans des revues internationales à comité de lecture est de 50% pour les répondants affiliés à une université et de 28% pour les autres. Quant à la proportion de ceux qui publient des livres et chapitres de livres, elle est de 59% et 40% pour les universitaires et non universitaires respectivement. Ces trois catégories de publications sont les plus pertinentes pour une carrière universitaire et comptent plus que toute autre forme de publication dans le processus d'évaluation et de promotion. En tant que telles, les normes académiques semblent influencer le choix de la voie de publication pour la plupart des spécialistes universitaires en SSH, alors que ces normes semblent avoir moins de poids pour les ceux travaillant en dehors de l'université. Pour toutes les autres catégories de publication (à l'exception de celles d'organisations gouvernementales), les proportions de publication sont plus élevées parmi les répondants non affiliés à une université par rapport aux universitaires.

IV. Récits personnels de la vie universitaire

1. Enseignement supérieur dans le monde arabe : transformations individuelles et institutionnelles

Au cours du vingtième siècle, les systèmes d'enseignement supérieur du monde arabe ont subi des changements radicaux. Au début de cette période, alors que la région rompait avec les traditions d'enseignement passées et que de nouveaux établissements d'enseignement supérieur étaient établis, les systèmes sociaux et politiques connaissaient également des transformations majeures, et les exigences des populations et des gouvernements à l'égard des établissements d'enseignement supérieur évoluaient. Vers la seconde moitié du vingtième siècle, une vague d'expansion rapide des établissements a renforcé les attentes concernant la capacité des universités à répondre aux changements sociaux régionaux de grande ampleur, tout en étant compétitives sur la scène mondiale.

Entre le début et le milieu du vingtième siècle, les établissements d'enseignement supérieur traditionnels de nombreux pays à majorité musulmane ont été rapidement remplacés par des établissements modernes suivant le modèle des universités européennes. L'expansion des puissances impériales européennes a eu pour conséquence que les universités sont devenues des institutions d'état en Europe et, en même temps, dans leurs colonies (Bou Khater 2019).

L'impact de ces changements sur les SSH peut être retracé à travers la vie de chercheurs individuels. La lecture par Bardawil (2019) de 13 autobiographies de chercheurs met en lumière les changements intervenus dans la vie universitaire au cours du siècle dernier, ainsi que l'évolution de la vision qu'ont les chercheurs d'eux-mêmes, de leurs directions, de leurs collègues et de leurs étudiants. Certains des auteurs examinés ont commencé leur parcours intellectuel avant la mise en place des nouveaux systèmes universitaires et racontent les évolutions dont ils ont été témoins lors de la transition entre l'ancien et le nouveau système. Certains ont voyagé en Europe, où leurs carrières universitaires ont été façonnées, puis sont retournés dans leur pays pour jouer un rôle central dans la formation des nouveaux systèmes d'enseignement supérieur.

La veine des récits de vie examinés par Bardawil commence avec *Le livre des jours* de l'universitaire égyptien Taha Hussein, dont la première partie a été produite en feuilleton au milieu des années 1920, et qui a été publié sous forme de livre en 1929. Le dernier ouvrage de la chronologie est *Plus lourd que Radwa*, de l'universitaire et romancière égyptienne Radwa Ashour, publié en 2013, reflétant l'impact des soulèvements de masse qui ont débuté en 2011. Ces autobiographies reflètent des points de vue aussi divers que ceux de Sayyid Qutb, architecte égyptien des Frères musulmans, qui a écrit

Un enfant du village (1946), ou de l'universitaire féministe marocaine Fatima Mernissi, auteure de *Rêves de femmes – une enfance au harem* (1994).

Les autobiographies permettent de comprendre comment les chercheurs arabes se sont insérés dans les institutions de production, de transmission et de circulation du savoir au vingtième siècle et au début du vingt-et-unième siècle, et comment ils ont changé et ont été changés par ces institutions. Les autobiographies et les mémoires examinés par Bardawil ont pris plusieurs formes. Certains étaient présentés comme des récits de passage à l'âge adulte, tandis que d'autres s'inscrivaient dans le cadre d'une autocritique suite à une période de désenchantement, de récupération ou de découverte d'une identité particulière. Dans tous les cas, les autobiographies reflètent les perceptions de changement des auteurs en eux-mêmes et dans les systèmes qu'ils ont fréquentés en tant que chercheurs.

De l'apprentissage par cœur à la pensée critique

Les chercheurs du début du vingtième siècle, comme l'Égyptien Taha Hussein (1889-1973), et même plus tard, comme le Marocain Muhammad Abid al-Jabiri (1935-2010), ont commencé leurs études dans des institutions traditionnelles, affiliées à des autorités religieuses. Hussein a commencé par étudier à Al-Azhar, un établissement d'enseignement supérieur égyptien fondé au dixième siècle. Dans ses mémoires populaires, *Le livre des jours*, Hussein oppose avec humour et acuité sa formation à Al-Azhar à ses études ultérieures à l'université du Caire, puis à l'université de Montpellier et de la Sorbonne. Le récit que fait Hussein de son expérience du passage d'une institution religieuse traditionnelle à une université laïque est important non seulement parce qu'il documente la vie universitaire à cette époque fondatrice, mais aussi, comme le fait remarquer Bardawil, parce que *Le livre des jours* constitue des « mémoires », que beaucoup d'autres chercheurs ont lus et dont ils se sont inspirés, consciemment ou inconsciemment, pour rédiger leurs propres mémoires.

Dans *Le livre des jours*, Hussein oppose son insatisfaction à l'égard des méthodes d'apprentissage d'Al-Azhar à l'enseignement qu'il a reçu des professeurs de l'université du Caire. À Al-Azhar, Hussein (2001) dépeint un monde de mémorisation et d'instructeurs qui ne souhaitent pas être contestés : « La formation à l'Azhar m'avait permis d'acquérir le type de talent qu'elle exigeait : j'étais devenu compétent pour comprendre ce que les cheikhs répétaient " (Bardawil 2019, 10). Hussein décrit les méthodes d'enseignement de l'université du Caire comme totalement différentes « Comme tout cela était étrange et nouveau, excitant mon esprit et révolutionnant toute ma façon de penser » (Bardawil 2019, 10). Hussein et de nombreux intellectuels ultérieurs influencés par ses « mémoires » ont exprimé leur désenchantement à l'égard des systèmes d'apprentissage traditionnels et se sont présentés comme les incarnations des ruptures nécessaires et des nouvelles formes d'intervention et de production intellectuelles. Dans leurs écrits, les transformations qu'ils imaginaient

avaient des ramifications sociales et politiques, mais constituaient également des lignes directrices pour les changements nécessaires dans la structure des institutions académiques. Les maux de la société nécessitent l'intervention d'intellectuels, de spécialistes des SSH, dont la capacité de rédemption découle du fait qu'ils ont rompu avec les modes d'enseignement traditionnels et qu'ils ont été formés dans le cadre du nouveau système occidental. Pourtant, le mépris que les auteurs expriment à l'égard des enseignants et des étudiants des institutions traditionnelles qui perdurent met en évidence la dichotomie entre leurs grandioses visions et les sombres réalités dans lesquelles ils opèrent.

Trois des chercheurs dont Bardawil présente les mémoires ont connu à la fois les systèmes d'enseignement traditionnels et nouveaux : Taha Hussein (1889-1973), Hussein Mruwwah (1908/10-1987) et, dans une moindre mesure, Muhammad Abid al-Jabiri (1935-2020). D'autres ont eu des parents qui ont étudié dans un cadre traditionnel. Tout au long de leurs mémoires, ces chercheurs décrivent l'abandon de l'enseignement traditionnel comme action entièrement positive. Bien que Bardawil ne mentionne aucun des anciens chercheurs ayant regretté la disparition des modes d'apprentissage traditionnels, il note qu'Hussein a insisté sur le fait que ce n'était pas seulement les enseignants étrangers qui rendaient son séjour dans la nouvelle université utile :

> Il y avait aussi des professeurs égyptiens qui ont largement contribué à son attrait et à sa fascination... Ils ont renforcé et établi ma personnalité arabe, égyptienne, dans le contexte de toutes les vastes connaissances que m'ont apportées les orientalistes et qui auraient pu facilement m'engloutir totalement dans les valeurs européennes. Mais ces enseignants égyptiens m'ont permis de rester accroché à un élément fort de la culture orientale authentique, et de joindre congénitalement, dans une harmonie équilibrée, l'apprentissage de l'est et celui de l'ouest. (Hussein 2001)

Mobilité des chercheurs et évolution des relations avec l'Occident

Dans ces mémoires d'intellectuels arabes nés à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, Bardawil constate que « l'autorité du canon occidental est très manifeste ». Plusieurs chercheurs ont choisi d'écrire sur des auteurs et des thèmes occidentaux canoniques, et plusieurs d'entre eux ont déclaré mépriser les goûts de leurs parents. Jalal Amin et Edward Said opposent leur aversion pour la musique arabe à leur appréciation de l'opéra et d'autres formes classiques occidentales. Leila Ahmed fait écho à la critique d'Edward Said concernant Um Kulthum, qu'il considère comme une « lamentation monotone sans fin » (Bardawil 2019, 42).

Pourtant, plus tard, note Bardawil, des intellectuels de la diaspora tels que Leila Ahmed et Edward Said, qui « dans leur jeunesse ont été très exposés aux cultures métropolitaines, et ont plus tard fait l'objet de leurs pouvoirs racisants, ont fait de

la question de l'Occident un objet de recherche critique ». Alors que les mémoires d'Edward Said traitent de sa prise de conscience personnelle d'être perçu comme un « Oriental », celles de Leila Ahmed retracent ses premières rencontres avec des féministes blanches et impérialistes résidant aux États-Unis.

Contrairement à la majorité des chercheurs, les auteurs des 13 mémoires étudiés par Bardawil étaient exceptionnellement mobiles. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, la mobilité savante ayant toujours constitué un aspect important du monde académique. Comme le note Bou Khater (2019), elle faisait également partie du paysage académique médiéval. Cependant, les relations de pouvoir entre les chercheurs arabes et les institutions européennes ou nord-américaines ont été remodelées pendant la période coloniale. Cette période a été suivie par l'expansion des universités européennes et nord-américaines, qui visaient à attirer des chercheurs internationaux, d'abord en tant qu'étudiants, puis également en tant qu'enseignants.

Les entretiens approfondis de Bou Khater avec 15 chercheurs arabes, amenés par leurs carrières à franchir les frontières, montrent différents parcours de mobilité. Elle note plusieurs changements mondiaux qui ont affecté la mobilité académique et la migration au cours du dernier demi-siècle : la fin de la guerre froide, la montée en puissance de l'Union européenne et la « guerre contre le terrorisme » (voir aussi Kim 2009). Tout au long des années soixante et soixante-dix, les chercheurs arabes en SSH étaient plus enclins à s'installer dans un autre pays arabe, en direction des institutions du Caire, de Damas et de Bagdad. Certains régimes arabes ont encouragé et financé activement ce type de mobilité régionale. Dans les pays dont les régimes étaient alliés à l'Union soviétique, les jeunes allaient étudier en URSS. Après les années soixante-dix, la crise du modèle nationaliste progressiste a entravé ce type de mobilité intra régionale, et les étudiants n'ont plus été soutenus pour se rendre en URSS. En revanche, les centres coloniaux d'Europe ont été de plus en plus privilégiés comme destination.

L'augmentation des opportunités d'emploi dans des pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada s'accompagne souvent d'une augmentation de la précarité académique et de l'insécurité d'emploi dans la région arabe. Les personnes interrogées par Bou Khater ont indiqué que les opportunités limitées d'obtenir un poste permanent au sein de cadres professoraux dans la région arabe constituaient l'un des principaux motifs de la migration universitaire. Bien que le travail dans les établissements d'enseignement supérieur d'Amérique du Nord et d'Europe soit prestigieux, de nombreux chercheurs arabes y ont également trouvé la précarité académique.

Limites de la liberté académique

Dans *Le livre des jours*, Taha Hussein décrit comment les étudiants égyptiens à l'étranger devaient faire approuver leur thèse par leur université égyptienne avant de la soumettre à une institution étrangère. Cette atmosphère de surveillance ne s'est pas

relâchée après la fin de la gouvernance coloniale britannique en 1952. Au contraire, note Bardawil, les auteurs des mémoires font état d'une atmosphère de suspicion croissante dans les établissements d'enseignement supérieur.

Dans *Sirāt Hayātī*, Abdel Rahman Badawi condamne sévèrement la structure étouffante des institutions d'enseignement nationales et idéalise même le monde élitiste de l'enseignement colonial. Jalal Amin, Leila Ahmed et Radwa Ashour soulignent également les menaces qui pèsent sur l'autonomie académique en décrivant la surveillance constante de l'enseignement, de l'écriture et des activités publiques des étudiants et des professeurs.

Des questions similaires de surveillance et de manque de liberté académique sont évoquées dans plusieurs des entretiens de Bou Khater. Si plusieurs personnes interrogées, dont des chercheurs irakiens, libanais, palestiniens et syriens, ont indiqué que la principale raison pour laquelle elles ont quitté leur institution était les conflits et la violence dans leur pays d'origine, d'autres ont mentionné les limites à la liberté d'expression et d'autres libertés comme raison de leur départ.

Jalal Amin et Hisham Sharabi critiquent également la dynamique du pouvoir au sein des universités publiques et privées - l'autorité et le pouvoir de la direction par rapport au corps enseignant, ainsi que des professeurs par rapport aux étudiants - et l'accusent d'étouffer la pensée autonome et critique et même d'encourager la « paresse intellectuelle », pour reprendre les termes de Sharabi (Bardawil 2019).

Rôle du genre dans les carrières universitaires

L'un des principaux changements mis en évidence par l'enquête du troisième rapport arabe sur les sciences sociales est le nombre croissant de femmes arabes entrant dans les SSH. Pour la plupart, les chercheuses dont les mémoires sont inclus dans l'étude de Bardawil ont abordé la manière dont le genre a influencé leur accès aux opportunités et leur identité en tant que chercheuses. En revanche, aucun des chercheurs masculins n'a évoqué ce sujet.

Selon Bardawil, les travaux de ces femmes « montrent comment la sphère privée, qui est moins abordée par les auteurs masculins, est saturée de relations de pouvoir » (Bardawil 2019, 5). Bou Khater fait une observation similaire sur les points de vue des personnes qu'elle a interrogées sur le genre et la mobilité des chercheurs ; alors que les chercheuses considèrent que le genre façonne leur choix de domaine ainsi que leur trajectoire au sein de celui-ci, les chercheurs masculins n'ont pas fait état de cette influence. Dans les entretiens post-enquête recueillis par Ghannouchi, les personnes interrogées ont fait remarquer que « la maternité n'est jamais vue comme un obstacle à [l'accès à] l'enseignement supérieur » (Ghannouchi 2020, 11). Pourtant, le genre est considéré comme un facteur déterminant une fois que les chercheurs en SSH ont

commencé leur carrière, à la fois parmi les répondants à l'enquête et dans les entretiens approfondis de Bou Khater. Cette dernière note que « les femmes se trouvent souvent dans l'incapacité de poursuivre une mobilité transnationale, principalement en raison de leur double carrière familiale professionnelle et de leurs obligations familiales, car l'éducation des enfants repose fortement sur les femmes » (Bou Khater 2019, 6).

2. Trajectoires de carrière des chercheurs : classe, genre et mobilité

De nombreux chercheurs arabes en SSH - qu'ils soient très mobiles géographiquement ou travaillent dans leur pays d'origine, hommes ou femmes, en début ou en fin de carrière - ont fait état d'intérêts et de préoccupations similaires. Cependant, des différences marquées ressortent également des entretiens post-enquête menés par Ghannouchi avec 26 chercheurs ayant participé à l'enquête, ainsi que des entretiens de Bou Khater et Kreichati (2019b) avec des chercheurs mobiles et des chercheurs de centres de recherche indépendants, respectivement. Les personnes interrogées ont également parlé différemment de la terminologie de base. Alors que les autobiographes examinés par Bardawil et les personnes interrogées par Bou Khater ont abordé la « mobilité » en termes de déplacement des pays arabes vers l'Europe ou l'Amérique du Nord, les 26 personnes interrogées après l'enquête l'ont décrite comme un déplacement non seulement entre les pays de la région, mais aussi d'un environnement rural vers une ville, ou d'une ville plus petite vers une plus grande. Notamment, les personnes interrogées par Ghannouchi se sont identifiées comme appartenant à des familles de classe moyenne ou inférieure. Bien que Bou Khater ne nous renseigne pas sur la classe sociale des personnes interrogées, leur accès au capital social et culturel suggère que les chercheurs mobiles sont généralement plus aisés.

Tableau 13 : Vue d'ensemble de la deuxième phase, entretiens semi-structurés réalisés

Pays cibles	19 pays
Nombre d'invitations envoyées	387 (sauf les rappels)
Pays avec réponses	12 pays
Pays sans réponses	7 pays (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Bahreïn, Somalie, Mauritanie)
Nombre d'entretiens prévus	20
Nombre d'entretiens réalisés	26 (dont 6 soumissions écrites)
Durée totale des entretiens	910 minutes

Source : Ghannouchi 2020.

D'autres différences concernent l'accent posé sur les principaux défis auxquels sont confrontées les universités arabes. Les entretiens de Bou Khater ont mis en relief les

limites à la liberté d'expression et aux autres libertés en tant que motifs clés du départ des chercheurs de leur pays d'origine. En revanche, les personnes interrogées par Ghannouchi font davantage référence au népotisme, à la parenté et au clientélisme ("wasta") en tant qu'obstacles majeurs au recrutement et à la promotion. Elles ont également mentionné l'importance d'« être proche du pouvoir » ou d'« être passif et obéissant », mettant apparemment l'accent sur le chercheur individuel plutôt que sur le gouvernement ou les systèmes sociaux qui restreignent la liberté. Bien que les personnes interrogées par Ghannouchi aient mentionné l'État, elles ont insisté sur le manque de soutien gouvernemental et la marginalisation du rôle des chercheurs comme principales frustrations. La censure a été évoquée comme un obstacle à la recherche, mais l'accent semble être mis davantage sur l'existence de connections que sur la crainte de mesures répressives ou de violence.

Histoires de l'origine académique

Les classes sociales apparemment divergentes des personnes interrogées par Ghannouchi et Bou Khater laissent une trace dans leurs récits d'origine variés. Bien que les personnes interrogées par Ghannouchi soient originaires d'un large éventail de pays, elle note que les spécialistes des SSH avec lesquels elle a mené ses entretiens semi-structurés se sont identifiés comme étant issus de familles de classe inférieure ou moyenne. Bou Khater, en revanche, ne mentionne pas directement la classe sociale des chercheurs qu'elle a interrogés. Cependant, il semble que la plupart d'entre eux aient eu accès très tôt à des études en langues étrangères et se soient inscrits dans des institutions étrangères. Elle note que, lorsqu'on s'intéresse aux principaux facteurs qui ont favorisé leur migration des universités de la région arabe vers les universités des pays du nord :

> La plupart des participants interrogés ont cité l'importance du capital culturel et social comme étant les principaux facteurs qui ont facilité leur mobilité. La plupart des chercheurs interrogés ont au moins un diplôme délivré par une institution internationale. Cette visibilité internationale a joué un rôle clé dans leur mobilité transnationale. Leur maîtrise d'une langue étrangère, considérée comme une condition sine qua non de leur mobilité, constitue un autre facteur pertinent. (Bou Khater 2019, 4)

Les personnes interrogées par Ghannouchi, quant à elles, représentaient deux voies d'accès différentes aux SSH. Un groupe de personnes interrogées a mentionné un événement précoce dans leur environnement social ou culturel, tandis qu'un second groupe a pris sa décision au cours de ses études de premier cycle, lorsque leur intérêt a été éveillé par le travail de classe. Ghannouchi note que le premier cas est surtout celui de « spécialistes des sciences sociales issus de zones de conflit (Syrie, Palestine) ou d'environnements conservateurs (le village et ses spécificités sociales) ou de modèles sociopolitiques exceptionnels à l'échelle nationale (le cas du Liban) ».

Dans les entretiens post-enquête de Ghannouchi, les personnes interrogées ont évoqué les défis financiers qu'elles ont dû relever pour obtenir leur diplôme, ainsi que la difficulté de concilier leur travail universitaire et leurs responsabilités familiales. Notamment, les femmes interrogées ont fait état de peu de difficultés supplémentaires dans l'obtention de leur diplôme, à l'exception d'une Palestinienne qui a dû emmener sa mère comme tutrice lorsqu'elle s'est rendue en Égypte pour passer son doctorat. Ghannouchi a également écrit que « la maternité n'est jamais considérée comme un obstacle à l'enseignement supérieur ».

Un problème particulier souligné par les personnes interrogées par Ghannouchi, mais non mentionné par Bou Khater, est le manque d'engagement et d'implication de la part des conseillers académiques. Les chercheurs ont indiqué que cela était particulièrement vrai lorsqu'ils travaillaient sur leur thèse, mais ils ont également déclaré que c'était le cas tout au long de leur carrière académique ? Si les personnes interrogées par Bou Khater ont souligné l'importance d'un réseau social et académique de chercheurs, elles n'ont pas semblé insister particulièrement sur la présence ou l'absence de conseillers académiques.

Défis liés au genre

L'enquête du CASS révèle une augmentation progressive du nombre de femmes poursuivant des études en SSH. Et si les femmes et les hommes semblent faire état de trajectoires professionnelles comparables jusqu'à l'obtention d'un doctorat, les femmes sont plus susceptibles d'occuper des postes moins élevés au sein des universités. Les personnes interrogées par Ghannouchi ont mentionné des défis liés au genre pendant leurs études, mais elles ont fortement suggéré que les préjugés institutionnels de ce type étaient plus fréquents pendant la phase de carrière académique.

Outre le défi commun que pose le manque d'opportunités d'emploi dans ces domaines, les femmes arabes travaillant en SSH ont dû faire face à leurs propres défis. Les chercheurs en sciences sociales en début de carrière, que ce soit dans les pays arabes, en Europe ou aux États-Unis, ont tous été confrontés à des défis variés en matière de précarité. Bou Khater note que les chercheurs arabes mobiles « ont tendance à rencontrer d'abord la mobilité précaire et pas nécessairement la prétendue sécurité », tandis que les personnes interrogées par Ghannouchi ont fait état d'un chômage endémique dans la première phase de leur carrière après l'obtention du doctorat.

Bou Khater note que les femmes académiciennes sont moins mobiles sur le plan transnational que leurs collègues masculins. Ses entretiens révèlent que les académiciennes arabes mobiles étaient souvent désavantagées et limitées dans leur mobilité en raison des familles à double carrière. Elles avaient tendance à suivre leurs partenaires masculins, afin de bénéficier de la mobilité professionnelle de ces derniers, au détriment de leur propre parcours académique. Les femmes ont également indiqué

qu'elles avaient moins de chances de participer à des conférences ou à d'autres opportunités parce que leurs familles ne voulaient pas qu'elles voyagent sans tuteur.

Il convient également de noter que les personnes interrogées par Ghannouchi, lorsqu'elles mentionnent le rôle de leurs parents dans l'orientation et l'encouragement de l'environnement d'apprentissage, réfèrent presque exclusivement aux pères. La figure du père, écrit Ghannouchi, « est prédominante et omniprésente alors que celle de la mère est presque absente », à l'exception d'une répondante égyptienne.

Opportunités d'emploi et obstacles

L'un des thèmes abordés par les groupes de personnes interrogées est la nécessité de travailler en réseau et d'avoir accès à des conférences et à des financements afin de progresser dans leur carrière. Cependant, alors que les chercheurs mobiles interrogés par Bou Khater ont indiqué « être employés par deux ou plusieurs institutions simultanément dans le cadre de projets de recherche transnationaux et avec différents types de contrats » et que « les chercheurs sous contrat à court terme sont coincés dans ce type de modalité précaire et submergés par plusieurs affiliations », la phase qui suit directement l'achèvement n'est pas liée au suremploi pour ceux interrogés par Ghannouchi, mais plutôt au sous-emploi ou au chômage.

Dans l'ensemble, près de la moitié des répondants à l'enquête menée par le CASS, ont publié dans des revues internationales, mais les publications les plus courantes sont dans des revues nationales ou régionales à comité de lecture. Les personnes interrogées par Ghannouchi ont mentionné les obstacles à la recherche et à la publication comme des défis majeurs, principalement en raison du manque de financement et de l'absence de voies de publication régionales prises en compte pour la titularisation. Les personnes interrogées par Bou Khater, quant à elles, ont fait remarquer qu'elles avaient un meilleur accès aux financements et aux publications, mais que cela exacerbait également les déséquilibres de pouvoir avec les chercheurs de leur pays d'origine. L'une des personnes interrogées a soutenu que l'expérience internationale et les opportunités de financement disponibles aux États-Unis intensifiaient l'inégalité avec ses collègues irakiens, rendant le travail avec eux plus difficile ; selon ses termes, « j'ai beaucoup plus accès aux subventions, aux bourses et à toutes sortes de ressources et ma vie académique est très confortable » (Bou Khater 2019, 5).

Motifs de mobilité

Bien que les personnes interrogées par Ghannouchi et Bou Khater la conceptualisent différemment, la mobilité occupe une place importante pour les deux. Ghannouchi note que ses interlocuteurs ont spontanément réfléchi à leurs trajectoires, de l'enfance à aujourd'hui, en termes géographiques, « avec une conscience et une distinction claires d'échelles spécifiques (rural vs urbain ou village vs ville, mais aussi

d'un pays à l'autre). Le passage d'un environnement à un autre est clairement un jalon autour duquel s'articulent les phases et choix de vie qui en découlent ». Bien que cette mobilité géographique soit importante pour définir une trajectoire de vie, la grande majorité des répondants à l'enquête, ainsi que les personnes interrogées par Ghannouchi, étaient employées dans leur pays d'origine. La mobilité, ou son absence, a également été prise en compte dans leur capacité à assister à des conférences et à accéder à des réseaux internationaux.

Les personnes interrogées par Bou Khater avaient d'autres préoccupations concernant la mobilité. L'une d'entre elles était d'ordre écologique, les chercheurs interrogés ayant suggéré que « les gens étaient obsédés par les conférences » sans tenir compte de leur impact sur l'environnement, et une autre concernait le fait qu'une mobilité excessive pouvait entraver la publication. De plus, parmi les personnes interrogées par Bou Khater, il y avait un quasi-consensus sur l'importance de promouvoir la mobilité académique Sud-Sud, plutôt que de privilégier uniquement les mouvements entre pays arabes et métropoles occidentales. Bou Khater et les personnes qu'elle a interrogées ont recommandé d'entreprendre une « cartographie et une identification des partenaires clés potentiels dans le sud global, tels que l'Amérique latine » dans le but de promouvoir la production de connaissances sur et à partir du sud global.

V. Conclusion : Présent et avenir des sciences sociales et humaines dans le monde arabe

Malgré l'augmentation prononcée du nombre d'universités et de départements de SSH dans le monde arabe au cours des dernières décennies, les spécialistes des SSH de la région continuent de se heurter à des difficultés à établir une carrière fructueuse. Ces difficultés ont à leur tour un impact sur la recherche et la production de connaissances. Les résultats de l'enquête présentés dans ce rapport, ainsi que les données et l'analyse des documents de référence, mettent en évidence plusieurs facteurs qui permettraient aux SSH de prospérer dans le monde arabe. Au premier rang de ces facteurs figure l'existence d'opportunités d'emploi dans les universités qui offrent un soutien financier adéquat, un statut social respectable et une mobilité académique et sociale. Bien que difficile à quantifier, la liberté académique est un autre facteur important pour l'épanouissement de ces domaines, tout comme l'existence d'une société civile qui apprécie ces sciences, les promeut et en bénéficie, et s'intéresse à leurs découvertes. Tout aussi importante est la disposition du secteur public à bénéficier des découvertes de ces sciences et à adopter des politiques guidées par leurs résultats. Enfin, la force des SSH dépend de celle des relations entre les communautés de connaissances locales et régionales et les réseaux internationaux de spécialistes des SSH.

L'examen des programmes académiques et des dynamiques professionnelles au sein des universités permet de mieux comprendre les trajectoires professionnelles des spécialistes des SSH, ainsi que les diplômés en SSH formés professionnellement dans ces universités, mais qui continuent à travailler en dehors de celles-ci. Ce dernier groupe pourrait même avoir plus d'influence que les universitaires, en particulier si leur spécialisation académique est à la base de leur carrière en dehors du monde universitaire et qu'elle l'influence directement. Il va sans dire que l'augmentation du nombre et de la diversité des programmes universitaires est en corrélation avec l'augmentation du nombre de diplômés qui travaillent dans divers secteurs de la société.

Les résultats de l'enquête nous donnent quelques indications sur les caractéristiques de la nouvelle génération de spécialistes des SSH. L'analyse de la répartition par âge et par sexe du groupe de répondants permet de constater que les SSH dans la région étaient autrefois dominées par les hommes, mais que les nouvelles générations d'universitaires sont beaucoup plus équilibrées. Ce changement est particulièrement notable au Maghreb et moins au Machreq. Les femmes ont un accès comparable aux revues internationales à comité de lecture pour diffuser les résultats de leurs recherches. Toutefois, le déséquilibre entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le rang académique et le volume de publication reste en faveur des premiers.

L'enquête montre également que les jeunes spécialistes des SSH sont de plus en plus susceptibles de poursuivre leurs études dans leur pays d'origine. Cela pourrait être le résultat du plus grand nombre d'universités, ainsi que de l'établissement de nombreux campus européens et américains dans la région. Cela pourrait expliquer la proportion limitée de répondants ayant étudié en dehors de la région arabe. Cependant, l'enquête ne fournit pas de réponses concluantes à la question de la qualité de l'enseignement, et n'indique pas s'il existe une autosuffisance intellectuelle et éducative dans la région ou si la réduction de la proportion d'universitaires poursuivant des études en dehors du monde arabe est le résultat du manque de ressources financières nécessaires pour étudier à l'étranger. Il est également possible d'affirmer avec une confiance raisonnable que la majorité des spécialistes des SSH de la région arabe opèrent au sein de réseaux locaux et régionaux, et que leurs associations avec des réseaux internationaux en dehors du monde arabe sont plus faibles. La maîtrise de l'anglais est un facteur essentiel qui affecte la capacité des spécialistes des SSH à se connecter à des réseaux internationaux et à publier dans des revues internationales.

Outre leur tendance à être plus féminins et plus locaux, les plus jeunes spécialistes des SSH semblent plus orientés vers les domaines connexes à l'économie et aux sciences politiques que vers ceux qui sont liés à la sociologie, par rapport à leurs collègues plus âgés. Sur le plan professionnel, ils sont tout aussi attachés à leur formation universitaire lorsqu'il s'agit du choix du domaine d'emploi, même s'ils sont plus enclins à travailler en dehors du cadre universitaire. En plus, ils font preuve d'une motivation appréciable pour le service à l'université, au domaine de spécialisation et à la communauté, malgré leur expérience limitée dans les deux premières activités relativement à leurs collègues plus âgés. Leur engagement en faveur de la recherche et de la publication dans des revues internationales à comité de lecture reste aussi solide, mais ils sont moins enclins à publier des livres ou chapitres de livres.

En termes de domaine de spécialisation et de débouchés académiques et professionnels, les trajectoires académiques des spécialistes arabes en SSH sont marquées par une continuité, les étudiants en SSH ayant tendance à rester dans le même domaine d'études, de la licence au doctorat en passant par le master. Cette continuité se retrouve également dans la relation étroite entre les études supérieures et l'emploi, les spécialistes des SSH étant inclinés à travailler dans le même domaine que celui de leur spécialisation universitaire. En ce qui concerne le pays d'emploi, seule une petite partie des spécialistes des SSH de la région semblent travailler en dehors de leur pays d'origine.

Étant donné que la fortune des spécialistes en SSH de la région est étroitement liée à leur pays d'origine, il s'ensuit que l'augmentation des opportunités d'emploi dépend d'initiatives émanant de leur propre pays. Cependant, il est important de noter que les résultats de l'enquête suggèrent que les possibilités de telles initiatives sont minces et ne peuvent être considérées comme acquises. En fait, des niveaux de chômage

élevés sont documentés, même parmi les titulaires d'un master ou d'un doctorat (Assaad et O'Leary 2016). En outre, la mobilité professionnelle est faible, ce qui suggère qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives attrayantes pour les spécialistes des SSH, que ce soit dans le milieu universitaire ou ailleurs. Un examen plus approfondi est nécessaire pour mieux évaluer la sécurité d'emploi des universitaires dans les domaines des SSH.

La recherche et la production de connaissances sont des mesures clés de réussite pour les spécialistes des SSH, en particulier ceux qui sont employés au sein d'universités. Il existe de multiples façons d'évaluer les résultats de la recherche, mais dans cette étude, les principaux indicateurs adoptés sont le volume et la qualité des publications. Comme nous l'avons vu plus haut dans le rapport, la plupart des répondants n'ont pas publié plus de 10 fois en 10 ans. Le volume de publications en SSH est significativement plus élevé chez les hommes, les répondants universitaires et les titulaires d'un doctorat. En ce qui concerne la qualité des publications de recherche, une très grande partie des répondants ont publié dans un type de revue à comité de lecture. Étant donné que les publications internationales à comité de lecture sont moins nombreuses et moins répandues que les revues nationales ou régionales, on peut supposer que, dans l'ensemble, les publications de haute qualité apparaissent dans des revues internationales à comité de lecture dont les normes éditoriales sont rigoureuses. Les chercheurs qui ont obtenu leur diplôme le plus élevé à l'étranger sont nettement plus susceptibles de produire des publications de haute qualité, mais leur volume de publications est également plus limité. Cela suggère un « compromis qualité-quantité dans la publication » (Sieverding 2020). La capacité à publier dans des revues internationales est probablement facilitée par la connaissance des cercles universitaires internationaux (conseillers et réseaux professionnels universitaires), la compréhension des exigences de publication de ces revues et la maîtrise de l'anglais[21].

L'augmentation du nombre d'universités et de programmes de SSH dans le monde arabe soulève également des questions sur l'influence plus large des idées et des résultats des SSH sur la société dans son ensemble. Bien que les spécialistes des SSH travaillant en dehors des universités soient sous-représentés dans cette étude, il existe en effet d'importants secteurs d'emploi à travers lesquels l'impact social des SSH peut être retracé. La présence et l'impact social de ces domaines sont importants et méritent une étude distincte. Il est tout aussi important d'évaluer dans quelle mesure les SSH orientent et rationalisent les politiques et gestion publiques, voire la société, et d'évaluer dans ce contexte l'apparente contradiction entre le respect des normes académiques et intellectuelles mondiales et le déploiement local des connaissances

[21] Sieverding (2020) affirme que si « la maîtrise de l'anglais peut permettre aux répondants d'avoir un meilleur accès aux publications internationales que le français », rien ne semble indiquer que la maîtrise de l'anglais est plus importante que la maîtrise du français lorsqu'il s'agit du rang de l'emploi.

en SSH au service de la société locale - entre la localisation de l'impact et l'universalité des normes intellectuelles et des cadres d'analyse théoriques.

Ce rapport ne prétend pas faire l'histoire des SSH dans le monde arabe, ni fournir une analyse systématique de l'intégration - ou de son absence - de ces domaines dans les réseaux de recherche internationaux. Le souhait de ce rapport est plutôt d'aider à identifier certaines priorités pour soutenir les trajectoires professionnelles des individus, en particulier ceux qui travaillent dans les universités, et de recommander des critères supplémentaires pour suivre et mieux comprendre les réalités professionnelles des spécialistes des SSH. En d'autres termes, l'objectif est de discerner des stratégies pour soutenir les spécialistes des SSH et renforcer leurs conditions matérielles afin qu'ils puissent poursuivre leurs programmes de recherche avec une certaine indépendance et liberté.

Bibliographie

Abouchedid, Kamal, and Diane Nauffal. 2019. "Promotion Policies and Recruitment in Selective Key Universities in the Arab Region." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut. http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/AbouChedid-Nauffal_Promotion-Policies-and-Recruitment-in-Selective-Key-Universities.pdf.

Abouchedid, Kamal, and Maria Bou Zeid. 2019. "Publishing Rules between the Declared and Applied in Education Arab Periodicals." [In Arabic.] *Idafat* 45:173–199.

ASSM (Arab Social Science Monitor). 2021a. *Higher Education Institutions in the Arab Region, December 2021*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences.

ASSM. 2021b. *Social Sciences and Humanities University-Based Research Centers in the Arab Region, December 2021*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences.

ASSM. 2021c. *Social Sciences and Humanities Non-University-Based Research Centers in the Arab Region, December 2021*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences.

ASSM. 2021d. *Social Sciences and Humanities Periodicals in the Arab Region, December 2021*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences.

Arvanitis, Rigas, Roland Waast, and Abdel Hakim Al-Husban. 2010. "Social Sciences in the Arab World." In *World Social Science Report 2010: Knowledge Divides*. Paris: ISSC and UNESCO.

Assaad, Ragui, and Dina Abdalla. 2018. "The Humanities as the Default Option in Higher Education. The Case of Egypt." In *The Changing Face of Higher Education. Is There an International Crisis in the Humanities?*, edited by Dennis Ahlburg. New York: Routledge.

Assaad, Ragui, and Mikki O'Leary. 2016. *A Comparative Analysis of the Labor Market Outcomes of Social Science Graduates in Selected Arab Countries: Egypt, Jordan and Palestine, 2000-2014*. Unpublished report prepared for the Arab Council for the Social Sciences, Beirut.

Bamyeh, Mohammad. 2015. *Social Sciences in the Arab World: Forms of Presence*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences. http://www.theacss.org/uploads/English-ASSR-2016.pdf.

Bamyeh, Mohammad. 2016. "Introduction: The Social Sciences in the Arab World." *Global Dialogue: Magazine of the International Sociological Association*, December 2, 2016 http://globaldialogue.isa-sociology.org/introduction-the-social-sciences-in-the-arab-world/.

Bardawil, Fadi. 2019. "Memoirs of Arab Intellectuals: An Archive of Intellectual Practices." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut. http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/Bardawil---Memoirs-of-Arab-Intellectuals.pdf.

Bou Khater, Lea. 2019. "Transnational Academic Mobility: Experience of Arab Social Scientists." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.
http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/BouKhater_Transnational-Academic-Mobility.pdf.

Bouri, Elie, and Mirine Maalouf. 2018. "The Impact of Governance in Higher Education Institutions on Scientific Research in the Arab World." In *Higher Education Governance in the Arab World: Exploring the Challenges of the Education Sector and Social Realities*, edited by George Azzi. Cham: Palgrave Macmillan.

Brinkley, Alan. 2009. "The Landscape of Humanities Research and Funding." *Humanities Indicators Prototype*. American Academy of Arts and Sciences.

Carnevale, Anthony P., Ban Cheah, and Andrew R. Hanson. 2015. *The Economic Value of College Majors*. Washington, DC: Georgetown University Center on Education and the Workforce.

Ghannouchi, Cyrine N. 2020. "Report on Phase II: Semi-Structured Interviews." Unpublished background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.

Ginther, Donna K., and Shulamit Kahn. 2004. "Women in Economics: Moving up or Falling off the Academic Career Ladder?" *Journal of Economic Perspectives* 18 (3): 193–214.

Guessoum, Nidhal. 2018. "Is Liberal Arts Education a Good Model for Arab Universities?" In *Universities in Arab Countries: An Urgent Need for Change,* edited by Adnan Badran, Elias Beydoun, and John Hillman, 175–185.
https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-73111-7_9

Hammoudi, Abdellah. 2018. *Al-Ulum al-Ijtima'iyya fi al-Alam al-Arabi: Muqarabat al-Intajat al-Sadira bi-al Lugha al-Arabiya (2000-2016)*. Beirut: Arab Council for the Social Sciences.
http://www.theacss.org/pages/arab-social-science-report-2017.

Hanafi, Sari. 2010. "Consultancies and NGO-Based Research in the Arab East: Challenges Arising from the New Donor Agendas." In *World Social Science Report 2010: Knowledge Divides*. Paris: ISSC and UNESCO.

Hanafi, Sari. 2011. "University Systems in the Arab East: Publish Globally and Perish Locally vs Publish Locally and Perish Globally." *Current Sociology* 59 (3): 291–309. London: Sage Publications.

Hanafi, Sari, and Rigas Arvanitis. 2012. *Applying Scientific Research to the Local Economy in ESCWA Countries*. Beirut and Paris: CNRS, ESCWA and IRD.
https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/page_attachments/escwa_report_18_12_12_final1.pdf

Hanafi, Sari, and Rigas Arvanitis. 2013. *The Broken Cycle: Universities, Research and Society in the Arab Region: Proposal for Change*. Beirut and Paris: CNRS, ESCWA and IRD.

Hanafi, Sari, and Rigas Arvanitis. 2014. "The Marginalization of the Arab Language in Social Science: Structural Constraints and Dependency by Choice." *Current Sociology* 62 (5): 723–742.

Hanafi, Sari, and Rigas Arvanitis. 2015. "Al Bahth al Arabi wa Mujtama' al Ma'rifa. Ru'iya Naqdiyya Jadida." In *Arab Research and Knowledge Society: A New Critical Perspective*. Beirut: Center for Arab Unity Studies.

Hanafi, Sari, and Rigas Arvanitis. 2016. *Knowledge Production in the Arab World: The Impossible Promise*. London: Routledge.

Hussein, Taha. 2001. *The Days*. Translated by E.H. Paxton, Hilary Wayment, and Kenneth Cragg. Cairo: The American University in Cairo.

Kim, Terri. 2009. "Shifting Patterns of Transnational Academic Mobility: A Comparative and Historical Approach." *Comparative Education* 45 (3): 392–394.

Kreichati, Cynthia. 2019a. "Editorial Boards in the Arab Region. Beirut: Arab Council for the Social Sciences." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.
http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/Kreichati_EditorialBoards.pdf.

Kreichati, Cynthia. 2019b. "Social Sciences in NGOs and Research Centers in the Arab Region." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.
http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/Kreichati_NGOsCenters.pdf.

Latreche, Abdelkader. 2020. "Taqrir Tahlil Nata'ij Mash al-Marsad al-Arabi lil-Ulum al-Ijtima'iyya." Unpublished background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.

Misra, Joya, Jennifer Hickes Lundquist, and Abby Templer. 2012. "Gender, Work Time, and Care Responsibilities Among Faculty." *Sociological Forum* 27 (2): 300–323.

Mrad, Fouad, Sari Hanafi, and Rigas Arvanitis. 2013. "Scientific Production in the Arab Countries." Working Paper Series, ESCWA, Beirut.

Muslim World Science Initiative. 2015. *Report of Zakri Task Force on the Science at the Universities of the Muslim World*. London: Muslim World Science Initiative.

Nauffal, Diane, and Kamal Abouchedid. 2019. "National Research Strategies and University Strategic Plans in the Arab Region." Background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.
http://www.theacss.org/uploads/cke_documents/Nauffal-AbouChedid_National-Research-Strategies-U-Strategic-Plans.pdf.

Schlumberger, Oliver. 2010. "The Social Sciences and the Arab World: Challenges and Perspectives for an International and Autonomous Social Science." Keynote speech for the regional conference "The Current State of Social Science Research in the Arab World," Cairo, May 30, 2010.

Sieverding, Maia. 2020. "Social Scientists and Social Science Careers in the Arab Region: An Analysis of the Characteristics of Arab Social Scientists and Humanists Survey 2019." Unpublished background paper commissioned for the Third Arab Social Science Report, Arab Council for the Social Sciences, Beirut.

UNDP (United Nations Development Programme). 2003. *Arab Human Development Report 2003: Building a Knowledge Society*. Amman: UNDP.

UNDP and MBRF (United Nations Development Programme and Mohammed bin Rashid Al Maktoum Foundation. 2009. *Arab Knowledge Report 2009: Towards Productive Intercommunication for Knowledge*. Dubai: UNDP and MBRF.

Ward, Terry, ed. 2012. *Major Decisions: A Guide to College Majors*. Westford, MA: Wintergreen Orchard House.

Wolfinger, Nicholas H., Mary Ann Mason, and Marc Goulden. 2008. "Problems in the Pipeline: Gender, Marriage, and Fertility in the Ivory Tower." *Journal of Higher Education* 79 (4): 388–405.

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie de l'enquête

Population étudiée

La population cible de l'enquête est constituée de spécialistes des sciences sociales et humaines (SSH) citoyens de l'un des 22 pays membres de la Ligue des États arabes, titulaires d'au moins une licence dans un domaine des SSH et résidant dans la région arabe au moment de l'enquête.

Domaines considérés comme faisant partie des SSH : anthropologie, archéologie, études culturelles, démographie, développement, économie, études de genre, géographie, histoire, littérature, philosophie, sciences politiques, psychologie, études régionales/internationales, études religieuses et sociologie. Pays de la Ligue des États arabes : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Échantillonnage

Le cadre d'échantillonnage de l'enquête a été élaboré principalement à partir de deux bases de données établies et régulièrement mises à jour par le CASS : la base de données de l'Observatoire Arabe des Sciences Sociales sur les SSH (pour les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche universitaires, les centres de recherche non universitaires et les associations professionnelles de la région arabe) et la base de données du CASS sur les bénéficiaires de bourses. La première a été utilisée pour identifier les établissements ayant publié en ligne la liste de leurs enseignants et personnel en SSH. Ainsi, les adresses électroniques de 17 074 membres de corps professoral universitaire ont été compilées et 1 591 ont été ajoutés pour les chercheurs en SSH affiliés à des centres de recherche et associations professionnelles. En outre, 3 925 adresses électroniques ont été extraites de la base de données des bénéficiaires de bourses du CASS, 1 064 de la liste de diffusion du CASS et 278 ont été obtenues d'une enquête sur les chercheurs en début de carrière dans la région arabe précédemment menée par un boursier du CASS pour aboutir à un total de 23 932 adresses électroniques. Suite à la suppression des adresses électroniques en double et celles non valides (à l'aide d'un service de vérification et de nettoyage d'adresses électroniques), le questionnaire a été envoyé à 14 635 adresses électroniques.

Questionnaire

Le questionnaire de l'enquête comprend cinq modules couvrant (1) les informations personnelles : le sexe, l'année de naissance, la nationalité et le pays de résidence actuel ; (2) l'enseignement supérieur : les diplômes obtenus au niveau de la licence, du master et du doctorat, le lieu de l'université et son statut public/privé, le domaine d'étude et l'année d'obtention du diplôme ; (3) l'emploi : le titre du poste, le type et le lieu de l'établissement employeur, les tâches professionnelles et l'année d'entrée en

fonction ; (4) l'implication dans la recherche : les domaines et les thèmes de recherche, la couverture géographique de la recherche, les voies et le volume de publication ; et (5) la maîtrise des langues anglaise, arabe et française.

Taux de réponse

1 854 répondants ont délivré des réponses complètes (taux de réponse de 12,7%), dont 733 réponses qui ont été exclues parce qu'elles ne répondaient pas aux critères de la population étudiée. Plus précisément, les personnes exclues n'étaient pas citoyennes d'un pays arabe, ne résidaient pas dans un pays arabe et/ou n'étaient pas titulaires d'un diplôme dans l'un des domaines des SSH spécifiés ci-dessus. Ainsi, l'échantillon d'analyse a été réduit à 1 121 répondants éligibles (taux de réponse éligible de 7,7%), les trois quarts d'entre eux étant employés au sein d'universités.

Annexe 2 : Répartition géographique de l'échantillon de l'enquête et taux de réponse par pays

	Nombre de questionnaires envoyés	Nombre de réponses complètes	Nombre de réponses éligibles	Taux de responses éligibles (pour cent)
Algérie	3 246	577	395	12.2
Libye	184	14	8	4.3
Maroc	741	308	176	23.8
Mauritanie	15	5	2	13.3
Tunisie	697	115	55	7.9
RÉGION DU MAGHREB	**4 883**	**1 019**	**636**	**13.0**
Comores	2	0	0	0.0
Djibouti	0	NA	NA	NA
Egypte	1 931	200	135	7.0
Somalie	12	6	3	25.0
Soudan	474	61	42	8.9
RÉGION ÉGYPTE/ SOUDAN	**2 419**	**267**	**180**	**7.4**
Arabie saoudite	890	20	12	1.3
Bahreïn	24	4	1	4.2
Émirats arabes unis	249	3	2	0.8
Irak	1 245	103	72	5.8
Jordanie	736	95	61	8.3
Koweit	42	3	3	7.1
Liban	748	67	34	4.5
Oman	9	3	1	11.1
Palestine	750	158	82	10.9
Qatar	237	0	0	0.0
Syrie	92	39	14	15.2
Yémen	122	56	23	18.9
RÉGION DU MAHSREQ	**5 144**	**551**	**305**	**5.9**
Pays non-arabes	116	17	0	0.0
Inconnu	2 073	NA	NA	NA
TOTAL	**14 635**	**1 854**	**1 121**	**7.7**

Annexe 3 : Informations personnelles et compétences linguistiques (n = 1 121)

		#	%
Nationalité			
	Algérie	395	35.2
	Arabie saoudite	12	1.1
	Bahreïn	1	0.1
	Egypte	135	12.0
	Émirats arabes unis	2	0.2
	Irak	72	6.4
	Jordanie	61	5.4
	Koweit	3	0.3
	Liban	34	3.0
	Libye	8	0.7
	Maroc	176	15.7
	Mauritanie	2	0.3
	Oman	1	0.1
	Palestine	82	7.3
	Somalie	3	0.3
	Soudan	42	3.7
	Syrie	14	1.2
	Tunisie	55	4.9
	Yémen	23	2.1
Sexe			
	Homme	728	64.9
	Femme	393	35.1
Âge			
	Moins de 35	193	17.2
	35-44	450	40.1
	45-54	307	27.4
	55-64	125	11.2
	65 et plus	46	4.1
Maîtrise de langues			
	Ne maîtrise pas l'arabe	32	2.9
	Arabe uniquement sans français ni anglais	292	26.0
	Arabe et anglais sans français	321	28.6
	Arabe et français sans anglais	316	28.2
	Arabe, anglais et français	150	13.4
	Arabe, anglais, français et au moins une quatrième langue	10	0.9

Annexe 4 : Études supérieures en SSH

		#	%
Plus haut diplôme obtenu en SSH (n = 1 121)			
	Licence	190	16.9
	Master	242	21.6
	Doctorat	689	61.5
Stade d'initiation des études en SSH (n = 1 121)			
	Licence	1 049	93.4
	Master	63	5.6
	Doctorat	9	0.8
Domaine du plus haut diplôme obtenu en SSH (n = 1 121)			
	Anthropologie	42	3.7
	Archéologie	29	2.6
	Démographie	19	1.7
	Économie	113	10.1
	Études culturelles	22	2.0
	Études du développement	22	2.0
	Études de genre	15	1.3
	Études régionales	10	0.9
	Études religieuses	14	1.2
	Géographie	66	5.9
	Histoire	67	6.0
	Littérature	81	7.2
	Philosophie	44	3.9
	Psychologie	108	9.6
	Sciences politiques	168	15.0
	Sociologie	300	26.8
	Autre - sciences sociales	1	0.1
A obtenu au moins un diplôme en SSH en dehors du pays d'origine (n = 1 121)			
	Non	875	78.1
	Oui, d'un autre pays arabe uniquement	75	6.7
	Oui, d'un pays non arabe	171	15.3

A obtenu une licence en SSH en dehors du pays d'origine (n = 1 049)			
	Non	972	92.7
	Oui, d'un autre pays arabe uniquement	37	3.5
	Oui, d'un pays non arabe	40	3.8
A obtenu un master en SSH en dehors du pays d'origine (n = 904)			
	Non	748	82.7
	Oui, d'un autre pays arabe uniquement	45	5.0
	Oui, d'un pays non arabe	111	12.3
A obtenu un doctorat en SSH en dehors du pays d'origine (n = 689)			
	Non	522	75.8
	Oui, d'un autre pays arabe uniquement	45	6.5
	Oui, d'un pays non arabe	122	17.7

Annexe 5 : Emploi en SSH

		#	%
Domaine d'emploi actuel lié aux SSH		862	76.9
Domaine d'emploi actuel en SSH (n = 862)			
	Est différent de celui du plus haut diplôme obtenu en SSH	99	11.5
	Est différent de ceux de tous les diplômes obtenus en SSH	70	8.1
Domaines des 3 derniers emplois (jusqu'à 3 emplois indiqués, n = 1 101)			
	Tous sont liés aux SSH	652	59.2
	Aucun n'est lié aux SSH	204	18.5
	Incluent les SSH ainsi que d'autres domaines	245	22.3
Domaines des 3 derniers emplois en SSH (jusqu'à 3 emplois indiqués, n = 897)			
	Au moins un est différent de celui du plus haut diplôme en SSH	159	17.7
	Au moins un est différent de ceux de tous les diplômes en SSH	123	13.7
	Au moins une transition entre SSH et autres domaines au cours des 3 derniers emplois	68	7.6
Emploi actuel en SSH dans pays arabe différent du pays d'origine (n = 862)		42	4.9
Au moins un des 3 derniers emplois en SSH en dehors du pays d'origine (jusqu'à 3 emplois indiqués, n = 897)			
	Non	829	92.4
	Oui, dans un autre pays arabe uniquement	52	5.8
	Oui, dans un pays non arabe	16	1.8
Etablissement d'emploi actuel en SSH (n = 862)			
	Université	691	80.2
	Centre de recherche universitaire	23	2.7
	Centre de recherche non universitaire	28	3.2
	Organisation non gouvernementale/association nationale	11	1.3
	Organisation non gouvernementale/association régionale	9	1.0
	Organisation non gouvernementale/association internationale	4	0.5
	Association professionelle	1	0.1
	Agence/organisation internationale	6	0.7
	Administration gouvernementale/publique	58	6.7
	Société/entreprise	6	0.7
	École	5	0.6
	Autre	20	2.3

Responsabilités d'emploi actuelles en SSH (n = 862)			
	Enseignement	748	86.8
	Recherche	733	85.0
	Direction de thèse au niveau de master	440	51.0
	Direction de thèse au niveau doctoral	309	35.8
	Guidance d'étudiants/mentorat	558	64.7
	Service à l'université	504	58.5
	Service au domaine de spécialisation	541	62.8
	Service à la communauté	323	37.5
	Direction/fonctions exécutives	224	26.0
	Gestion de projets/programmes	272	31.6
	Fonctions techniques	79	9.2
	Relations-donateurs/collecte de fonds	112	13.0

Annexe 6 : Recherche et production de connaissances en SSH

		#	%
Implication dans la recherche (n = 1 024)			
	A été impliqué dans la recherche au cours des 10 dernières années	955	93.3
	Le domaine de recherche principal est lié aux SSH (n = 955)	880	92.1
Domaine de recherche en SSH (n = 880)			
	Est différent de celui du plus haut diplôme obtenu en SSH	86	9.8
	Est différent de ceux de tous les diplômes obtenus en SSH	61	6.9
Couverture géographique de la recherche en SSH (n = 875)			
	Pas de couverture géographique	117	13.4
	Nationale	585	66.9
	Régionale	451	51.5
	Globale	310	35.4
Pays principal couvert par la recherche en SSH est différent de celui du répondant (n = 585)		34	5.8
Région principale couverte par la recherche en SSH (n = 451)			
	Afrique septentrionale	270	59.9
	Afrique centrale	9	2.0
	Afrique australe	4	0.9
	Afrique orientale	15	3.3
	Afrique occidentale	9	2.0
	Asie centrale	9	2.0
	Asie méridionale	14	3.1
	Asie du sud-est	9	2.0
	Asie orientale	16	3.5
	Asie occidentale	77	17.1
	Europe septentrionale	6	1.3
	Europe méridionale	1	0.2
	Europe orientale	2	0.4
	Europe occidentale	6	1.3
	Amérique septentrionale	2	0.4
	Amérique centrale	1	0.2
	Amérique du Sud	1	0.2

Pays arabe(s) couvert(s) par la recherche régionale en SSH (n = 451)			
	Aucun	17	3.8
	Algérie	204	45.2
	Arabie saoudite	100	22.2
	Bahreïn	39	8.6
	Comores	10	2.2
	Djibouti	11	2.4
	Egypte	195	43.2
	Émirats arabes unis	68	15.1
	Irak	90	20.0
	Jordanie	116	25.7
	Koweit	57	12.6
	Liban	89	19.7
	Libye	87	19.3
	Maroc	209	46.3
	Mauritanie	64	14.2
	Oman	50	11.1
	Palestine	96	21.3
	Qatar	65	14.4
	Somalie	23	5.1
	Soudan	64	14.2
	Syrie	91	20.2
	Tunisie	203	45.0
	Yémen	49	10.9
Nombre de publications en SSH au cours des 10 dernières années (n = 876)			
	Aucune	28	3.2
	1 à 5	238	27.2
	6 à 10	274	31.3
	11 à 20	234	26.7
	21 et plus	102	11.6

Annexe 6 (Suite)

		#	%
Voie(s) de publication de la recherche en SSH (n = 880)			
	Revues nationales/régionales à comité de lecture	693	78.8
	Revues internationales à comité de lecture	390	44.3
	Revues sans comité de lecture	140	15.9
	Publications de centres de recherche	316	35.9
	Publications d'organisations internationales	117	13.3
	Publications gouvernementales	137	15.6
	Publications d'organisations non gouvernementales ou de réseaux	119	13.5
	Livres/chapitres de livres	477	54.2
	Jamais publié	28	3.2

Dr. Ahmad Dallal est le 13ème président de l'Université américaine du Caire. Auparavant, il était doyen de l'université de Georgetown au Qatar. Jusqu'à l'été 2017, il était professeur d'histoire au département d'histoire et d'archéologie de l'Université américaine de Beyrouth, dont il a été le doyen de 2009 à 2015. Entre 2003 et 2009, Dr. Dallal a présidé le département d'études arabes et islamiques à l'université de Georgetown. Il avait auparavant occupé des postes à l'université de Stanford (2000-2003), à l'université de Yale (1994-2000) et au Smith College (1990-1994).

Dr. Dallal a écrit et donné de nombreuses conférences sur divers sujets, notamment les disciplines islamiques d'apprentissage dans les sociétés islamiques médiévales et au début des temps modernes, le développement des sciences islamiques traditionnelles et exactes, la pensée islamique médiévale, l'évolution du revivalisme islamique et des mouvements intellectuels au début des temps modernes, ainsi que le droit islamique.

Il est l'auteur de : *An Islamic Response to Greek Astronomy: Kitab Ta'dil Hay'at al-Aflak of Sadr al-Shari'a* (1995) ; *Islam, Science and the Challenge of History* (2012) ; *The Political Theology of ISIS, Prophets, Messiahs and the "Extinction of the Greyzone"* (2017) ; et *Islam without Europe – Traditions of Reform in Eighteenth Century Islamic Thought* (2018).

Dr. Dallal est titulaire d'un doctorat en études islamiques obtenu de l'université de Columbia et d'une licence en génie mécanique de l'Université américaine de Beyrouth.

المجلس العربي للعلوم الاجتماعية
بناية علم الدين، الطابق الثاني
شارع جون كينيدي، عين المريسة
بيروت – لبنان

Arab Council for the Social Sciences
Alamuddin Building, 2nd Floor
John Kennedy Street, Ain El Mreisseh
Beirut - Lebanon

Tel: 961-1-370214
Fax: 961-1-370215
E-mail: info@theacss.org

@acss_org theacss The ACSS
@acss_org @theacss

www.theacss.org